

La dernière guerre du Liban ? Questions sur une crise en expansion



Avec le soutien de



La Revue
parlementaire

SOMMAIRE¹

Introduction – Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS	5
1 – Première table ronde – La problématique militaire	7
1.1 – L’emploi de la force aérienne israélienne INTERVENANT : Général de brigade aérienne Guillaume Gelée, Directeur, Centre d’Études Stratégiques Aérospatiales	7
1.2 – Premiers enseignements militaires de la crise de juillet 2006 INTERVENANT : Colonel Michel Goya, CDEF.....	10
1.3 – L’évacuation des ressortissants – une opération interarmées INTERVENANT : Contre-amiral Xavier Magne, Force d’action navale	16
1.4 – La nouvelle FINUL : une force originale, un cadre d’engagement nouveau INTERVENANT : Général Jacques Lechevallier, EMAT	20
1.5 – Débat avec la salle	24
2 – Deuxième table ronde – Impact sur les acteurs locaux.....	31
2.1 – Israël INTERVENANT : Alain Dieckhoff, CERI	31
2.2 – Le Liban et la Syrie INTERVENANT : Joseph Bahout, IEP Paris.....	35
2.3 – La Palestine INTERVENANT : Jean-Paul Chagnollaude, Confluences Méditerranée	39
2.4 – Le Hezbollah INTERVENANT : Walid Charara, Journaliste à Al-Akhbar, Beyrouth	43
2.5 – Débat avec la salle	47
3 – Troisième table ronde – Conséquences stratégiques régionales	53
3.1 – Une histoire perpétuellement recommencée ? Quelles perspectives pour le Proche et Moyen-Orient ? INTERVENANT : Henry Laurens, Collège de France.....	53
3.2 – Géopolitique de la crise INTERVENANT : Frédéric Encel, Institut Français de Géopolitique.....	57
3.3 – L’UE face à la crise : analyses et perspectives stratégiques INTERVENANT : Walter Posch, Institut d’Études de sécurité de l’Union européenne.....	61
3.4 – La France à nouveau en première ligne INTERVENANT : Jacques Huntzinger, ambassadeur en mission.....	64
3.5 – Débat avec la salle	66

¹ Ces textes ne sont pas des citations directes des propos tenus. Les résumés des interventions et des débats figurant ici ont été rédigés par la FRS. Celle-ci assume seule la responsabilité d’éventuelles erreurs ou approximations des propos rapportés dans les actes de cette journée d’études. Les textes ne peuvent être reproduits ou cités sans l’autorisation expresse de la FRS.

Introduction – Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS

Le Liban constitue un sujet particulièrement sensible. Il le restera très certainement dans les semaines à venir. Il s'agit, au cours de cette journée, de présenter un certain nombre d'éléments sans esprit de polémique. Différentes approches de cette problématique vont être proposées. Aux aspects militaires, traités par des officiers français qui ont accepté de s'exprimer dans une enceinte publique à vocation académique, viendra s'ajouter l'étude des conséquences géopolitiques, aux niveaux local et régional.

1 – Première table ronde – La problématique militaire

PRESIDENCE : *Michel KLEIN, Chercheur associé, FRS*

Cette table ronde va traiter des aspects opérationnels. J'ai donc sollicité quatre officiers. Parmi eux, deux sont des observateurs avertis, issus du Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) de l'armée de Terre et du nouveau Centre d'Études Stratégiques Aérospatiales (CESA) de l'armée de l'Air. Ils présenteront le retour d'expérience que les armées françaises ont pu produire sur la campagne israélienne au Liban. Les deux autres sont plutôt des exécutants, des opérationnels.

Beaucoup de commentaires ont circulé dans les médias sur les opérations. Certains se sont interrogés sur la pertinence de la stratégie adoptée par l'État hébreu. Était-elle appropriée ? N'était-elle pas disproportionnée par rapport aux événements ? Fallait-il frapper sur l'intégralité du territoire libanais ?... Tous ces sujets sont au cœur de la problématique opérationnelle, celle de cette première table ronde.

1.1 – *L'emploi de la force aérienne israélienne*

Intervenant : Général de brigade aérienne Guillaume Gelée, Directeur, Centre d'Études Stratégiques Aérospatiales

Il s'agit de présenter ce que les aviateurs français ont vu durant ces quelques semaines de campagne. Le prisme est bien celui des opérations aériennes. Je me permettrai cependant quelques commentaires personnels, qui n'engagent ainsi en rien l'armée de l'Air française.

Le débriefing que nous avons pu faire nous a amenés à distinguer deux plans de frappes aériennes. D'un point de vue stratégique, ils correspondaient à deux idées distinctes. Le premier plan est de type « Warden ». C'est une campagne de frappes destinée à faire plier politiquement un État. Le second était dirigé contre le *Hezbollah*. Son objectif était de diminuer la puissance militaire de l'organisation.

Un élément domine l'ensemble des stratégies israéliennes durant ce conflit : la totale suprématie aérienne de Tsahal au-dessus du Liban. Cette domination était telle que les actions aériennes pouvaient être engagées sans danger véritable pour les aviateurs. Le Liban ne dispose pas d'aviation de combat. La menace air-air était donc nulle. Le danger sol-air était très faible. Les techniques et les tactiques utilisées par les pilotes israéliens les mettaient complètement à l'abri des quelques missiles dont pouvaient encore disposer le *Hezbollah* ou les armées libanaises.

⇒ Le plan de frappes de type « Warden »

Dirigé contre l'État libanais, ce plan est une application typique des théories de Warden. Colonel de l'*U.S. Air Force* au moment de la première guerre du Golfe, il avait déterminé la stratégie de frappes américaine lors de ce conflit². Celle-ci prévoit que les frappes soient de plus en plus proches des préoccupations de l'État visé. Leur but est de le faire plier. Au Kosovo, cette théorie a été appliquée, avec succès puisque les autorités

² Voir Warden (J.), *La campagne aérienne. Planification en vue du combat*, Paris, Economica/ISC, Bibliothèque Stratégique, 1998.

yougoslaves ont cédé. Un plan de frappes de ce type ne se déroule toutefois jamais comme il a été initialement planifié.

Je considère que ces frappes contre l'État libanais ont porté leurs fruits. Avant la campagne, les autorités libanaises n'étaient pas militairement présentes dans le sud du Liban. Après le conflit, les troupes gouvernementales y sont déployées, appuyées par une force internationale sur le fondement d'une résolution des Nations unies.

Vu de France, ce plan semble donc avoir fonctionné.

⇒ **Le plan de frappes contre le *Hezbollah***

Ce plan était destiné à amoindrir, voire éliminer, les forces combattantes du *Hezbollah*.

Il a très largement échoué.

Le premier plan a eu des conséquences induites. Certains axes de communication ont été détruits. Les flux de matériels pour réapprovisionner les forces du *Hezbollah* ont été limités.

Le deuxième plan a eu une qualité principale. Il a permis la destruction ou la neutralisation des missiles sol-sol longue portée. Le *Hezbollah* dispose notamment de missiles de type *Zelzal*, d'environ 200 kilomètres de portée. Ces vecteurs peuvent toucher Tel Aviv. Pour les Israéliens, ils constituent une menace terrible. Les frappes aériennes, si le renseignement utile est disponible, sont adaptées pour traiter ce type de cibles.

En revanche, les autres objectifs n'ont pas été atteints. Le reste du plan n'a pas fonctionné. Les roquettes *Katioucha* ont été tirées durant tout le conflit en toute impunité³. L'ensemble des forces du *Hezbollah* était très enterré et donc particulièrement préparé aux attaques aériennes.

Quelques semaines avant le conflit, un grand exercice de Tsahal a eu lieu, qui pouvait représenter une répétition grandeur nature de l'attaque contre le Liban. Le plan prévoyait une force terrestre conséquente et une force aérienne qui proposait notamment un appui aux éléments terrestres. Pourquoi Tsahal n'a-t-elle pas repris cette planification ?

L'explication la plus fréquemment proposée est celle qui pourrait être appelée « l'équation particulière du Chef d'état-major des armées ». A l'heure actuelle, le CEMA israélien est un aviateur. C'est la première fois que le poste échoit à un membre de l'armée de l'Air. Il est souvent écrit que Dan Halutz aurait cherché à faire valoir que l'armée de l'Air pouvait seule gagner une guerre. Ce type de raisonnement représente évidemment une grossière erreur. Tous les officiers français savent qu'il n'est pas possible d'attaquer des individus enterrés dans des abris avec la seule force aérienne. Il me semble donc difficile de croire qu'un officier de ce niveau, réalisant une opération de cette ampleur, ait pu commettre une telle erreur.

Il serait sans doute plus intéressant de s'interroger sur la position particulière du Premier ministre, Ehud Olmert, qui n'a jamais été militaire, ainsi que sur celle du ministre de la Défense, Amir Peretz, issu du milieu syndical. Pour les deux hommes se pose sans doute la question de la connaissance de l'outil militaire. Les opérations aériennes se sont déroulées avec un risque très faible. A l'inverse, les opérations terrestres comportaient un risque élevé. Le gouvernement a donc probablement hésité longtemps avant de mettre

³ NDLR – Durant la Seconde Guerre mondiale, les forces soviétiques ont utilisé des roquettes surnommées les *Katioucha* (Catherinette en Russe). Ces engins d'une portée de quelques kilomètres pouvaient détruire des blindés. Pour gagner en mobilité, les rampes avaient été installées sur des camions. Les soldats allemands ont surnommé ces lanceurs « les orgues de Staline ».

véritablement en jeu la vie des soldats. Il faut notamment rappeler que les opérations étaient motivées par la simple volonté de récupérer les deux militaires capturés par le *Hezbollah*.

Le plan visant à faire céder au niveau politique l'État libanais a donc fonctionné. Celui visant à réduire le potentiel militaire du *Hezbollah* a échoué, par manque d'application d'une planification de base comprenant une attaque terrestre soutenue par des frappes aériennes.

⇒ La préparation du *Hezbollah*

Le *Hezbollah* a appris le fonctionnement de Tsahal pendant les dix-huit ans d'occupation israélienne du Sud-Liban. Ses combattants sont parvenus à créer des conditions de préparation et de combat particulièrement favorables. Ils se sont notamment très bien abrités des frappes aériennes. Ils disposaient apparemment d'un remarquable réseau de postes de commandement enterrés. Cet ensemble bénéficiait de systèmes de communication modernes. Par ailleurs, les armements du *Hezbollah* lui ont permis de conserver une capacité de frappe permanente, que les opérations depuis l'air n'ont pas entamée. Les *Katioucha* ont été utilisées dans une quasi-complète impunité.

⇒ Le bilan aérien du conflit

Environ 20 000 sorties aériennes ont été organisées sur les trente-quatre jours du conflit. Le taux est donc extrêmement élevé. La dimension aérienne des opérations a été massive. Sur ces 20 000 sorties, un peu plus de la moitié concernait des chasseurs bombardiers. C'est une proportion étonnante. Il me semble que ces chiffres sont un indice intéressant pour déterminer les tendances des guerres du futur. Il paraît évident que ce que nous avons vu au Liban était un prototype de ce que nous verrons à l'avenir.

Des erreurs ont été commises, mais des réussites doivent également être relevées. Parmi ces dernières, la permanence de chasseurs bombardiers au-dessus du territoire libanais est l'une des plus significatives. C'est l'un des points clés qui permettent de limiter la liberté d'action de l'adversaire, éventuellement jusqu'à la paralysie.

Parmi les hélicoptères utilisés, 20 % étaient des engins d'attaque. C'est une proportion qu'il convient d'étudier de près. Elle paraît relativement élevée. Elle montre que la suprématie aérienne portait notamment sur la menace sol-air. En réalité, au cours des trente-quatre jours de conflit, un seul hélicoptère a été abattu, et ce par un missile anti-char.

A l'inverse, 20 % seulement des sorties aériennes concernaient des transports tactiques. Cette proportion est très faible.

Le recours aux drones de surveillance représentait 10 % des sorties. Mais ce chiffre n'est pas représentatif de l'utilisation de ces matériels. Une sortie de drone permet huit à dix heures de surveillance, alors que celle d'un avion de combat dure entre une heure et une heure trente. Les 10 % ne traduisent pas la quasi-permanence de la présence en l'air des drones que les Israéliens ont obtenue tout au long de la campagne.

En conclusion, la suprématie aérienne est un point clé pour l'étude du conflit : en disposer est un facteur de réduction des risques extrêmement important. Mais la considérer comme un préalable indispensable à une intervention militaire est sans doute exagéré. Deux types de plan de frappes ont été utilisés. Le type « Warden » a fonctionné, alors que celui visant à la réduction du potentiel du *Hezbollah* a très largement échoué.

Ce dernier ne pouvait pas fonctionner sans la présence de forces terrestres. Pour moi, ce conflit est toutefois précurseur des opérations que nous aurons à mener dans le futur.

1.2 – Premiers enseignements militaires de la crise de juillet 2006

Intervenant : Colonel Michel Goya, CDEF⁴

Le conflit a débuté le 12 juillet par un raid du *Hezbollah* particulièrement bien organisé. Il a consisté tout d'abord en une intrusion dans le réseau électronique israélien pour déterminer le point faible du système de défense. Il s'est ensuite poursuivi par une intrusion physique, avec l'attaque d'un poste israélien. Trois militaires de Tsahal ont été tués, deux capturés. Le commando du *Hezbollah* se replie et attire les réserves israéliennes dans un piège. Un char Merkavah est détruit et cinq autres soldats israéliens sont tués.

Le pourquoi de ce coup de main, particulièrement bien monté, reste encore mystérieux. Les objectifs du *Hezbollah* sont difficiles à déterminer.

La réaction israélienne, rapide, est brutale et désordonnée. Le général Halutz est le premier à s'exprimer. Il est d'ailleurs assez étonnant pour nous de constater que le Chef d'état-major des armées prend la parole avant même le Premier ministre ou le ministre de la Défense. Le CEMA indique que le Liban va être ramené cinquante ans en arrière. Le Premier ministre lui succède en annonçant la mort de Nasrallah, la destruction du *Hezbollah* et la récupération des deux prisonniers. A la fin du 12 juillet, les objectifs israéliens peuvent donc être déterminés :

- récupérer les deux soldats prisonniers ;
- faire appliquer la résolution 1559 prévoyant le désarmement du *Hezbollah* par l'État libanais (ou par une force des Nations unies) dans le Sud-Liban ;
- neutraliser (voire détruire) la capacité militaire du *Hezbollah* dans cette zone ;
- et renforcer la capacité de dissuasion de Tsahal face à un ennemi qui peut être qualifié de consensuel. La question palestinienne fait débat au cœur même d'Israël et de la communauté internationale. Mais quasiment toute l'opinion publique israélienne est consciente de la nécessité d'éliminer la menace que constitue le *Hezbollah* aux frontières Nord du pays.

Le gouvernement israélien va se lancer très vite – peut-être trop vite – dans cette campagne militaire. La contrainte majeure venait du souvenir assez cuisant des dix-huit années d'occupation du Sud-Liban. C'est pourquoi les responsables de l'État hébreu vont tenter d'atteindre tous ces objectifs avec le moins d'implication terrestre possible.

⇒ Le défi relevé par Tsahal

La Résistance islamique est l'une des trois branches du *Hezbollah*. Elle constitue sa composante militaire. Elle est parfaitement intégrée aux dimensions sociale et médiatique du mouvement. Elle est capable de s'y adapter de manière souple et rapide.

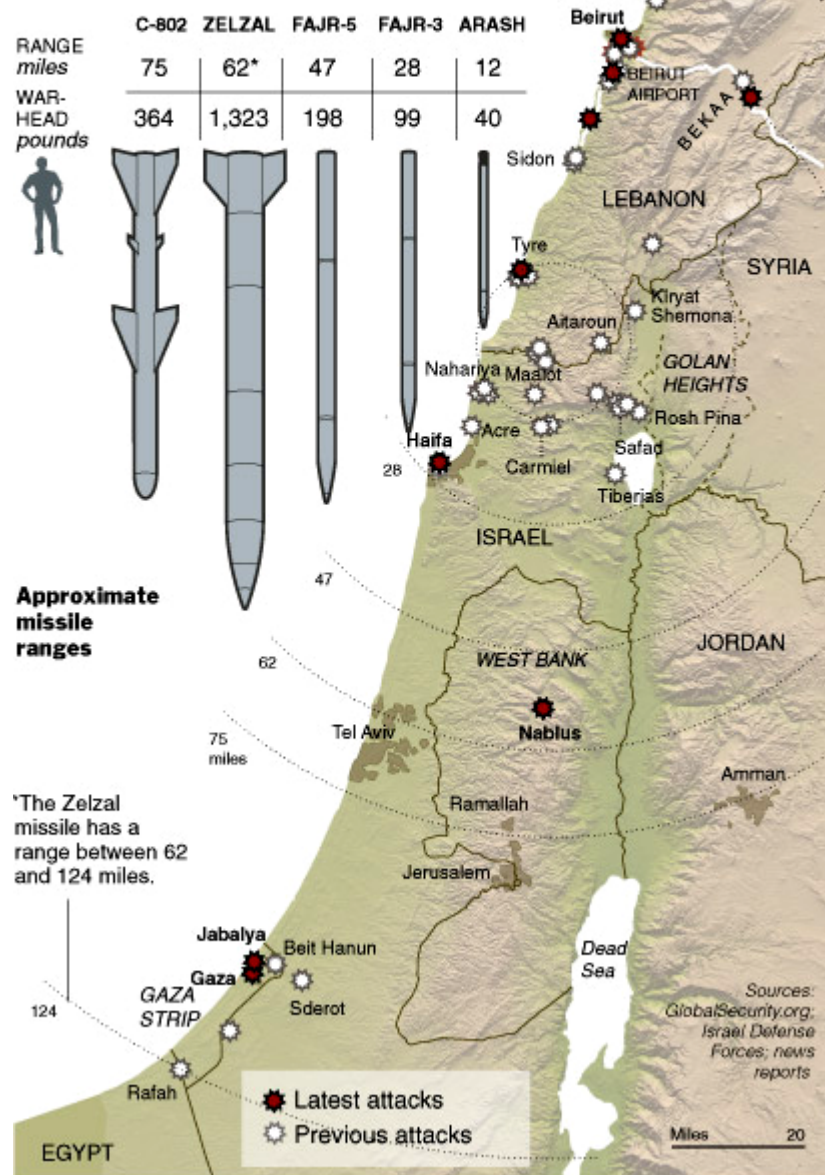
Cette branche militaire comprend des services secrets et une véritable armée. Cette dernière dispose d'une force de frappe conséquente. Son arsenal comporte notamment entre 14 et 16 000 roquettes et missiles. Les *Zelzal* iraniens peuvent toucher l'intégralité du territoire israélien. Mais la majorité des vecteurs sont des roquettes de 122 et 240 mm dont la portée n'excède pas quarante-cinq kilomètres. Cette armée dispose également

⁴ Le CDEF a produit une première analyse du conflit, intitulée « La guerre de juillet. Analyse à chaud de la guerre israélo-*Hezbollah* (juillet-août 2006) ». Ce travail est disponible sur le site du centre : www.cdef.terre.defense.gouv.fr (Les cahiers du RETEX).

d'une batterie de missiles sol-mer d'origine iranienne, d'une flotte de drones et de quelques armements anti-aériens assez limités. Ces derniers constituent probablement le principal point faible des ressources du *Hezbollah*.

Hezbollah's Arsenal

Hezbollah is known to have thousands of Arash rockets, about 100 Fajrs and several dozen Zelzal missiles. One Zelzal was thwarted yesterday when Israel destroyed it as it was being prepared for a launching from Beirut. C-802 cruise missiles damaged two ships in the Mediterranean Sea on July 14, but the total number of C-802's is not known.



La Résistance islamique possède également une infanterie extrêmement performante, forte de quelque 3 000 soldats professionnels, et d'environ 10 000 miliciens qui peuvent les renforcer. Les soldats professionnels sont très bien équipés, notamment en matériels russes anti-chars. Ce conflit est d'ailleurs marqué par le retour de la technologie russe sur le champ de bataille.

Cet ensemble est efficacement structuré. C'est une armée qui s'est construite face à Israël. Elle a adopté une tactique « en essaims », très décentralisée, s'appuyant sur un remarquable réseau de souterrains⁵. Les combattants poussent ainsi très loin l'application de la notion de furtivité. Les postes de commandement et les sites de roquettes sont notamment dans les bâtiments civils. Les combattants sont habillés en civil. Ils utilisent des véhicules civils.

⇒ La bataille des roquettes

L'opération « Changement de direction » (nom donné par les Israéliens à la campagne) a engendré une bataille des roquettes. Un des objectifs de Tsahal était d'éliminer cette menace venant frapper le Nord d'Israël. Le plus grand succès de l'armée de l'Air israélienne est d'être parvenue à neutraliser la menace constituée par les lanceurs à longue portée. Dès les premiers jours, ils ont été détruits. Le *Hezbollah* n'a en effet pas lancé de projectiles au-delà de 70 kilomètres.



Pourquoi le *Hezbollah* n'a-t-il pas utilisé ses missiles *Zelzal* ? Les observateurs en restent au stade des conjectures. Le mouvement a probablement conservé cet outil, qui est finalement son atout maître, comme ultime recours en cas de possible anéantissement. De plus, l'Iran a peut-être freiné les ardeurs du *Hezbollah* en imposant un veto sur l'emploi de ces missiles (éventuellement pour une utilisation ultérieure si Téhéran était attaquée). Enfin, il faut noter que ces missiles peuvent être tirés depuis la plaine de la Bekaa. Ils échappent donc au contrôle qui est en train de se mettre en place au Sud-Liban.

La bataille des roquettes a donc concerné des engins à courte portée. Jusqu'au dernier jour de la guerre, le *Hezbollah* est parvenu à lancer entre 100 et 200 roquettes par jour. Tsahal a été incapable d'empêcher ces frappes.

Deux types de frappes ont été utilisés. Le premier était constitué de tirs anti-cités. Environ 4 000 roquettes ont ainsi été lancées sur les agglomérations du Nord d'Israël, en particulier Haïfa, troisième ville du pays. S'est développée une ambiance de Blitz, un

⁵ Rien de tel n'avait été vu depuis le Viêt-Cong durant la guerre du Vietnam.

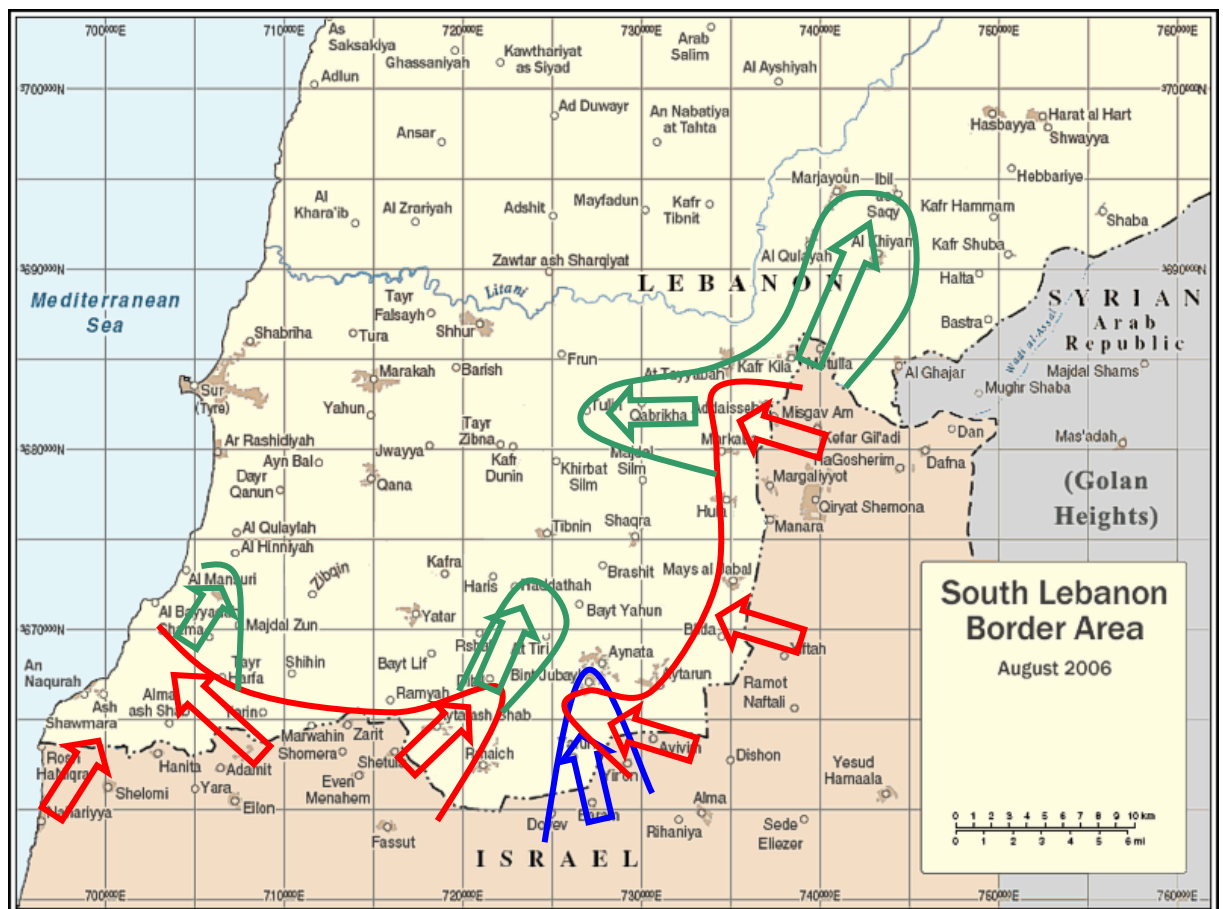
peu comme lors des bombardements de Londres pendant la Seconde Guerre mondiale. Des centaines de milliers de réfugiés israéliens ont fui les zones touchées, en se dirigeant vers le Sud. Mais le bilan de ces tirs a été relativement faible. Les 4 000 roquettes, lancées sur une période de trente-trois jours, ont tué quarante-deux personnes, soit autant qu'un mois d'accidents de la route en Israël. Ces pertes sont bien inférieures aux 1 200 civils libanais tués lors de cette campagne.

Le second type de frappes a été plus tactique. Certains tirs ont été dirigés contre les forces et les bases militaires, notamment le centre de coordination des opérations aériennes de Méron. Certaines roquettes ont ciblé la logistique de Tsaahal. Ainsi, 10 % des pertes militaires israéliennes ont été causés par ces roquettes et missiles.

⇒ Les opérations au sol

Le gouvernement israélien s'est montré très réticent sur l'engagement de troupes au sol. Sous la pression des événements, constatant l'inefficacité des frappes aériennes pour juguler la menace des roquettes, les forces terrestres ont finalement été engagées. Cette utilisation a toutefois été fort prudente.

Dans un premier temps, le gouvernement et l'état-major ont décidé de lancer un raid sur Bint Jbeil⁶. Capitale du Sud-Liban, c'est une petite ville de 30 000 habitants. Elle est surtout le lieu de naissance de Nasrallah.



⁶ En bleu sur la carte.

Un raid est lancé à partir du 22 juillet. Tsahal engage ses meilleures troupes : la 7^{ème} brigade blindée, la brigade parachutiste *Golani* et certains commandos. Mais ces unités d'élite ne parviennent pas à prendre la ville. Les combats sont très durs. Le 28 juillet, Tsahal se replie, après avoir perdu environ soixante hommes, tués ou blessés.

En août, une seconde opération est lancée qui échoue également. Au total, 90 hommes seront perdus dans les combats pour Bint Jbeil, environ le quart des pertes israéliennes.

A partir du 1^{er} août, le gouvernement et l'état-major lancent une offensive générale sur l'ensemble des 80 kilomètres de frontières. Le champ de bataille est extrêmement réduit puisque l'engagement israélien ne progressera pas de plus de quelques kilomètres à l'intérieur du Liban⁷.

Huit brigades sont engagées, avec 400 blindés environ. Ces troupes correspondent à la dimension de l'armée de Terre française. Au bout d'une semaine, les Israéliens constatent que les gains sont très limités. Leurs pertes ont été lourdes, notamment en véhicules de combat. Tsahal est à peine parvenue à s'emparer de la première ligne de défense du *Hezbollah*.

Tous les acteurs anticipent dès lors un cessez-le-feu. A partir du 9 août, une offensive un peu précipitée est lancée. Il s'agit en réalité de redorer le blason de Tsahal avant la négociation. Une série de raids hélicoptérés et blindés est organisée. L'infanterie reste engluée dans les zones de combat où se trouve le *Hezbollah*. Ces manœuvres permettent de percer le front⁸. Les pertes sont cependant très lourdes. Trente militaires israéliens sont ainsi tués dans les trois derniers jours, soit 20 % des pertes totales de Tsahal.

⇒ Le retour du *balagan*

Cette guerre a donc été, dans l'ensemble, une mauvaise surprise. Elle a permis de révéler un certain nombre de déficiences. Elle a été, en quelque sorte, marquée par le retour de ce que les Israéliens appellent le *balagan*, le désordre. Ce dernier est un mal qui frappe régulièrement l'armée israélienne.

Au cours du conflit, Tsahal s'est fractionnée en trois corps distincts. Sous la conjonction d'une réduction des budgets, d'une augmentation du coût des armements modernes, d'années passées à faire des opérations de police dans les territoires occupés, les forces armées israéliennes se sont séparées.

- Une composante de haute technologie rassemble, de manière un peu simplifiée, l'armée de l'Air, les forces spéciales et quelques unités d'élite. Elle draine la majorité des ressources.
- Le gros de l'armée d'active s'est appauvri matériellement et en compétences. Tsahal est une armée jeune. Jusqu'au grade de chef de section, tous les individus qui la composent sont des appelés. Elle est donc une armée sans mémoire. Les militaires engagés en juillet et août ne connaissent que les opérations de police, le contrôle de foule... Tsahal a perdu ses savoir-faire de haute intensité. Elle s'est trouvée véritablement dépourvue face à un adversaire qui était mieux équipé et tactiquement plus compétent que les mouvements palestiniens.
- La réserve reste équipée comme dans les années 1970. Ses moyens d'entraînement se sont considérablement dégradés.

⁷ En rouge sur la carte.

⁸ En vert sur la carte.

Le *balagan* est un problème récurrent pour Tsahal. Jusqu'à présent, les militaires israéliens parvenaient à y faire face grâce à une grande réactivité. Au cours du conflit de juillet-août, l'imagination tactique était plutôt du côté du *Hezbollah*. Les Israéliens ne sont pas parvenus à trouver les clés tactiques pour renverser la tendance. Par exemple, le *Hezbollah* est équipé en missiles anti-char russes de dernière génération. Ces armes ont servi d'artillerie légère, portable, pour « casser » les colonnes blindées mécanisées – au total 500 missiles ont été tirés, 50 Merkavah ont été touchés, la moitié ont été percés –, mais également d'artillerie anti-structure. Des sections entières de Tsahal ont ainsi été surprises et frappées dans des bâtiments. Au total, ces missiles ont provoqué 50 % des pertes israéliennes.

⇒ Le bilan de la guerre

Le *Hezbollah* a bien reçu des coups. Mais il conserve une capacité militaire significative. Il dispose encore d'un tiers des roquettes qu'il possédait avant le conflit. De même, il détient un certain nombre de lanceurs de longue portée. Il recrute massivement. Sa structure de commandement est intacte. Sa capacité militaire est en cours de reconstitution. A l'heure actuelle, il est toutefois difficile de l'imaginer se lancer immédiatement dans de nouvelles opérations de haute intensité.

Le *Hezbollah* exploite médiatiquement, psychologiquement et politiquement son succès militaire. Dès le lendemain des combats, des miliciens ont visité des familles dans les bâtiments détruits afin d'offrir de l'argent pour les dédommager.

Du côté israélien, un seul objectif a véritablement été atteint. La guerre a obligé les Libanais et une force de l'ONU à occuper le Sud du Liban. Le prix de ce seul résultat positif semble élevé. Le coût humain s'élève à 120 (morts) militaires et 42 civils tués. Le coût financier est estimé à six milliards de dollars américains.

Cette guerre, et surtout ses résultats plus que mitigés, ont provoqué un malaise profond dans la société et l'armée israéliennes. Celui-ci a entraîné une remise en cause. Tsahal connaît une véritable effervescence. Des solutions pour développer une meilleure défense contre les roquettes sont cherchées. Ce travail concerne également le combat souterrain. La logistique terrestre, défailante pendant le conflit, doit être repensée.

On assiste à une professionnalisation de certaines unités israéliennes. Mais un certain classicisme tactique semble demeurer. Dans les esprits, la campagne « Paix en Galilée » de 1982 continue apparemment à servir de modèle.

Trois grandes leçons ont été tirées par le CDEF de cette guerre :

- La nécessité de l'adéquation entre l'option militaire retenue et le projet politique.
- L'obligation de réactivité.
- La nécessité d'un rééquilibrage des forces dans le sens d'une « révolution dans les affaires humaines ».

La guerre a coûté six milliards de dollars américains. Environ 600 combattants du *Hezbollah* ont été tués. Si l'on utilise un raccourci contestable, le bilan est donc de dix millions de dollars pour éliminer un milicien. Dans ces conditions, il n'est pas possible de faire la guerre longtemps. Les comparaisons peuvent être instructives. Les Américains dépensent pour l'Irak entre un et deux milliards de dollars par semaine depuis trois ans. En Afghanistan, l'OTAN, qui représente 80 % des dépenses militaires mondiales, éprouve de réelles difficultés à lutter contre des miliciens. Tous ces exemples peuvent

nous amener à nous demander si l'on n'assiste pas à un certain essoufflement d'un style de guerre privilégiant la haute technologie.

Michel KLEIN, Chercheur associé, FRS

Pour résumer, il est sans doute possible de reprendre ce que Renaud Girard a écrit en affirmant que, pour Israël, les opérations de juillet-août constituent, tactiquement, une « guerre ratée »⁹. L'État hébreu semble cependant avoir obtenu une courte victoire stratégique. Le conflit a en effet amené le déploiement d'une FINUL renforcée et de l'armée libanaise au Sud du Liban. Nasrallah a toutefois affirmé que le *Hezbollah* avait remporté une « victoire historique ». Nos intervenants ont montré sa réalité au plan tactique. Politiquement, les derniers événements semblent également lui donner raison.

1.3 – L'évacuation des ressortissants – une opération interarmées *Intervenant : Contre-amiral Xavier Magne, Force d'action navale*

L'opération Baliste a été réalisée entièrement sous commandement national. Pendant le conflit, une des préoccupations du président de la République a été de ne pas risquer d'insérer un trop grand nombre de forces supplémentaires dans la FINUL avant que les conditions qu'il avait posées en préalable n'aient été réunies. Celle-ci échappait complètement aux autorités politiques et militaires françaises. Il était politiquement plus logique d'affirmer que l'effort de la France n'était pas limité aux deux cents hommes affectés à la force des Nations unies, mais comportait également l'opération Baliste, mobilisant en moyenne 1 700 militaires, soit un total proche de deux mille hommes.

L'opération Baliste a été décomposée en deux phases. La phase d'urgence a duré environ un mois (14 juillet-15 août). Elle a permis d'effectuer « une assistance au départ volontaire des ressortissants souhaitant quitter le Liban ». Il ne s'agissait pas d'une évacuation de ressortissants au sens technique du terme. La différence est subtile. Dans le second cas, l'État donne l'ordre à ses ressortissants de partir. S'ils abandonnent tout ou partie de leurs biens, ils sont indemnisés. A l'inverse, s'ils partent volontairement, ils ne le sont pas. Durant cette période, les troupes françaises ont dû soutenir l'ambassade, acheminer de l'aide humanitaire et ravitailler la FINUL.

La seconde phase était une phase dite de reconstruction. Pendant cette période, les militaires engagés dans l'opération Baliste ont non seulement aidé la FINUL II à se déployer (transport des éléments du génie, débarquements à Naqoura et à Beyrouth), mais ils ont également participé à la surveillance des approches maritimes du Liban, ont construit des ponts Bailey et lancé une coopération bilatérale avec l'armée libanaise (seule institution intercommunautaire), avec l'objectif de favoriser la stabilisation du pays.

⇒ L'assistance au départ

Il était impossible de savoir à quel moment les personnes allaient décider de partir. Il s'agissait en effet d'une assistance au départ volontaire. Ce fut l'une des principales difficultés rencontrées durant cette période. Au niveau de l'ambassade, lorsque 1 000 personnes étaient sur les quais, le travail préalable avait nécessité 4 000 appels

⁹ Girard (R.), *La guerre ratée d'Israël contre le Hezbollah*, Paris, Perrin, 2006.

téléphoniques, dont 2 000 sans réponse. Sur les 2 000 personnes ayant répondu, seule la moitié souhaitait une aide au départ. La gestion n'a donc pas été aisée.

La multiplicité des acteurs constituait une autre difficulté. La force Baliste n'était qu'un échelon de la chaîne. Nous transportions les ressortissants de Beyrouth vers Larnaca (Chypre) ou Mersin (Turquie). Ils devaient encore être acheminés ensuite vers Roissy. Plusieurs administrations ont donc participé à ces opérations. Ce travail n'était pas simple. Par exemple, l'une des contraintes était l'interdiction de rapatrier des ressortissants sur Roissy le week-end. Il a donc fallu s'adapter. Si les départs avaient été prévus le jeudi ou le vendredi, les personnes évacuées auraient dû rester sur les navires pendant plusieurs jours.

La marge de manœuvre était réduite. Pour contenter les différents acteurs, il a fallu organiser le transit essentiellement de nuit. Les civils ont donc dû dormir à bord. Sur un bâtiment comme le Mistral, conçu pour recevoir 650 militaires, nous avons accueilli jusqu'à 1 400 passagers civils en supplément. Ces personnes étaient en état de choc. Il n'était donc pas évident de les faire dormir sur un pont en métal et de leur donner le minimum nécessaire pour vivre (notamment se laver et se nourrir).

Surtout, les forces de l'opération Baliste ont travaillé avec une menace missile avérée. Une corvette israélienne a été touchée par un missile¹⁰. Les autorités israéliennes ont très peu communiqué sur cet épisode. Il était donc difficile de savoir si l'information était exacte. Par précaution, les forces françaises ont pris des dispositions pour protéger leurs ressortissants. Ainsi, lorsque les bâtiments quittaient Beyrouth, les civils étaient sur les ponts d'envol pour éviter qu'ils ne soient piégés à l'intérieur des bâtiments au cas où ceux-ci auraient été touchés.

Finalement, 8 000 personnes ont été évacuées par des moyens militaires. Les bâtiments de la Marine nationale ont été sollicités, tout comme les hélicoptères EC725 HARFANG de l'armée de l'Air, qui ont effectué un travail extraordinaire¹¹. Les ressortissants étaient essentiellement des femmes, des enfants et des personnes âgées, de 61 nationalités différentes.

L'armée de Terre a mis en place une organisation remarquable grâce au déploiement d'un Centre de regroupement et d'évacuation de ressortissants (CRER)¹². La logique est de débarquer sur le quai un certain nombre de militaires. Certains sont en armes pour protéger les personnes à évacuer, d'autres organisent et régulent les files d'attente destinées à vérifier les identités avant de faire monter les civils à bord. La simple vue d'un dispositif de ce genre les rassure. Ils ont l'impression que leur destin est pris en main et qu'ils ne sont pas complètement perdus.

Enfin, il faut signaler que près de deux cents journalistes ont couvert ces événements, procurant à l'opération Baliste une visibilité inattendue.

¹⁰ NDLR - Le 14 juillet, deux missiles ont été tirés depuis la terre par le *Hezbollah* sur la corvette lance-missiles israélienne *Hanit*. Un des missiles a touché sa cible, tuant quatre marins. La corvette a toutefois pu regagner Haïfa.

¹¹ NDLR - Les hélicoptères ont notamment été utilisés pour transporter vers Chypre les civils qui n'étaient pas en état de voyager par voie de mer.

¹² NDLR - Le CRER était fondé sur un détachement de l'état-major de la 1^{ère} Brigade logistique. En novembre 2004, une structure similaire avait été déployée par la 2^{ème} Brigade logistique en Côte d'Ivoire.

⇒ La récupération par le Liban de sa pleine souveraineté

Pour la France, cet objectif constituait une priorité. Il explique le déclenchement de la coopération bilatérale avec l'armée libanaise.

Un des vecteurs de cette coopération a été l'amphibie, puisque les troupes libanaises disposent d'engins de débarquement infanterie chars (EDIC). Les forces françaises déployées pour Baliste leur ont offert une qualification supérieure, grâce notamment à nos transports de chalands de débarquement (TCD)¹³. D'autres actions ont été lancées par la suite.

⇒ Les leçons de l'opération Baliste

Cette mission était profondément interarmées. Initialement, les unités des différentes armées manifestaient une certaine réserve. Prises dans l'action, elles ont fini par constituer une seule vraie force. Chez les militaires, l'interarmées suscite toujours des interrogations, des doutes et parfois même des arrière-pensées. Sur le terrain, cela ne dure jamais très longtemps, la réalité de l'interarmées prend rapidement le dessus. Les individus sont très sensibles à la notion de communauté de destin, perçue sans doute avec encore plus d'acuité lorsque l'on est sur un bâtiment qui, frappé par un missile, peut entraîner chacun dans la mort.

La réponse des Israéliens est apparue inadaptée à l'agression du *Hezbollah*. Il nous a semblé que les opérations menées ont été plus longues et plus fatigantes que celles qui avaient été initialement prévues.

Lorsque nos navires délivraient du matériel à Naqoura – le poste de commandement de la FINUL étant pris entre deux feux –, des hélicoptères israéliens les survolaient parfois et tiraient des roquettes sur des positions du *Hezbollah*, quelques centaines de mètres plus loin. Des drones passaient parfois à proximité de nos positions. Avec la fatigue et l'énervement, le risque de méprise croît de façon exponentielle. Cela a toujours été un de mes grands soucis. Il s'agissait donc de diffuser l'information aux Israéliens. Il fallait les inciter à ne pas survoler nos bateaux, les prévenir que lorsque leurs appareils entraient dans une zone de deux miles nautiques autour de nos bâtiments, nous les considérons comme menaçants. La situation a été assez tendue, même si tout s'est finalement bien passé.

L'intervention depuis la mer, utilisant des moyens amphibies, était parfaitement adaptée à cette zone. Les côtes libanaises ne sont pas propices à ce genre de manœuvres. Elles sont riches en zones rocheuses. Il n'est pas très facile de « plager ». Les endroits accessibles nous ont permis de transporter les hommes et leur matériel jusqu'aux zones utiles. Le fret humanitaire a ainsi pu être acheminé alors que par la route, la destruction des ponts rendait ces déplacements impossibles.

Le soutien à partir de la mer a été particulièrement utile. La compagnie du génie chargée de construire les ponts Bailey a travaillé dans des conditions délicates, en zone d'insécurité. J'ai, en particulier, cherché à réduire son empreinte au sol. Il était en effet difficile de connaître l'attitude des réseaux syriens vis-à-vis de nos forces. Tout ce qui permettait de limiter le nombre de personnes effectivement déployées sur le territoire libanais était utile. Des voies maritimes et aériennes ont été ouvertes pour leur acheminer un soutien

¹³ Les forces françaises ont ainsi appris aux militaires libanais à faire du « porte-à-porte », c'est-à-dire qu'ils viennent se poser sur la porte arrière du TCD, pour que leur soit transféré, par vagues successives, du matériel roulant qu'ils vont ensuite déposer sur la plage.

logistique, santé et militaire, voire informatique. En trois jours, leurs ordinateurs avaient été infectés par quelque 90 virus.

⇒ Les interrogations sur le conflit

Demeure une interrogation lancinante. Que cherchaient réellement les protagonistes ?

Pour le *Hezbollah*, aucun objectif stratégique n'a été atteint. Ses combattants n'ont pas progressé. Ils n'ont pas récupéré de terrain. Ils ont plutôt cherché à survivre, terrés dans leur trou et n'agissant que la nuit. Par petits groupes, ils allaient disposer leurs roquettes. Le seul objectif accessible était une victoire médiatique, suivie d'une victoire politique. Il semble que le mouvement l'ait obtenue. Mais à quel prix ! Ce succès médiatique concerne surtout la rue arabe. Mais le *Hezbollah* n'a apparemment plus grand-chose à gagner en termes militaires.

Du côté israélien, la question des véritables buts poursuivis se pose. Lorsque l'on étudie les différentes cibles, on constate notamment qu'à l'occasion de l'attaque de la centrale électrique de Jiyeh, si la première bombe est tombée sur une cuve de fioul (qui a brûlé), la seconde a frappé la maçonnerie qui retenait les hydrocarbures. Ceux-ci se sont déversés dans la mer, provoquant une marée noire. On peut s'interroger sur l'utilité de cette marée noire. Il s'agissait sans doute moins de faire plier l'État libanais, qui est faible, que de donner un coup d'arrêt à un pays qui apparaît comme un concurrent très sérieux d'Israël dans le domaine économique. On peut également s'interroger sur la destruction de ponts dans le Nord du pays. L'approvisionnement du *Hezbollah* ne les empruntait probablement pas tous.

Israël et la Syrie ont un intérêt objectif commun concernant le Liban. L'un comme l'autre veulent conserver un voisin faible. Pour la Syrie, le Liban doit rester politiquement faible. De la sorte, Damas peut garder un contrôle sur lui. Pour Israël, c'est la faiblesse économique qui est souhaitée. Et pourtant l'État hébreu semblait prêt à en découdre avec son voisin syrien. L'annonce par Bachar al-Assad selon laquelle « *Si Israël envahit le Liban, nous rentrons en guerre* » n'a été suivie d'aucun effet lorsque Tsahal a pénétré en territoire libanais jusqu'au fleuve Litani.

Israël a bien identifié dans cette agression la main, le *Hezbollah*. Mais derrière l'organisation, existait un bras, la Syrie, et une tête, l'Iran. On peut se demander quelles sont ses intentions vis-à-vis du bras et du cerveau.

Parmi les interrogations se trouvait celle sur les conséquences géopolitiques d'un retrait de la FINUL. Celle-ci était prise entre le marteau et l'enclume. Il a été envisagé à un moment de retirer les troupes. Les forces françaises de l'opération Baliste ont été les seules à leur apporter des vivres, de l'eau et du carburant pendant la période des combats. Cet approvisionnement leur a permis de se maintenir sur place. Que se serait-il passé si ces troupes avaient quitté la zone ? Les conséquences n'auraient pas forcément concerné que le Liban. Dans les autres régions où sont déployés des « Casques bleus », des belligérants auraient pu exploiter ce précédent pour « nettoyer » leur zone et reprendre les combats.

En conclusion, il convient de préciser que les militaires français ont accompli leur mission avec simplicité, mais pas avec naïveté. Ils étaient parfaitement conscients du danger. Ils ont œuvré avec courage, bon sens et détermination. Ils savaient être les seuls à pouvoir remplir ce type de mission. Nous avons perdu un Maréchal des logis chef du 121^{ème} régiment du Train. Il a ajouté son nom à la longue liste des diplomates et militaires ayant donné leur vie au service du Liban et de la paix. Un pont construit en

zone sunnite porte actuellement son nom¹⁴. Ce geste volontaire des Libanais montre bien la force du lien qui existe entre les deux pays. Ce lien a été renforcé par l'opération Baliste.

1.4 – La nouvelle FINUL : une force originale, un cadre d'engagement nouveau

Intervenant : Général Jacques Lechevallier, EMAT

Il ne s'agit pas de présenter des scoops mais bien quelques éléments de réflexion sur l'évolution du statut de la FINUL. On parle communément du passage de la FINUL 1 à la FINUL 2. Il est intéressant de se pencher sur cette nouvelle force, en présentant notamment les difficultés auxquelles elle pourrait être éventuellement confrontée. Les problèmes rencontrés par la première FINUL (1978-2006) peuvent être utilement mobilisés. Je m'appuierai également sur mon expérience personnelle de militaire engagé soit dans des missions de « Casques bleus », soit dans des opérations, plus coercitives, de l'OTAN.

Il s'agit donc de proposer une réflexion sur le rôle que la FINUL peut jouer sur le terrain. A mon avis, il n'existera pas de solution militaire, même apportée par la communauté internationale. L'implication du politique, dans toutes ses dimensions (sociale, économique, financière...), est fondamentale. Les militaires seuls ne peuvent pas amener une réponse. Tout au mieux peuvent-ils maintenir une stabilité, qui doit permettre au politique d'apporter les vraies solutions.

⇒ Les missions de la première FINUL

En réalité, elles n'étaient pas très différentes de celles de la nouvelle force intérimaire.

Il s'agissait essentiellement d'aider le gouvernement libanais à rétablir la souveraineté de l'État dans le Sud du pays. Au début, cette priorité concernait les Palestiniens. Ensuite, le rétablissement de la souveraineté a dû se construire face aux milices *Amal*. Aujourd'hui, ce sont le *Hezbollah* et d'autres factions qui sont concernés. La logique est toujours la même.

La seconde mission était – et est toujours – de superviser le retrait des forces israéliennes. Pendant longtemps, elles ont occupé le Sud du pays. Désormais elles se sont retirées¹⁵. Mais elles sont susceptibles de revenir dans la zone. La FINUL doit donc contrôler cette possibilité. Dans ce cadre, il s'agissait d'établir une zone d'exclusion s'appliquant à tout personnel armé. Seules les forces déployées avec l'acceptation de la communauté internationale devaient pouvoir porter des armes : l'armée gouvernementale libanaise et les troupes des Nations unies.

Il s'agissait déjà à l'époque pour la FINUL de compter sur sa seule présence. Elle devait essentiellement agir comme force dissuasive. Les règles d'engagement relevaient du chapitre 6 de la Charte de l'ONU. Les opérations devaient donc être peu coercitives. Par ailleurs, la violence était soumise au principe unique de légitime défense. Le recours à la force n'était autorisé qu'en cas d'agression contre la FINUL elle-même.

¹⁴ NDLR - Le Maréchal des logis Franck Boussiquet est décédé le 24 juillet 2006. Les autorités libanaises ont décidé de donner son nom au pont d'Aarqua.

¹⁵ NDLR - Le Sud-Liban a été occupé par Israël de 1978 à 2000. En mai 2000, Ariel Sharon décide unilatéralement du retrait de Tsahal de la zone. Seule la région des fermes de Chebaa reste à ce jour encore occupée par Israël. Les fermes de Chebaa représentent une zone d'environ 27 km² où sont réparties 14 fermes.

Cette limite à l'utilisation de la violence était une contrainte forte dans l'engagement des forces armées internationales. On l'a d'ailleurs souvent reproché à la FINUL. Ce fut sa grande faiblesse.

Mais la présence de cette force sur le terrain a été dissuasive. Un béret bleu est un observateur. Il voit et peut rendre compte au monde entier. Il peut notamment dénoncer de façon relativement objective un certain nombre d'exactions.

La communauté internationale a décidé de renforcer ce mandat difficile avec la création d'une nouvelle FINUL.

⇒ **Les caractéristiques de la nouvelle FINUL**

La nouvelle force internationale se caractérise par un volume beaucoup plus conséquent de troupes déployées sur le terrain. Elles disposent de capacités militaires bien supérieures. La nouvelle FINUL représente une force de combat beaucoup plus importante.

Par ailleurs, les règles d'engagement lui confèrent un peu plus de marge de manœuvre. Cette plus grande souplesse d'action est très relative, puisque ces règles relèvent toujours du chapitre 6 de la Charte.

La mission ne change pas fondamentalement. Il s'agit toujours d'aider le gouvernement libanais à imposer son autorité sur l'ensemble du pays, notamment le Sud. Les forces internationales doivent constater le retrait des différents belligérants (essentiellement le *Hezbollah* et les forces israéliennes). Les adversaires sont de chaque côté de la ligne bleue. En fait, ils sont désormais séparés par une zone qui fait une trentaine de kilomètres de largeur, située à hauteur de la frontière israélo-libanaise. La FINUL doit vérifier la démilitarisation de cet espace.

Région montagneuse, le Sud du Liban constitue un véritable balcon, surplombant les plaines agricoles israéliennes. Il constitue un très bon observatoire. À partir de ces hauteurs, il est facile de repérer les objectifs, y compris civils (fermes, villages...), et de déployer des armements qui permettent, du fait de la nature du terrain, de frapper tout en étant protégé de ripostes éventuelles. Cette géographie explique que l'absence de forces agressives dans la zone ait toujours été la grande préoccupation des Israéliens. C'est notamment dans cet espace que se déploie la nouvelle FINUL.

Une cellule stratégique a été créée au sein du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies à New York. Elle permet une véritable capacité de réflexion et de conseil. Par son intermédiaire, les militaires peuvent utilement donner leurs avis d'experts au Conseil de sécurité.

Dans les autres théâtres d'opérations sur lesquels sont engagées les Nations unies (en particulier au Kosovo), un travail conjoint est effectué par un commandant militaire et un représentant spécial de l'ONU. Au Sud-Liban, l'autorité reste entre les mains du responsable militaire de la FINUL (actuellement le général Pellegrini). C'est un geste fort concernant le statut de la force déployée sur le terrain. Tous les pouvoirs ont été confiés à une seule personne. Une certaine marge d'initiative quant à la décision d'utiliser la contrainte a été déléguée par New York au commandant de la FINUL présent sur place.

⇒ **Les nouvelles règles d'engagement**

Elles ont été un peu élargies. Auparavant, elles permettaient l'utilisation de la force dans le strict cadre de la légitime défense. Désormais, la violence peut être utilisée de façon

préemptive, lorsque la menace est avérée. Les forces des Nations unies sont donc autorisées à engager le feu si une menace directe existe ou si une violation des accords qui s'appliquent à l'intérieur de leur zone de responsabilité est constatée.

La limite géographique est donc très importante. Si, par exemple, des combattants du *Hezbollah* déploient, en dehors de cette zone tampon, des batteries de roquettes ou de missiles pour frapper Israël, la FINUL pourra constater mais pas intervenir. Or la portée des engins utilisés par la milice lui offre cette possibilité.

La question est en réalité de savoir si une véritable volonté d'engager cette force va se développer. Les circonstances seront déterminantes. L'appréciation dépendra des discussions politiques menées sur les enjeux à New York.

La menace a été avérée plusieurs fois. Les forces des Nations unies déployées sur le terrain ont-elles les moyens de se défendre ? Tireront-elles sur des avions israéliens ? Nos chars Leclerc seront-ils éventuellement engagés contre des chars Merkavah israéliens ? Ce sont des questions qu'il faut se poser.

⇒ Les capacités de la nouvelle FINUL

La constitution de la force des Nations unies a évolué. Jusque récemment, peu de pays occidentaux y participaient. La France n'était représentée que par 200 « Casques bleus », chargés de la protection du poste de commandement et logistique de Naqoura. L'effort était donc relativement limité. Les unités engagées n'étaient même pas des unités d'infanterie. Elles étaient des unités dites PROTER, c'est-à-dire des unités de l'armée de Terre possédant les fondamentaux dont doit disposer tout soldat pour assurer la défense d'un site.

Aujourd'hui, les capacités sont plus importantes. Parmi les pays contributeurs, un plus grand nombre fait partie des nations en pointe dans le domaine militaire. La France, l'Italie, l'Australie disposent notamment d'équipements technologiquement évolués.

Par ailleurs, les capacités de feu sont également plus conséquentes. Le déploiement des chars Leclerc est significatif. Il s'agit d'un blindé moderne et performant (capable de tirer en mouvement avec précision). Des AUF1, canons de 155 mm, ont également été déployés. Grâce aux moyens de repérage et de ciblage, ils permettent un tir rapide (moins d'une minute) avec une grande précision. Ces équipements confèrent une forte capacité de feu.

Des moyens complémentaires ont également été dépêchés. Des véhicules d'observation de l'artillerie ont ainsi été envoyés au Liban. Ils sont particulièrement importants dans le domaine du renseignement. Ils permettent en effet de détecter et localiser avec précision, à grande distance, un tir. Si des missiles israéliens ou du *Hezbollah* sont lancés en dehors de la zone de la FINUL, celle-ci aura les moyens de préciser qui a tiré et à partir de quelle position. Si les tirs ont lieu dans la zone de contrôle, ces systèmes de détection permettront d'intervenir très rapidement.

Des drones vont également être déployés très prochainement. Ils permettront d'affiner le renseignement. Il est souvent dit que les Nations unies ne renseignent pas mais informent. A l'heure actuelle, la FINUL dispose, grâce à tous ces équipements, d'une véritable capacité de renseignement. A défaut d'une intervention militaire, cette capacité permettra de désigner avec précision les responsables de violations des accords.

Une des missions confiées à la FINUL est d'aider le gouvernement libanais à retrouver son autorité sur le Sud du pays. Dans ce cadre, une assistance militaire a été organisée. La FINUL n'y contribue pas directement. Mais elle appuie les autorités libanaises dans

le déploiement des troupes nationales dans la zone. C'est d'ailleurs aujourd'hui un succès, en dépit des difficultés que connaît l'armée libanaise pour faire face aux événements qui ont lieu à Beyrouth. Il y a bien, à l'heure actuelle, une présence militaire libanaise dans le Sud-Liban. Les troupes gouvernementales tentent d'y contrôler les milices du *Hezbollah*.

Parallèlement, certaines nations, dont la France, apportent une contribution directe à la revalorisation de cette armée, à travers des transferts d'équipements, de la formation, de l'instruction et du conseil.

⇒ La situation actuelle de la FINUL

La première phase de déploiement de la FINUL – même si celle-ci n'est pas complète – est déjà avancée. Il faudra environ un an pour que tous les éléments promis par les nations contributrices soient déployés. D'ores et déjà, la présence de forces des Nations unies a une efficacité avérée. A l'intérieur de la zone qu'elles contrôlent, le *Hezbollah* ne s'est pas redéployé. Par ailleurs, des caches d'armes ont été localisées et neutralisées.

Les « Casques bleus » déployés ont pu observer les méthodes de travail du *Hezbollah*. Il a ainsi été possible de comprendre partiellement comment le mouvement était parvenu à contrer aussi efficacement l'armée israélienne. Ses combattants ont utilisé à la fois des technologies très évoluées, et des techniques très primaires. Par exemple, pour ne pas souffrir des capacités de brouillage électromagnétique de Tsahal, les miliciens du *Hezbollah* ont eu recours à un réseau filaire. En effet, les fils téléphoniques « classiques » ne peuvent être brouillés.

Des tentatives de retour progressif du mouvement dans la zone ont cependant été observées. Le *Hezbollah* essaie tout d'abord d'accentuer son influence sur les populations. Ses miliciens ont apporté immédiatement après la fin du conflit une aide humanitaire aux familles touchées par les frappes israéliennes. Ces actions ont renforcé le soutien de la population locale. Ensuite, en dehors de la zone de contrôle de la FINUL, des signes d'un durcissement du dispositif du *Hezbollah* ont été observés.

L'action de la FINUL est très gênée. Les militaires sur le terrain ont constaté que les mines et les sous-munitions étaient très nombreuses dans la zone. Tous les engins ne datent pas nécessairement du dernier conflit. Certains sont les restes des affrontements des vingt dernières années. Le Liban est loin d'être un terrain dépollué.

Avec les forces déployées sur le terrain, le contrôle des Nations unies est excellent. Les effectifs sont tels qu'ils donnent parfois l'impression de « se marcher sur les pieds ». Il faut en effet trouver de la place pour tout le monde. Ce n'est pas toujours facile.

Les troupes de la FINUL font l'objet de provocations du *Hezbollah*, notamment sous la forme de manifestations de population organisées par le mouvement. C'est sans doute une preuve de leur efficacité. Il est temps que l'armée libanaise puisse reprendre le contrôle de cette région, pour assurer la souveraineté du pays. Certaines milices du *Hezbollah* seront peut-être intégrées aux forces gouvernementales. Ce sujet fera sans doute partie des prochaines négociations. A l'heure actuelle, il est impossible de le savoir. Aucune solution au conflit ne pourra être trouvée tant que les autorités libanaises n'auront pas imposé leur autorité sur la totalité du pays.

1.5 – Débat avec la salle

Questions

- Il y a un an, une opération similaire avait été organisée par le *Hezbollah*. Des soldats israéliens avaient également été enlevés. Des négociations avaient permis de résoudre cette crise. La dernière guerre a commencé, semble-t-il, par une double erreur d'appréciation, à la fois du *Hezbollah*, mais également des Israéliens. Le mouvement libanais l'a d'ailleurs reconnu. Nasrallah a lui-même avoué qu'il avait mal estimé la réactivité israélienne. Du côté israélien, la puissance militaire du *Hezbollah* a été très largement sous-estimée. Olmert est l'un des premiers chefs du gouvernement sans passé militaire. Il avait une succession extrêmement difficile à assurer. Il a sans doute voulu s'imposer à la fois face à son état-major et à l'opinion publique. C'est probablement ce qui explique qu'il ait sur-réagi.
- Le *Hezbollah* est soutenu par l'Iran. Mais il est également un parti nationaliste libanais. A ce titre, il est reconnu par l'ensemble de la population. Dans tout le pays, la population libanaise est fière de cette « victoire » du *Hezbollah*. C'est la première fois que des Arabes arrêtent les Israéliens.
- Quelles sont les leçons tirées par l'armée de Terre et l'armée de l'Air françaises de l'utilisation des drones ?
- Quel a été l'impact de la surveillance maritime ? Une coopération européenne sur ce volet pourrait-elle voir le jour ?

Réponse de Guillaume Gelée

Le drone est un moyen. Il faut d'abord définir les finalités recherchées par son utilisation. La capacité d'observation sur la longue durée est l'une des fonctions mal couvertes, à l'heure actuelle, par les outils militaires dont disposent les armées françaises. Dans ce domaine, le drone a très clairement un rôle à jouer. C'est ce qui explique que l'armée de Terre et l'armée de l'Air aient commencé à s'en équiper.

Cette capacité d'observation peut être scindée en deux. Elle peut tout d'abord être stratégique – bien que le terme ne soit pas parfaitement adapté. Elle consiste à alimenter en temps réel les postes de commandement de forces en images permettant de montrer les évolutions sur le terrain. Pour l'armée de l'Air, cette capacité est extrêmement utile. Elle permet de faire du *Time-Sensitive Targeting*. Lorsqu'une menace apparaît, elle est traitée très rapidement. Le drone apporte ici la surveillance permanente. Au niveau tactique, le drone a également une utilité. Il permet éventuellement aux troupes au sol d'avoir du renseignement.

Il ne faut pas tomber dans l'erreur habituelle qui consiste à se demander à quoi peut servir un équipement qui existe. J'ai personnellement le sentiment que c'est le piège que nous allons devoir affronter concernant le drone. Ce n'est pas parce que nous serons capables de produire des drones rapides, furtifs, armés... qu'ils vaudront l'argent que l'on risque de dépenser pour les acquérir. Il faut s'intéresser à cet équipement sous l'angle de l'utilité, en identifiant nos principaux manques capacitaires et en se demandant si le drone peut être une solution.

Réponse de Michel Goya

Pour les forces terrestres, ce n'est pas tellement la longue durée qui est intéressante. C'est plutôt la capacité à voir « au-delà » (derrière la colline, le pâté de maisons... voire le mur). A l'heure actuelle, toutes les opérations terrestres emploient des drones. Lors de la bataille de Falouja, cinq à sept drones étaient en permanence au-dessus de la ville (qui représente un carré de cinq kilomètres sur cinq). Les Américains, comme les Israéliens, considèrent que les combats ne peuvent plus être menés sans ce type d'équipements. Les drones représentent un multiplicateur d'efficacité pour le combat terrestre.

Réponse de Xavier Magne

De la mer, nous avons pu observer qu'au début du conflit, il fallait environ sept minutes pour qu'il y ait une réaction israélienne à un départ de roquettes. Vers la fin, ce délai avait été réduit à deux minutes.

En réalité, les combattants du *Hezbollah* disposaient leurs engins la veille du tir et les équipaient de systèmes de mise à feu à retardement. Lorsque la réaction israélienne arrivait, il y avait une probabilité très faible qu'il y ait un combattant du *Hezbollah* en ligne de mire.

En matière de surveillance maritime, l'idée de lever le blocus a été proposée assez rapidement. Il fallait éviter l'asphyxie économique du Liban. Ce fut l'un des soucis de la France. Apparemment, ce le fut également pour l'Italie. L'amiral italien, arrivant avec ses plates-formes amphibies pour débarquer des troupes, est allé, sans concertation, négocier avec les Israéliens, puis les Libanais, et enfin le commandant de la FINUL. Le général Pellegrini et le général Sleiman ont ensuite signé un document, dans lequel l'Italie indiquait prendre à sa charge cette nouvelle mission, en attendant d'être relevée par l'Allemagne.

Les troupes françaises de l'opération Baliste ont participé à la levée du blocus. Une force intérimaire s'est mise en place à partir du 8 septembre. Elle était essentiellement constituée de moyens italiens et français, auxquels sont venus s'ajouter une frégate britannique et, ponctuellement, un bâtiment grec. Un mois après, les forces allemandes sont arrivées sur place. Elles ont débuté un programme d'entraînement pour être en mesure de prendre la suite.

Un des objectifs était de responsabiliser le gouvernement libanais. A terme, la fonction de surveillance maritime devra être assumée par les troupes gouvernementales. La France avait déjà anticipé en mettant en place un lien Internet chiffré avec le commandement de la Marine libanaise. Des images de la situation maritime lui ont été transférées pour que les forces gouvernementales commencent à s'organiser. Le commandant de la Marine libanaise étant l'un de mes anciens à l'École navale et le numéro deux étant de ma promotion, les contacts ont été facilités.

Les Italiens ont mis en place un système analogue avec le poste de commandement de la FINUL à Naqoura. Ils ont connu un problème important. Les Nations unies travaillent toujours en toute transparence. Il était donc impossible d'envoyer des informations chiffrées. C'est pour cela que les militaires de l'opération Baliste ont travaillé préférentiellement avec la Marine libanaise.

La Marine libanaise dispose de sept petits patrouilleurs à « bout de souffle » et de deux EDIC. C'est peu. Les bâtiments ont été très bien entretenus. Les hommes qui les utilisent sont très motivés. Mais il fallait les aider. La force Baliste a donc organisé un audit, destiné à ouvrir la voie à un soutien technique.

La Marine libanaise, avec les informations que nous lui fournissons, a fait un très gros effort pour assurer une permanence à la mer. Les équipages ont tenté de visiter un maximum de bâtiments suspects. Notre crainte était que les fonctionnaires civils ne constatent pas d'infractions lors de visites à la mer ou de contrôles sur les quais. Au Liban, certaines habitudes existent, qui font perdre de l'efficacité à ce type de système. Celui-ci ne peut être pleinement utile que si tous les acteurs jouent pleinement le jeu.

Les Allemands ont récemment pris la suite, aidés de bâtiments de pays nordiques. Le problème de la répartition des zones s'est posé assez rapidement. Les Allemands voulaient pouvoir intervenir jusqu'au niveau des côtes. L'État libanais ayant une conscience assez nette de sa souveraineté, cette demande était sensible. Après quelques frictions préalables, ces problèmes semblent avoir été réglés.

Questions

- La question du renseignement israélien n'a pas été évoquée. Les Israéliens ont-ils éprouvé des problèmes pour anticiper les difficultés qu'ils allaient rencontrer sur le terrain ? Il est étonnant, par exemple, que les réseaux souterrains du *Hezbollah* aient été une surprise pour Tsahal.
- A partir du moment où les Israéliens ont abandonné le « tout aérien », quelle a été la part des opérations véritablement interarmées dans cette campagne ? Ont-elles été parfaitement orchestrées ?
- Quels sont le rôle, la composition et l'implantation du contingent chinois ?
- Quelle est l'attitude de la FINUL à propos des survols israéliens du Liban ? Peut-elle et veut-elle les empêcher, notamment lorsque le survol prend la forme d'une menace ?
- La FINUL « nouvelle version » est très proche de celle qui existait avant le conflit, en particulier au niveau des règles d'engagement. Ce ne sont pas les règles d'engagement en tant que telles qui font la différence, mais bien la volonté politique de les appliquer. Parler du chapitre 6 de la Charte des Nations unies pour cette résolution n'a pas véritablement de sens. Les opérations de maintien de la paix ne sont pas dans la Charte. C'est le texte même de la résolution qui est important. La 1701 comprend bien l'emploi de toutes les mesures nécessaires. L'esprit va bien au-delà du consentement. La FINUL première version – comme la seconde – avait déjà les règles d'engagement nécessaires pour employer la force. La limite est bien politique. Il n'est pas sûr que la France réponde oui à la question d'une réaction armée au survol de la FINUL par les avions israéliens.
- La résolution 1701 traite aussi de l'approvisionnement en équipements du *Hezbollah*. Il s'agit en effet de mettre en place un mécanisme de tarissement du flux d'armes. Dans ce cadre, la question de la surveillance de la frontière libano-syrienne a-t-elle été résolue ? Le pouvoir syrien s'y est fermement opposé. Pourtant des patrouilles allemandes (en civil et en uniforme) ont été organisées à la frontière.
- La Marine allemande dispose d'équipements de surveillance des communications. Il a été affirmé, au moins dans la presse libanaise, que cette mission d'écoute n'était pas comprise dans les attributions de la nouvelle FINUL. A qui vont ces informations ?

- La baisse qualitative des unités de Tsahal ne touche-t-elle pas également les forces spéciales ?
- Les éléments navals initialement envoyés par la France dans la zone du Liban n'ont-ils pas été insuffisants dans le domaine de la protection aérienne ?

Réponse de Jacques Lechevallier

Le contingent chinois se situe au niveau du bataillon. Il est essentiellement composé de troupes d'infanterie¹⁶. Ce qui est intéressant n'est pas sa composition mais sa présence même. C'est l'une des premières fois que les Chinois s'engagent dans une force des Nations unies. Habituellement, ils demeurent en retrait. Ils apportent donc un complément capacitaire, au même titre que d'autres nations. Des propositions, qui n'ont pas encore été agréées, ont été faites par d'autres pays, notamment les autorités serbes. Symboliquement, la présence chinoise est toutefois importante : elle montre que les grandes nations de l'ONU sont concernées par cette mission.

Les militaires s'obligent à une lecture stricte, à la lettre, des règles d'engagement. Ils n'ont pas à les interpréter. Elles ont été durcies par rapport à celles de la première force des Nations unies. Elles évoquent notamment la notion de préemption. Une menace peut donc être anticipée. Il ne s'agit plus uniquement de réagir aux événements.

Le paragraphe 12 de la résolution « autorise la FINUL à prendre toutes les mesures nécessaires dans les secteurs où ses forces sont déployées et, quand elle le juge possible dans les limites de ses capacités, pour veiller à ce que son théâtre d'opération ne soit pas utilisé pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit ». Les « mesures nécessaires » incluent l'usage éventuel de la force létale. Les règles d'engagement constituent un catalogue. Elles présentent des cas qui autorisent ou non à utiliser la force.

Il n'y a pas de changement fondamental par rapport au mandat de l'ancienne FINUL, si ce n'est la volonté. Encore faudrait-il que cette volonté se concrétise. C'est ici qu'est le vrai problème. Cette volonté est toutefois déjà matérialisée par l'initiative qui est laissée au commandant de la force sur le terrain.

Effectivement, se pose le problème de la mise en œuvre de ces règles d'engagement. La capacité à les appliquer constitue également un sujet d'interrogation. A l'heure actuelle, on peut se demander pourquoi les « Casques bleus » n'ouvrent pas le feu lors des survols israéliens de la zone contrôlée par la FINUL. De même, on peut se demander quelle sera l'attitude de la force internationale en cas de reprise des hostilités. Les réponses viendront des donneurs d'ordres.

La ministre de la Défense a été très claire. Lorsque l'incident a eu lieu, les règles du jeu étaient parfaitement connues¹⁷. Ces problèmes expliquent que la France ait décidé de déployer une capacité sol-air. En arrière-pensée demeuraient les événements de Bouaké

¹⁶ NDLR - Le premier contingent chinois est en réalité arrivé à Beyrouth avant le conflit (à la fin du mois de mars 2006). Il remplaçait des soldats ukrainiens. Il était essentiellement composé d'éléments du génie (notamment d'une compagnie de démineurs) et d'un hôpital de campagne (source : Agence de presse Xinhua). Le 18 septembre, les autorités chinoises ont confirmé que le pays renforcerait sa présence au sein de la force internationale.

¹⁷ NDLR - Le 31 octobre, des F-15 israéliens se sont présentés en piqué (avant de redresser immédiatement) au-dessus des positions françaises. Michèle Alliot-Marie a précisé que les militaires français avaient été amenés, « dans le cadre de la légitime défense, à enlever les caches de notre batterie de missiles ». Le piqué étant considéré comme une posture d'attaque, « à deux secondes près, il y avait tir contre les avions qui menaçaient directement nos forces ». Suite à cet incident, l'ambassadeur israélien à Paris a été convoqué au Quai d'Orsay. Une situation semblable s'est produite au milieu du mois de septembre.

(Côte d'Ivoire)¹⁸. Il est désormais impensable que, par erreur ou non, nos forces soient victimes d'une frappe aérienne. Ces événements n'ont d'ailleurs pas concerné que la France. Il faut se rappeler que, durant la campagne aérienne israélienne au Sud-Liban, des éléments de l'ONU ont été touchés. Plusieurs « Casques bleus » sont morts¹⁹.

Lors de l'incident relaté par le ministre, nos forces étaient effectivement à « deux doigts », face à une attitude hostile avérée des aviateurs israéliens, de répliquer. La décision d'ouvrir ou non le feu a été prise très rapidement. Si nos soldats sur le terrain avaient reçu l'ordre de tirer, ils l'auraient fait sans état d'âme. Les Israéliens jouent avec nous au « chat et à la souris ». Ces gesticulations font partie du jeu qui s'est mis en place sur le terrain. C'est sans doute pour cette raison que le feu n'a pas été ouvert. En réalité, les manœuvres réalisées par l'aviation israélienne visent essentiellement à préciser le renseignement. Elles permettent de mieux évaluer notre capacité à apprécier la menace et de mieux connaître nos capacités de détection, nos fréquences... Ce jeu amène à être parfois sur « le fil du rasoir ». Nos militaires sur le terrain doivent faire preuve d'un très grand sang-froid pour intégrer cette dimension qui fait partie de ce type de mission.

Il faut savoir que la frontière libano-syrienne n'est pas sous le contrôle de la FINUL. La zone de déploiement des « Casques bleus » se situe à la frontière du Liban et d'Israël. Je ne sais pas ce que les Allemands sont allés faire dans cette région (surtout en civils). Une des missions de la FINUL est toutefois de vérifier que l'embargo est respecté. Cette tâche ne peut être effectuée, à la frontière entre le Liban et la Syrie, que par les forces gouvernementales. Il n'est pas exclu que certains services de renseignement agissent de façon masquée. Ce n'est pas le cadre d'engagement de la FINUL proprement dite. Elle agit drapeau déployé, de façon manifeste.

Réponse de Guillaume Gelée

La FINUL subit la suprématie aérienne de Tsahal au-dessus du Liban. Il faut compter sur le bon sens et le sang-froid des troupes au sol pour ne pas créer un incident (ou accident) irréversible. Une bonne connaissance de la situation aérienne dans la zone pourrait sans doute les aider. A mon sens, c'est un manque à l'heure actuelle dans le dispositif déployé au Sud-Liban par les Nations unies. Il faudrait sans doute un ensemble de moyens de contrôle. Sans même parler d'avions de combat, il s'agirait plutôt de radars et de moyens d'identification. Ces équipements permettraient de prévenir les points au sol d'un éventuel problème, d'éliminer l'effet de surprise.

Il est très difficile à l'heure actuelle d'aller voir les Israéliens pour leur demander comment fonctionne l'interarmées au sein de Tsahal. Nous n'avons pas d'information véritable dans ce domaine. L'étude des différents débats et les quelques discussions avec des membres de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air israéliennes permettent toutefois d'isoler quelques problèmes. Il semble que Tsahal ait un énorme travail à faire pour fonctionner véritablement en interarmées. La coopération me semble insuffisante.

Le renseignement était très vraisemblablement insuffisant. Il est toutefois difficile de proposer des explications à ces carences.

¹⁸ NDLR - Le jeudi 4 novembre 2004, l'aviation ivoirienne, en bombardant des positions des « Forces nouvelles », a provoqué la mort de 9 soldats français de l'opération Licorne (qui consiste en la sécurisation, sous mandat des Nations unies, de la « zone de confiance »). Accident ou acte délibéré, ce geste a provoqué une riposte ordonnée par le chef de l'État. Sept appareils des Forces nationales de Côte d'Ivoire ont été détruits.

¹⁹ NDLR - Un avion de combat israélien a tiré, le 25 juillet, un missile sur le poste de la FINUL d'El Kham. Quatre « Casques bleus » (un Chinois, un Finlandais, un Canadien et un Autrichien) sont morts.

Réponse de Michel Goya

Une des conséquences du conflit a été la création d'un Commandement des opérations spéciales au sein de Tsahal. Cet organisme n'existait pas auparavant. Les Israéliens ont monté, durant le conflit, trois opérations avec des forces spéciales. Ces actions se sont déroulées au-delà de la zone du Sud-Liban. Elles ont donné des résultats assez mitigés. Leurs objectifs étaient en réalité essentiellement médiatiques. Une des premières mesures prises après la campagne a donc été la création de ce commandement. Dans l'esprit israélien, les opérations spéciales sont celles qui prennent place au-delà de la zone d'engagement terrestre. Leur définition est essentiellement fondée sur des considérations géographiques. Les engagements à distance seront donc désormais sous un même commandement. Si des opérations devaient avoir lieu contre l'Iran, c'est ce commandement qui les organiserait.

D'après les informations auxquelles nous avons accès, seules trois opérations des forces spéciales israéliennes ont donc été organisées au cours de la guerre, dont l'une par le commando marine *Yamit*. Tactiquement, les résultats ont été, semble-t-il, assez bons, même si les objectifs n'ont pas été atteints. Le comportement au combat des membres de ces unités n'a pas posé de problème.

Mais lorsque l'on étudie les autres unités dites d'élite, comme la brigade *Golani*, le bilan est beaucoup moins favorable. Ces unités sont composées d'appelés volontaires. Malgré la sélection et l'instruction un peu plus poussée, ils demeurent des appelés. Dans les combats de Bint Jbeil, par exemple, une compagnie pénétrant dans une rue est tombée dans une embuscade. Même ces unités semblent avoir perdu des savoir-faire de haute intensité.

Les carences révélées ont amené Tsahal à professionnaliser une partie de ses effectifs. Les Israéliens transforment leurs structures pour évoluer vers une armée mixte. Certaines unités, en particulier d'infanterie, sont en train d'être professionnalisées. Ce sera probablement le cas des unités des forces spéciales.

La coopération interarmées a longtemps été un point fort de l'armée israélienne. L'armée de l'Air a longtemps été considérée comme l'artillerie volante de Tsahal. Ce lien s'est perdu. Le conflit palestinien explique en partie la perte des habitudes. Les Israéliens ont désormais conscience de la nécessité de retrouver cette dimension interarmées. Leur référence est la campagne « Paix en Galilée » de 1982.

Nous disposons de peu d'éléments concernant le renseignement obtenu par Tsahal avant la campagne. Il semble que les Israéliens aient eu une vision à peu près claire de l'ordre de bataille du *Hezbollah*. Ils connaissaient son dispositif et ses moyens. Mais ils se sont apparemment focalisés sur la menace qu'ils estimaient être principale, les lanceurs de longue portée. Ils se sont moins concentrés sur les aspects purement terrestres. Ils en ont probablement sous-estimé l'importance.

Par ailleurs, il est très difficile de prendre en considération des éléments immatériels, comme les savoir-faire, les compétences des combattants.

Enfin, Tsahal semble avoir péché par orgueil. Les officiers supérieurs et généraux israéliens ont réalisé une partie de leur carrière au Liban. Ils ont connu ce théâtre. Mais avec un autre *Hezbollah*. Avant le conflit, beaucoup semblaient avoir conservé une image périmée du mouvement. En six ans, celui-ci est en effet parvenu à réaliser une véritable révolution militaire.

Réponse de Xavier Magne

Les survols répétés des appareils israéliens au-dessus de la zone contrôlée par la FINUL montrent que Tsahal a un énorme problème de renseignement. Les militaires israéliens cherchent à acquérir des informations. Il ne s'agit pas uniquement d'aller provoquer les membres de la force internationale.

En temps de crise, pour pouvoir doser son action au plus juste, il faut avoir des informations pertinentes. A ce niveau, il semble qu'il y ait des faiblesses de tous les côtés.

Les écoutes, les interceptions électroniques n'entrent pas formellement dans le champ d'action de la FINUL. Les informations dénonçant les survols envoyées au siège de l'ONU venaient d'une frégate française. Celle-ci n'était pas sous mandat de la FINUL. Elle demeurait sous contrôle national. La FINUL ne pouvant se permettre ce type d'opérations, il est nécessaire de faire de la coopération bilatérale. Faire de la coopération bilatérale avec l'armée libanaise est la réponse trouvée par la France pour pouvoir conduire des actions qui ne rentreront jamais dans le mandat de la FINUL.

Le renseignement demeurera central sur ce théâtre d'opération. Avant le conflit, les Israéliens savaient que le *Hezbollah* agissait, qu'il se préparait. La violence de la réaction israélienne s'explique ainsi partiellement. Ils ont estimé qu'il était préférable de traiter le problème, plutôt que d'attendre qu'il devienne insoluble.

Le *Jean Bart* était présent parmi les bâtiments envoyés par la France. Il a été ensuite remplacé par le *Cassard*²⁰. Si le pays avait été en guerre, un seul navire pour assurer la protection anti-aérienne du groupe naval déployé pour l'opération Baliste aurait peut-être été insuffisant. Ces deux bateaux nous ont toutefois donné une remarquable image de la situation aérienne. Lorsque nous opérons à Naqoura, le *Jean Bart* nous permettait de voir ce qui se passait dans les airs dans l'intégralité de la zone (qui représente, en superficie, un département français), y compris les drones. Lorsque le bâtiment repérait des avions venant vers lui, le commandant les prévenait sur la fréquence en l'air, afin de les faire dévier.

En matière de protection anti-aérienne, nous n'avons donc pas eu de souci véritable. Nous n'étions pas parmi les belligérants et donc nous n'étions pas là pour ouvrir le feu, *a priori*, sur qui que ce soit mais, bien évidemment, nous n'aurions pas hésité s'il avait fallu le faire. Nous voulions éviter les méprises. Je n'ai pas eu besoin de plus de moyens.

²⁰ NDLR - Le *Jean Bart* et le *Cassard* sont les deux frégates anti-aériennes (FAA) dont dispose la Marine française à l'heure actuelle. Elles sont respectivement entrées en service en 1991 et 1988. Le *Jean Bart* a lui-même participé à l'évacuation des ressortissants en accueillant 270 civils à son bord.

2 – Deuxième table ronde – Impact sur les acteurs locaux

PRESIDENCE : Jean-François DAGUZAN, Maître de recherche, FRS

La première table ronde a permis de débiter cette journée d'étude par l'analyse du fait générateur, c'est-à-dire la guerre de juillet-août 2006. Nos intervenants ont également proposé des développements sur les conséquences tactiques et stratégiques des combats. Nous allons essayer de présenter l'impact du conflit sur ses protagonistes, directs (Liban, *Hezbollah* et Israël) et indirects (Syrie et Palestine). Les analyses ne doivent en effet pas se focaliser sur la seule guerre de l'été. Elles doivent être intégrées dans un cadre temporel plus long. Les antagonismes dans la région se sont constitués en strates. Ces oppositions se cumulent désormais. Elles se sont formées sur des dizaines d'années. Pour certaines, les fondements ont même été oubliés. Surtout, ces oppositions sont très largement interdépendantes. J'ai ainsi le sentiment que l'on ne peut pas comprendre la guerre de cet été si l'on ne prend pas en considération l'enlèvement du soldat Chalit en Palestine quelques semaines auparavant et les opérations militaires qu'il a pu engendrer.

2.1 – Israël

Intervenant : Alain Dieckhoff, CERI

Pour apprécier les conséquences en Israël de la guerre, il faut faire le lien avec ce qui a été dit lors de la table ronde précédente. Les répercussions internes sont largement liées à l'appréciation que les Israéliens font de la manière dont les opérations ont été menées.

⇒ Le bilan de la guerre pour Israël

Il faut toujours apprécier les résultats d'une guerre en fonction des objectifs qui lui avaient été fixés. Pour Israël, deux buts essentiels initiaux étaient poursuivis. Le premier objectif était de briser le *Hezbollah*, comme Amir Peretz l'a très rapidement affirmé. Le second était de rétablir la capacité de dissuasion d'Israël. Ces finalités ont été redéfinies pendant le déroulement des opérations. Il semble que le niveau des exigences ait été en effet abaissé lorsque l'armée israélienne a rencontré de réelles difficultés.

Ces objectifs initiaux n'ont pas été atteints. Sans doute le *Hezbollah* a-t-il vu ses capacités offensives entamées. Ses institutions civiles l'ont également été. Mais il n'a pas été éliminé, ni militairement, ni politiquement. Un ensemble d'erreurs, tactiques et stratégiques, accumulées par le gouvernement et le haut commandement, explique ce bilan en demi-teinte.

A plusieurs reprises, les observateurs se sont interrogés sur le recours préférentiel à l'aviation. En réalité, la réponse est assez banale. Les Israéliens pensaient en effet qu'ils allaient mener une guerre courte. Dans cette optique, les frappes aériennes pouvaient paraître suffisantes. La suite a montré que les choses étaient un peu plus compliquées. Les événements ont alors évolué dans une direction qui n'était pas celle qui avait été initialement envisagée.

A aucun moment, Israël n'a été en mesure de faire cesser les tirs de roquettes sur le Nord du pays. Il faut se reporter aux premières déclarations de la mi-juillet. L'état-

major avait affirmé que le potentiel du *Hezbollah* allait en diminuant de jour en jour. À l'évidence, cette analyse était erronée. Sans doute a-t-elle été proposée pour rassurer la population.

La capacité de dissuasion de l'État hébreu a été renforcée. Mais pour ce second objectif, le bilan est également mitigé. Les Israéliens ont utilisé une puissance de feu qui a permis de paralyser tout le Liban (notamment parce qu'elle a permis un blocus maritime). Il existe désormais une forte probabilité que cette démonstration porte ses fruits, en incitant tout adversaire futur à une certaine retenue, par crainte de l'ampleur des représailles. Israël a sans doute retrouvé une capacité de dissuasion.

Mais, paradoxalement, cette guerre a également mis en lumière les faiblesses de la puissance israélienne. Une de ces faiblesses est la vulnérabilité du front intérieur. Elle continue, à l'heure actuelle, à avoir des répercussions sur la scène politique nationale. La guerre a été menée en s'inspirant très largement de la campagne « Paix pour la Galilée » de 1982. L'esprit était proche. Mais la vulnérabilité du front intérieur a été révélée. Les victimes civiles ont été peu nombreuses (surtout lorsque l'on prend en compte la quantité de roquettes tombées sur le pays). Mais, en dehors de la guerre du Golfe en 1991, au cours de laquelle quelques Scud ont frappé Israël, c'est la première fois depuis 1948 que le territoire de l'État hébreu est touché dans la durée.

Ces frappes ont amené des mouvements de population significatifs à l'intérieur du pays. Environ 300 000 personnes ont ainsi préféré se déplacer vers le Sud. Au Nord du pays, la vie a été assez largement perturbée. Six mille unités d'habitation ont été détruites. Selon la Chambre de Commerce israélienne, les pertes de revenus se chiffrent à 1,4 milliard de dollars pour ces quelques semaines d'affrontements.

Israël a cependant obtenu une victoire politique. Le fait diplomatique le plus important est l'instauration d'un nouveau mandat pour la FINUL. Celle-ci a connu une extension de ses capacités et de ses possibilités d'intervention. Pour les autorités israéliennes, il s'agit d'un gain politique indéniable. L'évaluation à long terme de cette réussite va dépendre de la manière dont la zone tampon va fonctionner à l'avenir.

⇒ La montée des griefs

La conséquence de cette vulnérabilité du front intérieur est la montée des récriminations. Ce mouvement a commencé pendant le conflit. Les populations du Nord se sont rapidement étonnées de ne pas avoir été mieux préparées aux attaques qu'elles ont subies. À l'exception de la zone immédiatement adjacente à la frontière, les régions du Nord d'Israël n'étaient pas assez équipées, ni leurs habitants assez préparés. Les carences concernaient notamment la ville d'Haïfa et ses alentours.

Cette « négligence » est due, à mon sens, à la conviction que la guerre serait courte. Les dirigeants israéliens ont probablement estimé que, le conflit allant être bref, il n'était pas utile d'investir massivement dans des installations, en particulier des abris. Ils ont sans doute cru que la guerre serait finie avant qu'une ville comme Haïfa soit touchée.

À ce niveau, une erreur d'appréciation assez sérieuse a été commise. Le commandement intérieur avait été précisément instauré pour éviter un retour à la désorganisation qui était apparue lors de la première guerre du Golfe. Celle-ci avait montré la nécessité de créer des institutions chargées de gérer, notamment au sein de l'armée, ce front intérieur. On peut dire que, quinze ans après, des dysfonctionnements sérieux continuent d'exister au sein de ce commandement. C'est probablement l'un des éléments qui seront examinés par la commission nouvellement nommée par Olmert.

Cette guerre de 33 jours a donc suscité le vif mécontentement d'une partie de l'opinion publique. Elle a conduit au développement d'une crise politique larvée à l'intérieur du pays. Immédiatement après la conclusion du cessez-le-feu, de nombreux réservistes ont entamé des marches et des manifestations pour dénoncer les incuries logistiques et tactiques ainsi que les faiblesses du processus décisionnel au plus haut sommet de l'État. Ces marches étaient assez largement spontanées. Certaines ont été récupérées par des groupes à droite de l'échiquier politique et par une organisation nommée Mouvement pour un gouvernement de qualité.

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, ces mouvements de protestation n'ont pas été en mesure de provoquer une mobilisation de masse. En ce sens, la décision d'Olmert de nommer une commission dotée d'assez larges pouvoirs et d'une grande autonomie a permis de désamorcer, pour le moment, une crise plus grave²¹. La crise politique au niveau interne est toutefois loin d'être réglée.

⇒ L'absence de *leadership* en Israël

La guerre de cet été montre qu'il y a en Israël un vrai problème de *leadership*. Ce constat vaut en premier lieu pour la direction civile du pays. Le Premier ministre et le ministre de la Défense ont pu donner l'impression d'être guidés par les événements davantage que de les maîtriser et d'avoir une vision claire des objectifs à atteindre. Ils ont été fragilisés par le déroulement du conflit.

Ils le sont tout d'abord dans leurs propres formations politiques. Olmert avait repris la direction du parti *Kadima*, créé par Sharon il y a environ un an. Le mouvement connaît désormais des tensions internes fortes. Elles sont liées au fait qu'un certain nombre de ses députés contestent la façon dont Olmert a assumé son *leadership*.

La contestation est encore plus grande dans le Parti travailliste. Peretz était arrivé à sa direction avec une image d'homme neuf. Ancien syndicaliste, il avait joué sur la question sociale pour s'imposer. La guerre a toutefois montré que, au poste qui lui a été confié, il n'était pas le *leader* qu'une situation de crise nécessite. Les contestations internes viennent notamment de personnalités qui n'ont pas été pourvues en portefeuille ministériel lorsque le gouvernement a été constitué. Aujourd'hui, ces hommes politiques s'organisent pour que Peretz quitte le parti en 2007, lors des prochaines élections internes. Il va lui falloir beaucoup d'énergie pour inverser la tendance.

Du fait de cette fragilité, le climat politique global dans le pays s'est modifié. Olmert, sentant le Parti travailliste moins fiable (car notamment traversé par de fortes luttes internes), a choisi d'ouvrir politiquement son gouvernement vers le seul espace renforcé par la guerre du Liban, la droite. Il s'agit de la droite la plus nationaliste, représentée notamment par Avigdor Liberman, député de la formation russophone *Israël Beitenou*. Partisan avéré de la manière forte, son parti dispose de 11 députés à la Chambre²². Il est notamment favorable à ce qu'il nomme lui-même le transfert administratif des Arabes israéliens. Il propose que la région appelée le Triangle, majoritairement peuplée de populations arabes israéliennes, soit rattachée aux territoires administrés par l'Autorité palestinienne. En échange, les Palestiniens admettraient que certains blocs de colonies

²¹ NDLR - Le Mouvement pour un gouvernement de qualité avait notamment saisi la Cour suprême, estimant que la commission gouvernementale mise en place par Olmert n'était pas suffisante. Son recours demandait la création d'une commission d'enquête d'État indépendante. Il a été rejeté.

²² Liberman avait proposé, il y a quelques années, de bombarder le barrage d'Assouan si l'Égypte cherchait à entrer un jour dans une posture de confrontation avec Israël.

soient rattachés à Israël²³. Liberman a été chargé du dossier iranien²⁴. Cette nomination marque clairement une inflexion sur ce dossier stratégique.

Le jeu politique s'est donc nettement déporté vers la droite.

Le conflit a également eu des répercussions au sein de l'armée. Un débat vif s'est développé au sein de Tsahal. Halutz est critiqué, mais il semble faire face. Des officiers responsables des opérations pendant le conflit ont toutefois déjà démissionné, notamment le général Udi Adam, commandant de la région Nord.

Une des conséquences politiques majeures de cette montée des griefs est l'enterrement du plan d'Olmert de retrait unilatéral. L'élément central de son programme électoral était la poursuite de l'unilatéralisme mis en œuvre à Gaza au cours de l'été dernier. Il avait affirmé que le pays allait poursuivre dans cette voie en Cisjordanie (sans préciser à quelle échelle). Il a très clairement annoncé que ce plan était suspendu, ce qui paraît être une décision assez sage. La conclusion que l'on peut tirer des expériences passées est plutôt négative. Les retraits unilatéraux du Sud-Liban, en 2000, et de Gaza, en 2005, se sont soldés par des échecs d'un point de vue stratégique. Ils ont toutefois été réussis sur le plan opérationnel.

On constate que la politique adoptée vis-à-vis des Palestiniens depuis quelques temps (notamment depuis la capture du soldat Chalit) passe uniquement par le recours à la force militaire. Les résultats ne sont pas à la hauteur de ce qui était escompté. Malgré près de cinq mois de campagne militaire, ponctuée par une trêve relativement précaire depuis quelques jours, les Israéliens n'ont pas été en mesure de faire cesser les tirs de roquettes *Kassam*. Olmert a annoncé qu'il serait favorable à une reprise du dialogue avec les Palestiniens. C'est une timide ouverture. Ni les auspices sous lesquels ce dialogue doit être restauré, ni les conditions n'ont été précisés. Or, beaucoup de préalables existent. Cette proposition est donc extrêmement vague. On imagine mal comment des discussions actives pourraient reprendre prochainement.

Sur le dossier libanais comme sur le dossier palestinien, la politique de la force a montré ses limites. La volonté de régler ces dossiers, si elle ne repose que sur le fondement de la violence armée, est finalement pour moi un signe de faiblesse politique. Aujourd'hui, le meilleur moyen pour Israël de montrer que le pays continue de peser politiquement serait d'essayer de créer les conditions d'une ouverture politique. A long terme, c'est la seule solution qui puisse assurer à cet État la place qui doit être la sienne dans la région.

²³ NDLR - Le Triangle de Galilée est le nom donné à une région au Nord de l'État hébreu majoritairement habitée par des populations arabes de nationalité israélienne. En février 2004, lorsque le gouvernement Sharon testa l'idée de céder à l'Autorité palestinienne le contrôle de cette zone, l'*Arab Center for Applied Social Research* annonça que 90 % de ces populations refusaient cette possibilité.

²⁴ NDLR - Lors de son entrée au gouvernement, un nouveau poste a été créé spécialement pour lui. Ministre aux Affaires stratégiques, c'est-à-dire s'occupant essentiellement du dossier iranien, il siège au cabinet restreint traitant des questions de diplomatie et de sécurité.

Jean-François Daguzan, Maître de recherche, FRS

Le Liban est entré véritablement dans une crise structurelle depuis l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005. Les assassinats politiques se sont depuis multipliés. Le désengagement syrien n'a finalement rien réglé sur le fond. La guerre est venue bouleverser un peu plus un pays qui ne semble toujours pas disposer d'équilibre socio-politique durable.

2.2 – Le Liban et la Syrie

Intervenant : Joseph Bahout, IEP Paris

Cette journée d'études permet de traiter des problématiques qui sont à la fois militaires et politiques. Les développements techniques de la première table ronde ont permis d'éclairer les questions strictement militaires. Ces quelques jours de violence ne peuvent toutefois être lus en faisant abstraction de ce qui se passe sur la scène politique libanaise depuis le 14 février 2005, date à laquelle le Premier ministre Hariri a été tué. En réalité, il s'agit de mettre également le conflit en relation avec des événements qui se sont déroulés avant même cet assassinat. L'été 2004 a été un tournant, notamment lorsque, le 2 septembre, la résolution 1559 a été adoptée par le Conseil de sécurité.

Je fais l'hypothèse que, nonobstant les aspects purement opérationnels et la question du lieu où ont été enlevés les deux soldats israéliens (devant ou derrière la ligne bleue), le conflit de cet été a été la guerre d'application d'une partie de la résolution 1559. Beaucoup de Libanais considèrent que cette campagne n'est que la mise en œuvre des dispositions de la résolution qui traitent du désarmement du *Hezbollah*. Le conflit ne peut être compris en dehors de ce contexte.

Son étude nous ramène donc à l'analyse de l'environnement politique libanais et des relations syro-libanaises. Il faut revenir à l'été 2004.

⇒ Qui a gagné et qui a perdu cette guerre ?

C'est une question importante au niveau de la politique interne libanaise. Au-delà de question de savoir qui a remporté le conflit militairement, cette interrogation suscite des débats politiques au sein du pays. Aujourd'hui, les événements qui ont lieu dans les rues de Beyrouth – les manifestations des groupes du 8 mars et l'encercllement au Sérail du reste du Cabinet²⁵ – sont directement liés à cette question.

Le *Hezbollah* considère que, même si Hassan Nasrallah a admis qu'il avait fait des erreurs de calcul, la guerre s'est soldée par une victoire divine. Mais cet argumentaire est repris contre lui par l'opposition libanaise, qui raille le caractère religieux de cette réussite. Plus encore, elle conteste l'idée même d'une victoire, en affirmant que la guerre a été un désastre pour le Liban.

Essayer de savoir qui a gagné n'est donc pas un point vain.

²⁵ NDLR - Le 8 mars 2005, le *Hezbollah* et une trentaine de partis pro-syriens libanais ont appelé à une manifestation qui a mobilisé une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes. Ce rassemblement visait notamment à montrer l'opposition d'une partie de la population libanaise à la résolution 1559 et au retrait des troupes de Damas de la plaine de la Bekaa.

En réalité, le *Hezbollah* a perdu des hommes²⁶. Surtout, le mouvement ne dispose plus du sanctuaire que constituait le Sud-Liban. Il bénéficiait d'un maillage social, économique et militaire très performant dans cette région. Cette perte lui ôte l'eau dans laquelle les poissons de la guérilla pouvaient facilement se mouvoir.

Le conflit a également renforcé une internationalisation, déjà engagée, de la question libanaise. La première étape de cette internationalisation est le vote à l'été 2004 de la résolution 1559. Ensuite, l'assassinat de Hariri a provoqué un ensemble de décisions onusiennes, prises sous le chapitre 7 de la Charte, notamment les résolutions 1644 et 1664 relatives au Tribunal international²⁷. La résolution 1701 est venue, finalement, « armer » ce dispositif d'une présence militaire. Ce matin, la presse libanaise précisait que la barre des 13 000 militaires étrangers présents sur le sol libanais avait été franchie.

En contrepartie, le *Hezbollah* a gagné une nouvelle aura politique. Elle est bien plus forte dans la rue arabe que dans la rue libanaise. Ce surcroît de prestige ne concerne donc pas l'intégralité de l'opinion publique. Surtout, le mouvement a perdu une partie de son assise dans les institutions. Depuis la guerre, il est quasiment hors-la-loi dans le système institutionnel du pays. C'est ce qui provoque aujourd'hui son départ du gouvernement.

Mais il a imposé la problématique de la résistance (notamment la réflexion sur son bien-fondé) parmi les priorités de l'agenda politique du pays. Cette réussite constitue le point de départ de l'offensive politique de l'après-guerre. Aujourd'hui, celle-ci se donne à voir de manière extrêmement vociférante par les manifestations qui s'organisent dans les rues de Beyrouth.

⇒ Les rapports entre Hezbollah, Iran et Syrie

Ce matin, l'un des intervenants parlait de la main, du bras et de la tête pour caractériser les rapports entre *Hezbollah*, Syrie et Iran. Il est très séduisant de présenter les interrelations de cette manière. Il y a sans doute une part de vérité. Mais il faut déconstruire cette métaphore et insérer la réflexion dans une perspective dynamique.

Le *Hezbollah* est une sorte de Janus politique. Il est en quelque sorte un animal à trois faces (libanaise, syrienne et iranienne). Le mouvement ne fait pas secret de son alignement sur la stratégie syrienne dans la région (résistance à la politique israélo-américaine) et de ses liens, notamment de ses allégeances idéologiques, avec l'Iran. Ce constat ne suscite donc pas de polémique.

Mais l'équilibre entre ces trois dimensions fluctue avec le temps. Schématiquement, on peut affirmer que le *Hezbollah* est le principal bénéficiaire du retrait militaire syrien du Liban (et donc de la baisse d'influence de Damas sur l'échiquier politique libanais).

²⁶ Le chiffre avancé de 600 hommes ne me paraît pas exact. Mais je ne suis pas en mesure de proposer des éléments pour confirmer cette impression.

²⁷ NDLR - À la suite de l'assassinat de Rafic Hariri, le Premier ministre libanais a envoyé une lettre au Secrétaire général des Nations unies en décembre 2005, demandant la création d'une juridiction internationale *ad hoc*. Dans sa résolution 1644 du 15 décembre 2005, le Conseil de sécurité a demandé à Kofi Annan d'aider le gouvernement libanais à « déterminer la nature et l'étendue de l'assistance internationale nécessaire pour faire en sorte que les personnes mises en cause soient jugées par un Tribunal international ». Après consultation du gouvernement du Liban, le Secrétaire général a recommandé, dans un rapport publié le 22 mars 2006, la création d'un Tribunal international « mixte », qui siègerait hors du pays. Par la résolution 1664, adoptée le 29 mars 2006, le Conseil de sécurité a demandé à Kofi Annan de négocier avec ces mêmes autorités un « accord visant à la création d'un Tribunal international fondé sur les normes internationales de justice les plus élevées ». Le 21 novembre 2006, il a donné son feu vert à la création de la juridiction.

L'Iran remplit désormais le vide géostratégique créé par ce départ. La « victoire » du *Hezbollah* cet été est venue amplifier cette tendance. En quelque sorte, le mouvement est désormais beaucoup plus iranien que syrien. Par certains aspects, il est même beaucoup plus libanais que syro-iranien par rapport aux années précédentes.

Une partie de l'action du *Hezbollah* sur la scène politique libanaise est en miroir de la stratégie syro-iranienne. La politique du mouvement est ainsi très proche de celle de la Syrie pour ce qui a trait au Tribunal international. Cette stratégie n'est d'ailleurs pas nécessairement de bloquer son action.

Si on occulte la dimension proprement chiite de la stratégie du mouvement au sein de l'échiquier communautaire libanais, on s'interdit de comprendre une grande partie de la dynamique politique libanaise qui s'est développée depuis le retrait militaire syrien. La présence syrienne au Liban (la « tutelle » de Damas lors des quinze années d'après-guerre) était une partie constitutive de l'édifice politique libanais mis en place avec l'accord de Taëf²⁸. Schématiquement, cet accord reposait sur le transfert des prérogatives, parfois exorbitantes, du Président de la République (maronite) vers l'organe collégial qu'est le Conseil des Ministres (dirigé par un sunnite). Cette répartition donnait aux sunnites une prédominance sur les institutions libanaises. La « tutelle » syrienne était une façon de rééquilibrer le jeu en donnant des garanties aux chiites, qui n'avaient que la présidence du pouvoir législatif. Le retrait syrien du Liban en avril 2005 a mis les chiites libanais dans une position politique défensive. Aujourd'hui, ils demandent un rééquilibrage institutionnel (et peut-être un jour constitutionnel) afin que soit compensée la perte provoquée par le retrait syrien. Une grande partie du jeu libano-syrien doit être étudiée au travers de ces problématiques.

⇒ Les relations libano-syriennes

L'accord de Taëf est très important pour comprendre ces interrelations. Il faut également revenir à une histoire longue. Il convient d'étudier les rapports entre les deux entités pratiquement depuis leur création (les années 1920).

La relation libano-syrienne ne peut pas être comprise en dehors d'une double perception paranoïaque des deux États l'un envers l'autre. Une de ces visions, fondée historiquement, consiste à dire que les élites politiques, intellectuelles et commerçantes syriennes n'ont jamais vraiment admis l'existence d'un Liban autonome. C'est un élément fondamental pour ceux qui, notamment en Occident, réfléchissent à un changement de régime à Damas. Il s'agit en effet de savoir s'il existe de vraies élites alternatives à celles qui sont actuellement au pouvoir. Surtout, il n'est pas certain que ces éventuels groupes de substitution soient plus favorables à une autonomie libanaise.

Par ailleurs, la Syrie a toujours perçu le Liban comme un espace politique de complots. S'y trameraient des machinations contre Damas. Pour les dirigeants syriens, le Liban est un corridor occidental permettant l'organisation de complots. Je fais personnellement l'hypothèse que, si l'on exclut un acte irrationnel de vengeance gratuite, l'assassinat du Premier ministre Hariri ne peut s'expliquer que par le continuum ethno-géopolitique entre la Syrie et le Liban. Il avait en effet facilité la prorogation du président Lahoud. Il

²⁸ L'accord de Taëf est un traité inter-libanais destiné à mettre fin à la guerre civile qui a duré de 1975 à 1990. Négocié à Taëf, en Arabie saoudite, il est le résultat des efforts politiques d'un comité composé du roi Hussein de Jordanie, du roi Fahd d'Arabie saoudite et du président Chadli d'Algérie (avec le soutien de la diplomatie américaine). Signé le 23 octobre 1989, par soixante-deux députés libanais – chrétiens et musulmans –, il repose sur l'adoption d'amendements constitutionnels visant notamment le statut du Sud-Liban et la nature des relations syro-libanaises.

n'y avait donc plus de raison rationnelle de l'éliminer. Le pouvoir alaouite à Damas, se sentant « encerclé » par l'occupation de l'Irak, la résolution 1559 sur le Liban, la politique israélienne en Palestine, a préféré éliminer la « tête de pont » sunnite au Liban.

Il faut donc chercher à définir ce qui a renforcé à ce point la paranoïa de la Syrie. On en revient ici à la guerre d'Irak et au changement d'idéologie américaine après le 11 septembre 2001. Les cadres d'analyse dépassent donc très largement la guerre de cet été.

⇒ Les problèmes de l'équilibre intra-libanais depuis la fin de la guerre

Depuis le 14 mars 2005, le Liban vit en quelque sorte une interminable transition, une sorte de révolution permanente, qui probablement se terminera dans le sang et/ou par un coup d'État. Cette transition met face à face deux camps. La guerre de l'été a renforcé cet antagonisme. Désormais, ces deux mouvements ne se situent plus dans une simple opposition politique. La rupture est quasiment consommée. Elle semble de plus en plus inéluctable.

Je pense que l'un des buts d'Israël était de renforcer cette polarisation. Dans la stratégie de l'État hébreu existait l'objectif de prolonger les effets de la campagne militaire par l'action politique induite par la guerre sur la scène libanaise. Le bombardement de certaines cibles qui avaient une valeur militaire très faible (ponts, routes...) n'avait qu'un but : celui de provoquer une réaction au niveau politique interne. Lorsque la cartographie de ces frappes est précisément établie, on constate que des considérations communautaires et politiques peuvent les expliquer.

En réalité, en plus du conflit politique entre les deux camps, deux récits (*narratives*) sont confrontés l'un à l'autre. Ces récits constituent quasiment deux cosmogonies irréconciliables, les fondements de nouvelles libanités.

Le récit du 14 mars affirme que l'opposition est composée des forces indépendantistes anti-syriennes. En réalité, certaines composantes de ce mouvement ont un passé très ambigu sur le sujet. Il s'agit bien d'une réécriture de l'Histoire. Ensuite, les membres de cette mouvance proclament que la Syrie est aujourd'hui l'ennemi. Ils affirment qu'a eu lieu une transformation du couple ami/ennemi dans la logique politique libanaise. Walid Joumblatt le dit très librement à la télévision²⁹. Israël n'est plus l'ennemi. C'est désormais la Syrie. Le danger vient de l'Est et la communauté internationale, perçue de manière holistique comme une entité indifférenciée, intervient pour protéger le Liban, peut-être même le sauver. Il faut donc accepter l'internationalisation, y compris l'action du Tribunal international. C'est le seul moyen d'arrêter le loup à la porte de la bergerie libanaise. Depuis le retrait israélien de mai-juin 2000, le *Hezbollah* n'est plus qu'une force de substitution de l'axe syro-iranien, une sorte de légion étrangère œuvrant au profit de Damas et Téhéran.

À ce récit s'oppose celui des « pro-syriens ». Il a une réelle popularité. Plusieurs télévisions lui servent de canaux de diffusion. Les deux *narratives* ont réussi à mobiliser chacun environ un million de personnes. Ils disposent chacun de financements. Le second récit affirme tout d'abord que, lors de la période de « tutelle » syrienne, les responsabilités étaient partagées. Il précise que l'internationalisation n'est qu'un paravent pour le projet néoconservateur américain pour le Moyen-Orient. Les acteurs adhérant à ce récit, notamment le *Hezbollah*, s'opposent à ce projet, qui se déploie

²⁹ *Leader* druze, Walid Joumblatt préside le Parti socialiste progressiste (PSP) libanais.

notamment en Afghanistan et en Irak. Ils considèrent que ce plan a été relayé cet été par l'aventure israélienne et que le mouvement du 14 mars a été un relais parfois actif.

On ne se situe plus dans le conflit politique, mais bien dans l'accusation réciproque. Deux récits sur l'après-guerre et sur l'avenir du Liban se développent. A mon sens, ces deux visions sont de plus en plus irréconciliables. Un fossé qui ne peut plus être comblé se creuse entre deux Liban.

Deux sujets majeurs provoquent l'effervescence de la scène politique libanaise. Ils sont l'objet de l'attention de la communauté internationale. Tout d'abord, l'appui au gouvernement actuel. Quelle que soit l'opinion politique à laquelle on adhère, il faut constater que le Cabinet dispose d'une légitimité fortement amoindrie. La seconde question est celle du Tribunal international. Ces deux problématiques sont les abcès de fixation de l'intérêt international vis-à-vis du Liban.

Il existe une tentation, au sein de la majorité, de prolonger l'internationalisation dans un sens de plus en plus coercitif. Ce n'est pas le discours officiel du gouvernement. Mais certains ténors du 14 mars croient en cette possibilité. Il s'agit pour eux de placer l'ensemble de la situation libanaise sous le chapitre 7 de la Charte de l'ONU et, à l'avenir, de faire jouer, par des glissements progressifs non maîtrisés, à la FINUL un rôle de protection de la légalité du gouvernement et de la souveraineté libanaise. Si le Tribunal international venait à passer sous le chapitre 7 de la Charte, la FINUL viendrait à jouer un rôle de police internationale. Seuls quelques individus espèrent ce scénario. À mon avis, il amènerait la FINUL beaucoup trop loin du texte de sa mission, tel qu'il est présent dans la résolution 1701. Une évolution de cette nature emmènerait la FINUL, le Liban et l'ensemble de la région vers une situation tout à fait autre que celle qui a été prévue par les esprits de bonne foi qui ont conçu la 1701.

Jean-François Daguzan, Maître de recherche, FRS

La guerre du Liban a peut-être commencé avec la tentative de libération du soldat Chalit en Palestine quelques semaines avant le coup de main du *Hezbollah*. Ce problème est à nouveau d'actualité puisque Olmert a fait des propositions pour pouvoir se relancer sur l'autre front, celui des relations israélo-palestiniennes. Pour le Cabinet israélien, la seule option qui semble demeurer pour rebondir après le demi-échec au Liban n'est-elle pas de parvenir en effet à trouver une solution avec les Palestiniens ?

2.3 – La Palestine

Intervenant : Jean-Paul Chagnollaud, Confluences Méditerranée

Je serais tenté de ne pas considérer le temps long, mais de revenir seulement un peu en arrière. La question israélo-palestinienne est centrale dans les développements politiques de la région. Si Oslo avait été mené au bout, peut être que ce dont nous parlons aujourd'hui n'aurait pas eu lieu.

Le conflit israélo-palestinien a connu des périodes distinctes. Entre l'automne 2000 et le début de l'année 2001, une cassure profonde s'est progressivement créée. Jusqu'à cette date, un dialogue existait. À partir du début de l'année 2001, les solutions envisagées reposaient toutes sur une primauté donnée à la force. En Israël, cette période a été marquée par l'arrivée au pouvoir de Sharon, largement élu contre Barak au suffrage universel direct. Quelques semaines avant, George Bush s'installe à la Maison blanche. 2001, c'est aussi et surtout le 11 septembre.

Rappeler ces éléments est indispensable pour comprendre les événements actuels. À partir de 2001, la conviction s'enracine progressivement en Israël et aux États-Unis que la solution recourant à la force doit être privilégiée. L'idée est que, par l'option militaire, il est possible de régler des problèmes politiques. Aujourd'hui, la question est de savoir si l'on va enfin sortir de ce cycle.

L'unilatéralisme des Israéliens est en réalité la contrepartie de l'idée que l'État hébreu est le plus fort et qu'il peut imposer, par la contrainte, ses solutions. Sa puissance lui permet de choisir ce qu'il entend faire. Si Olmert remet ce postulat en question aujourd'hui, c'est parce que, sans doute, il se rend compte des limites de cette politique. Lorsque l'on lit la presse israélienne, on constate que beaucoup de journalistes, au début de la guerre du Liban, ont soutenu cette idée. Les déclarations des militaires permettaient également de révéler ce « culte de la force », qui s'est profondément enraciné en Israël.

Il faut voir dans cet enracinement les effets de la politique de Sharon, mais également le traumatisme subi par la société israélienne lors des attentat-suicides du *Hamas*. Les Israéliens se sont repliés sur eux-mêmes et ne voient que par Sharon. Ils sont convaincus que seule la force peut régler ces questions.

Un des drames pour Israël est que le pays connaît une véritable crise de *leadership*. Olmert et Peretz essaient aujourd'hui de prendre le chemin tracé par Sharon. Mais ils n'en ont pas les moyens. Peretz est à l'heure actuelle dévalorisé. Il y a quelques jours, dans *Haaretz*, un éditorial s'intitulait : « Nous avons besoin d'un ministre de la Défense ». Dans le texte, toutes les faiblesses et les insuffisances de Peretz étaient présentées. Le *leadership* actuel ne semble plus avoir d'horizon politique. Il est engoncé dans cette idée que, par la force, tout pourra être réglé. Les militaires ont eux aussi cette impression. La guerre du Liban en a été une illustration. Pour traiter le problème palestinien, une logique proche est adoptée depuis longtemps. A Gaza, la réponse à l'enlèvement d'un soldat israélien Chalit devait être la force.

⇒ Les effets pervers du traitement par la force

Cette conviction – l'ivresse ou le culte de la force – a empêché les Israéliens d'atteindre leurs objectifs. Pire, elle a eu parfois des effets inverses. Au Liban, les soldats qui devaient être libérés sont introuvables. La campagne devait permettre de « casser » le *Hezbollah*. Il semble toujours aussi fort. Il s'agissait notamment de le désarmer. Il est sans doute en train de se réarmer. Les Israéliens voulaient montrer la capacité dissuasive de Tsahal. Ses faiblesses ont été révélées. La frontière devait être stabilisée. Mais pour ce faire, un pays entier est en voie de déstabilisation. Les objectifs énoncés ont été manqués. La voie utilisée – la force – a surtout produit des effets pervers graves pour la relation israélo-libanaise.

Au lendemain de la capture du soldat Chalit, la logique a été la même. Il s'agissait de le retrouver immédiatement. Il y avait beaucoup d'arrogance dans les déclarations des hommes politiques et des militaires israéliens. Tsahal a envoyé des troupes conséquentes dans une zone comprenant une population de 1 400 000 habitants. Si certains Palestiniens sont armés, la plupart sont dans un état de malnutrition, majoritairement au chômage, enfermés dans une sorte de cage. Ils sont solidaires du *Hamas*.

Le soldat n'a pas été retrouvé. Le *Hamas* n'a pas été déstabilisé. Aujourd'hui, le mouvement – un peu comme le *Hezbollah* – tient solidement la rue, même s'il est en proie à des contradictions internes. Il dispose d'une incontestable popularité à l'heure actuelle, malgré les souffrances terribles infligées aux populations de Gaza.

Au lendemain de la capture du soldat Chalit, une centrale électrique a été bombardée. Environ 70 % de la population de la zone ont été privés d'électricité. Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne a été frappé. Des ponts, des routes ont également été visés. Environ 400 personnes ont été tuées. Certains officiels du *Hamas* (des députés notamment) ont été arrêtés. Aziz Dweik, président du Conseil législatif, a notamment été emprisonné. Or il est plutôt considéré, parmi les dirigeants du *Hamas*, comme un pragmatique. Il affirme notamment que si l'Occident ne fait pas de geste pour soutenir les modérés du *Hamas*, les radicaux l'emporteront.

En voulant régler les problèmes par des moyens militaires, Israël les a aggravés. Les effets sont contre-productifs. Les tirs de roquettes devaient être empêchés. Il y a trois jours, la ville de Sdérot a été une nouvelle fois touchée. Les Israéliens ont recours à un système stratégique aveugle qui ne peut produire que des effets néfastes. Le « tout militaire » produit des échecs politiques. Ces derniers sont inéluctables à partir du moment où le raisonnement est fondé sur l'idée que les problèmes peuvent être réglés par la force.

⇒ La division des Palestiniens

Les Palestiniens pourraient tirer un certain bénéfice, sur le plan politique, de cet aveuglement. En réalité, ils ne peuvent le faire, car ils sont profondément divisés. Depuis les élections de janvier, le *Hamas* a pris le pouvoir. Le *Fatah* le conteste violemment. Il conteste la légitimité de sa victoire. Pour le *Fatah*, la victoire du *Hamas* est en elle-même inacceptable. Ce sentiment, très présent parmi les dirigeants du mouvement, était également partagé par une certaine élite intellectuelle (que l'on peut notamment trouver à Ramallah). Ceux-ci pensaient que le gouvernement du *Hamas* allait très vite échouer.

Dès cette époque, la solution la plus logique aurait été de faire un gouvernement d'union nationale. Mais le *Hamas* a été immédiatement isolé. L'aide européenne s'est rapidement tarie.

Les discussions n'ont commencé qu'avec la signature au mois de mai d'un document faisant état des convergences nécessaires entre les deux mouvements. Ce texte a été signé par des prisonniers de premier plan, comme Marwan Barghouty, du *Hamas* et du *Fatah*³⁰. C'est ce document qui a servi de fondement pour les discussions entre les deux groupes. Il a été revisité à plusieurs reprises. La dernière version, qui date du mois de juin, comprend un certain nombre de points sur lesquels le *Hamas* demeure réticent :

- L'idée d'un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale est ainsi présente dans le texte.
- L'entrée du *Hamas* au Conseil national de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avant la fin de l'année 2006 est également inscrite. Si l'OLP doit être véritablement représentative, il faut désormais qu'elle intègre les tendances islamistes qui, selon le *Hamas*, représenteraient entre 35 et 40 % de la population.

³⁰ NDLR - Le 11 mai 2006, des prisonniers palestiniens détenus en Israël, appartenant à plusieurs formations politiques (*Fatah*, *Hamas*, Front populaire de libération de la Palestine, Jihad islamique...), ont rédigé et publié dans le quotidien *Al Qods* un texte intitulé : « Document national d'entente des prisonniers ». Ils proposaient une plate-forme d'unité nationale en 18 points, afin de mettre fin aux conflits internes à la société palestinienne.

- L'idée qu'il faudrait non pas arrêter la résistance dans les territoires occupés mais la centrer sur cette zone est également présente. Il s'agirait donc d'abandonner la stratégie mortifère des attentats-suicides en Israël.
- Enfin, l'idée que la gestion des négociations doit être l'affaire du président Abbas est inscrite parmi ces propositions.

Pour le moment, malgré l'existence de ces bases, les Palestiniens sont dans l'impossibilité de trouver un accord. D'autres aspects posent problème, notamment l'idée d'une répartition des portefeuilles.

En septembre, un accord a presque été trouvé. Il a même été annoncé. Mais les négociations ont tout de même échoué. À la mi-novembre, un gouvernement d'union nationale avait également été annoncé. Mais il n'a finalement pas été formé. Il y a quelques jours, Mahmoud Abbas a déclaré qu'il fallait donc prendre acte de cette impossibilité de créer ce type de cabinet. Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh a immédiatement répondu qu'il fallait prolonger les discussions.

L'enjeu est essentiel pour les Palestiniens. Sans un gouvernement d'union nationale, ils sont condamnés à rester dans cet isolement. D'après les déclarations des membres du Quartet européen, si un cabinet de ce type était formé, les négociations pourraient recommencer, tout comme l'aide pourrait à nouveau converger vers la Palestine.

Une des raisons de cet échec est que le *Hamas* se sent assez fort pour maintenir toutes ses exigences. C'est une hypothèse. Tous les drames que la Palestine a vécus depuis quelques mois n'ont fait d'ailleurs que la renforcer.

⇒ L'absence d'initiative internationale

La situation a été terrible à Gaza et au Liban. Après ces événements, on pouvait espérer qu'une initiative diplomatique forte serait lancée au plan international. C'est ce qui s'était passé en 1991, au lendemain de la première guerre du Golfe. La conférence de Madrid avait ainsi été organisée. Malgré la présence du *Likoud* au pouvoir en Israël, elle avait eu lieu. Elle avait permis un premier rapprochement entre autorités palestiniennes et israéliennes. Ensuite, les accords d'Oslo avaient pu être organisés.

Aujourd'hui, il n'y a pas d'initiative équivalente. Le risque est qu'en l'absence d'une telle initiative, il ne soit pas possible de sortir de la référence à la violence comme mode de règlement du conflit.

Depuis quelques jours, des esquisses sont apparues. La plus intéressante – et sans doute la moins inattendue – est celle venant de la France, l'Espagne et de l'Italie³¹. Ces nations européennes ont des milliers de soldats au Sud-Liban. Ces puissances se rendent compte que la FINUL, quelles que soient ses capacités opérationnelles, doit servir à accompagner un processus politique. Si une dynamique politique et diplomatique n'apparaît pas, la force internationale ne pourra rien faire. Elle sera même dans les semaines ou les mois qui viennent en très grande difficulté.

Cette initiative doit être discutée au sommet européen qui doit avoir lieu dans quelques jours. Les quelques échos actuels sur cette question semblent indiquer que rien de fort ne sortira de cette réunion. Certaines idées importantes ont toutefois émergé. Tout d'abord le besoin d'un cessez-le-feu immédiat. Une trêve, très fragile, entre Israéliens et

³¹ NDLR - Lors du sommet franco-espagnol de Gérone, le 18 novembre, Jacques Chirac et José Luis Zapatero ont annoncé qu'ils préparaient, avec le soutien du Premier ministre italien, Romano Prodi, le lancement d'une initiative européenne sur le Proche-Orient.

Palestiniens a ainsi été décrétée. Ensuite, l'idée d'une libération des prisonniers a également été avancée. Enfin, des discussions pourraient s'organiser entre Olmert et Abbas. Les choses semblent donc évoluer très doucement. Mais la situation demeure fragile.

Dans ce cadre, la question de la libération des prisonniers est très importante. Il ne s'agit pas simplement d'un échange entre Chalit et des centaines d'individus emprisonnés en Israël. D'après ce qui a pu être écrit dans la presse israélienne, les personnes libérées pourraient être choisies. Les *leaders* palestiniens seraient alors concernés par l'échange. La force symbolique et politique en serait considérablement augmentée.

Les propositions avancées sont donc limitées. Mais, dans la situation actuelle, ces quelques pistes sont déjà très importantes. Jusqu'à maintenant, les États-Unis sont restés silencieux. Quant à Olmert, son discours en hommage à Ben Gourion proposait également quelques idées. Mais il est resté très vague. Cette intervention est toutefois l'une des premières où il sortait de la logique de l'unilatéralisme soutenu par la force. A mon sens, c'est quelque chose d'assez nouveau, même si rien de concret n'a pour le moment été proposé.

La situation est fragile. Si le retour au politique n'est pas assuré très rapidement, je crains que l'on ne s'enfonce à nouveau dans la violence. Malheureusement, ce scénario me semble le plus probable.

Jean-François Daguzan, Maître de recherche, FRS

Au Liban, deux conceptions antagonistes, deux cosmogonies s'opposent. Entre Israéliens et Palestiniens, deux angoisses réciproques se repoussent mutuellement. La peur des attentat-suicides et des tirs de roquettes d'un côté répond à la crainte des opérations militaires de l'autre. Un effet d'aimant joue de part et d'autre. Coexistent une tentation de résoudre les différends par la négociation et la résistance à cette tentation.

Le *Hezbollah* est au cœur de l'actualité depuis quelques mois. Certaines interrogations demeurent. Le mouvement est mystérieux. Considéré comme une organisation criminelle ou comme un groupe terroriste par certains, il est vu par d'autres comme le héros de la résistance.

2.4 – Le Hezbollah

Intervenant : Walid Charara, Journaliste à Al-Akhbar, Beyrouth

Je vais partir de la métaphore de la main, du bras et du cerveau. Cette image est assez représentative d'un certain discours occidental sur les réalités politiques et sociopolitiques de la rive Sud de la Méditerranée. Le *Hezbollah* est présenté comme une simple officine des services de renseignement syriens et iraniens, menant pour le compte de Damas et Téhéran une guerre d'usure contre Israël – sans qu'il soit expliqué pourquoi. Il est toutefois considéré par une partie significative des Libanais, mais également des populations du monde arabe, comme l'incarnation la plus aboutie de la volonté de résistance à l'occupation israélienne et au projet d'hégémonie américaine dans la région. Malheureusement, on assiste à une aggravation de l'incompréhension entre les mondes occidental et arabe, notamment entre les deux rives de la Méditerranée. Ce mouvement est souhaité par certains. Cette aggravation est toutefois lourde de conséquences et de menaces pour les intérêts de ces peuples.

⇒ **Qu'est-ce que le *Hezbollah* ?**

Le mouvement a été créé en 1982 pour résister à l'invasion israélienne du Liban. À l'époque, l'essentiel de l'action de la résistance était mené par des mouvements nationalistes ou de gauche (le Parti communiste libanais, le Parti national-social syrien, l'Organisation d'action communiste du Liban...). Le mouvement était embryonnaire.

Une conjonction de facteurs a permis que le *Hezbollah* devienne la principale force de résistance à l'occupation israélienne. L'histoire du mouvement peut être divisée en trois grandes phases :

- De 1982 à 1990, la première période est celle de l'émergence. Le *Hezbollah* s'illustre par ses faits d'armes, en particulier ses attaques spectaculaires contre Tsahal au Sud-Liban, y compris par des actions kamikazes.
- En 1990, la guerre civile s'arrête. Par ailleurs, la région connaît de grands bouleversements. Entre 1990 et 1996, la seconde phase est celle de l'intégration au système politique libanais. Elle est marquée par la constitution progressive d'un consensus national autour de l'action de résistance menée par le mouvement. Ce consensus était et est encore mou, mais réel. Il permettra au *Hezbollah* de mener une action militaire contre Israël, complémentaire de l'action politique de l'État libanais (qui apporte un soutien clair et affirmé à son combat armé).
- Enfin, à partir de l'opération « Raisins de la colère », lancée par Israël contre le Liban en 1996, le *Hezbollah* va acquérir une reconnaissance internationale. Les accords d'avril 1996, qui cantonnent la confrontation entre le mouvement et Tsahal et dont l'application est supervisée par un comité international (auquel participent la France et les États-Unis), consacrent une reconnaissance internationale de la légitimité du combat qu'il mène. De 1996 à 2000, cette troisième phase est couronnée par, selon la terminologie employée au Liban, la libération de la majeure partie du Sud-Liban.

À partir de mai 2000, le *Hezbollah* estime qu'il est à la fois dans une posture de poursuite de la résistance jusqu'à la libération de la zone des hameaux de Chebaa, et dans une posture dissuasive, devant prévenir les velléités israéliennes d'agression et d'hégémonie.

⇒ **L'obsession de l'expulsion**

Pour bien comprendre le soutien dont jouit le *Hezbollah*, il faut se rappeler que le Sud-Liban a toujours été une zone très affectée par le conflit israélo-arabe. C'est une région qui a été ouvertement convoitée par les dirigeants du mouvement sioniste. Théodore Hertzl demandait par exemple dans son journal que le Sud-Liban soit rattaché jusqu'à la rivière Awali au futur État juif. La délégation du mouvement sioniste au Congrès de Versailles avait également demandé l'annexion de la zone. Différents dirigeants de ce mouvement, notamment David Ben Gourion et Haim Weisman, avaient des visées similaires.

Cette région, qui se trouve dans la continuité géographique de la Palestine historique et qui forme avec elle un même ensemble culturel et économique, a toujours été très sensible à ce qui s'y passe. Sa population a craint de subir le même sort que celui des Palestiniens. Une obsession de l'expulsion existait donc au Sud-Liban depuis la création de l'État hébreu en 1948 et l'arrivée massive de Palestiniens, expulsés dans la zone. À partir de cette date, les agressions israéliennes contre le Liban se sont multipliées,

malgré les accords de cessez-le-feu. Entre 1949 et 1964, on dénombre ainsi 400 agressions ; entre 1965 et 1974 : 3 000.

La politique de l'État hébreu était principalement mue par une représentation faisant du Liban le talon d'Achille du monde arabe. Celui-ci était perçu comme un État miné par ses contradictions internes et la nature de son système politique, et pouvant donc être facilement désintégré par un mouvement ayant des fondements communautaires. Sa partie Sud, située sur des hauteurs, est riche en ressources hydrauliques. Elle pourrait donc être satellisée.

Lorsque l'on étudie les événements, on constate que cette idée, présentée en 1956 par Moshe Dayan à Moshe Sharet, a été mise en œuvre à partir du début des années 1970, lorsque la guerre civile libanaise a éclaté. Israël a ainsi apporté son soutien au colonel Sa'ad Haddad, qui a créé une milice supplétive. Après la première invasion israélienne en 1978, une zone directement occupée et gérée par Tsahal et ses troupes supplétives a été instaurée de fait³².

Le Sud-Liban est donc une région qui a toujours été grandement affectée par le conflit israélo-arabe. En son sein domine une véritable obsession de l'expulsion. Les évolutions ultérieures ont confirmé les peurs et les craintes de ces populations. C'est ce qui explique qu'elles aient fini par rejoindre des mouvements de résistance très différents. À la fin des années 1960, beaucoup de jeunes issus du Sud-Liban ont rejoint les mouvements palestiniens et les groupes de gauche. Après 1982, une conjonction de facteurs politiques et idéologiques renforce le *Hezbollah*, mouvement national de résistance d'inspiration religieuse. Il est devenu la principale force de résistance à l'occupation israélienne.

⇒ La préparation du Hezbollah à une attaque

Le *Hezbollah* était assez bien préparé à l'éventualité d'une attaque israélienne contre le Liban. Même si le Secrétaire général du mouvement a affirmé qu'il ne s'attendait pas à une réaction aussi brutale d'Israël, le mouvement était structuré pour y faire face.

Le début de la guerre anti-terroriste lancée par les États-Unis est un facteur qui explique la préparation à une intervention armée. Washington a en effet accusé le *Hezbollah* d'être un mouvement terroriste. Richard Armitage l'a qualifié « d'équipe A du terrorisme », Al Qaida n'étant que l'équipe B. Après la guerre d'Irak en 2003, le *Hezbollah* a senti la menace se rapprocher. À partir de 2004, les États-Unis ont commencé à considérer que leur priorité dans la région était l'endiguement de l'influence régionale de l'Iran. Du point de vue de Washington, comme de Tel Aviv, le *Hezbollah* n'est qu'un instrument local de cette influence. L'objectif des États-Unis est devenu, à partir de cette période, la désintégration du réseau d'alliances régionales tissé par l'Iran. Il s'agissait de l'isoler, pour le rendre plus vulnérable aux pressions internationales, le forcer à abandonner son programme nucléaire et fragiliser son régime. Cette stratégie visait également à limiter sa capacité de riposte au cas où ses installations nucléaires seraient attaquées par les États-Unis ou Israël.

Partant de cette analyse de la stratégie américaine, le *Hezbollah* savait qu'il était devenu une cible de choix. Du point de vue du mouvement, l'objectif réel de la résolution 1559 n'était pas d'obtenir un retrait des forces syriennes du Liban. Une négociation avait eu lieu entre Damas et les États-Unis au cours de l'année 2003. Washington avait exigé

³² Emanation de milices chrétiennes, l'Armée du Liban Sud (ALS) était notamment composée de militaires ayant déserté l'armée libanaise. Ses effectifs étaient estimés à quelques milliers d'hommes, disposant d'un matériel fourni par Tsahal.

que la Syrie coopère en Irak, arrête de s'ingérer dans le conflit israélo-palestinien et désarme le *Hezbollah*. Les Syriens ont un peu coopéré sur le dossier iranien, tout comme sur le problème palestinien. Mais ils ont exigé une contrepartie à la dernière demande américaine : une reprise des négociations pour la restitution du plateau du Golan. Ils se sont vu opposer un refus net. Damas a donc refusé d'obtempérer. C'est ce qui explique le vote de la résolution 1559.

Cette résolution aurait pu rester lettre morte si l'assassinat de l'ex-Premier ministre Hariri n'avait pas ouvert la voie à sa mise en œuvre. De nombreuses résolutions sur le Moyen-Orient n'ont en effet connu aucune application véritable. Cet événement a permis que débute un processus de pression populaire, interne au Liban, mais également arabe et international. La Syrie a été contrainte de retirer ses forces stationnées dans la plaine de la Bekaa.

La capacité du *Hezbollah* à mobiliser sa base sociale et des segments significatifs des autres communautés libanaises n'a pas permis que soit réalisé l'objectif de désarmer le mouvement. Après deux mois de bras de fer interne, un gouvernement au sein duquel le *Hezbollah* était présent a été créé. Un compromis interne a été obtenu parce que les rapports de force locaux au Liban ne permettaient pas de changer la donne.

C'est pour toutes ces raisons que le *Hezbollah* s'attendait à ce que certains acteurs tentent de bouleverser les rapports de force. L'attaque israélienne a été conçue dans cet objectif.

⇒ Les conséquences de la campagne militaire sur le *Hezbollah*

Il convient de souligner que, quel que soit notre avis sur l'opération menée par le *Hezbollah* contre Tsahal (et qui a amené la capture des deux soldats israéliens), c'est Tsahal qui, en riposte, a lancé une campagne de bombardements intensifs. Ces frappes ont notamment touché des objectifs civils. Ce bombardement s'est intensifié au fil des jours.

La riposte du *Hezbollah* a été, durant les deux premiers jours, de bombarder les positions militaires israéliennes situées à la frontière. Ensuite, le mouvement a frappé dans la profondeur du territoire de l'État hébreu. Le Secrétaire général du *Hezbollah*, dans ses différentes interventions télévisées, a souligné à plusieurs reprises la disposition du mouvement à cantonner la confrontation à des cibles militaires. Il a même proposé à de maintes reprises un cessez-le-feu. C'est l'intensification des bombardements israéliens sur les zones civiles libanaises, dans le Sud du pays mais également dans la plaine de la Bekaa, qui a amené le *Hezbollah* à frapper des objectifs civils en Israël.

L'analyse produite de la campagne aérienne israélienne ne me semble pas exacte. La campagne de type « Warden » ne visait pas à faire plier l'État libanais. Celui-ci est faible et divisé. Une partie de l'actuel gouvernement est d'accord avec l'objectif de l'attaque militaire menée par Tsahal.

L'enjeu réel de cette campagne était de détruire la base sociale du *Hezbollah*. L'armée israélienne a tiré de sa longue confrontation avec le mouvement une grande expérience. Elle sait qu'elle ne pourrait pas éliminer militairement le *Hezbollah* par une campagne aérienne. Les militaires de Tsahal n'ont pas ce type d'illusions. Les objectifs initialement présentés (« broyer le *Hezbollah* ») ont d'ailleurs été revus à la baisse (« le désarmer », « l'affaiblir », « l'éloigner de vingt kilomètres »...). Tsahal sait que, même en éloignant le *Hezbollah* de quelques kilomètres de la frontière, la situation ne sera pas fondamentalement changée. Le mouvement pourra continuer à mener des opérations de guérilla.

Le véritable objectif de la campagne aérienne était donc de détruire la base sociale du *Hezbollah*. Il s'agissait d'altérer les conditions d'existence des populations dans leurs villes et villages. L'ampleur des destructions dans le Sud du pays et dans la banlieue Sud de Beyrouth en atteste. L'usage des bombes à sous-munitions vise notamment à rendre la vie des populations impossible. Il n'est pas lié à des considérations militaires. Les populations de ces régions sont paysannes. Avec un million et demi de bombes à sous-munitions éparpillées dans le Sud-Liban, le travail de la terre devient impossible.

Il s'agissait de chasser la base sociale du *Hezbollah* de sa région. La représentation israélienne de la réalité socio-politique libanaise est fondamentalement communautaire. Les Israéliens supposent que les Libanais forment un agrégat de communautés incapables de vivre ensemble. Ils pensaient qu'un afflux massif de populations d'une certaine confession dans une zone peuplée par des habitants d'une autre confession allait provoquer des confrontations et dégénérer en conflit civil.

Cette stratégie de « socio-sites » a échoué. Les populations, malgré l'exode d'un million de réfugiés quittant les zones bombardées, ont été accueillies à bras ouverts par les autres Libanais. Leur soutien au *Hezbollah* est demeuré très important.

Le mouvement n'a d'ailleurs probablement pas perdu 600 membres. Le Liban est un petit pays, peu peuplé. De telles pertes n'auraient pas pu être cachées.

La campagne aérienne n'a pas eu de conséquences réelles sur l'infrastructure militaire du mouvement. Les missiles *Zelzal* n'ont pas été utilisés, tout simplement parce qu'Israël n'a pas bombardé Beyrouth. Le *Hezbollah* avait clairement lié le bombardement de Tel Aviv à des frappes israéliennes sur la capitale libanaise.

Le *Hezbollah* est donc sorti renforcé de cette guerre. Il est parvenu à bloquer l'offensive terrestre de Tsahal. Il a infligé à l'armée israélienne des pertes importantes. Surtout, sa position au niveau interne a été renforcée. C'est également le cas au niveau arabe. Aujourd'hui, il est en position d'exercer une pression intensive sur le gouvernement libanais pour le forcer à un élargissement ou pousser à des élections anticipées.

2.5 – Débat avec la salle

Questions

- Quels liens le *Hezbollah* entretient-il avec l'Iran ?
- Pour expliquer le conflit, ne faut-il pas revenir aux tirs de roquettes du *Hezbollah* sur Israël, qui avaient commencé bien avant l'enlèvement des deux soldats ?
- Comment analyser la position du Président de la République libanais ?
- Comment expliquer la situation actuelle de Michel Aoun, autrefois opposé à la mainmise syrienne et désormais allié du *Hezbollah* ?
- Le *Hezbollah* ne respecte apparemment pas les règles démocratiques à l'intérieur du Liban. Il n'a pas consulté le gouvernement dont il faisait partie avant de lancer son opération contre Tsahal et d'enlever les soldats israéliens. Par ailleurs, il voudrait avoir plus de ministres dans le cabinet. Pourquoi ne pas attendre les prochaines élections législatives ?

Réponse de Walid Charara

Peu avant le début de la campagne militaire israélienne, deux tirs isolés de roquettes ont eu lieu.

Les observateurs de la FINUL sont sur place pour constater ce genre d'événements. En six ans, entre mai 2000 et juillet 2006, seuls deux ou trois incidents de ce type ont été relevés.

La confrontation entre le *Hezbollah* et l'armée israélienne est cantonnée au hameau de Chebaa.

Le lien entre le *Hezbollah* et l'Iran était initialement idéologique. La révolution iranienne a été un tremblement de terre dans le Moyen-Orient, notamment pour les communautés chiites. Très vite, une mouvance intellectuelle et politique proche des thèses de la révolution s'est développée au Liban.

Mais c'est l'invasion israélienne en 1982 qui va être l'occasion de la structuration politique et militaire de cette mouvance. Il est évident – et le *Hezbollah* ne s'en cache pas – qu'un soutien important a été fourni par l'Iran au mouvement. Au début des années 1980, le *Hezbollah* se pensait comme partie intégrante de la stratégie iranienne d'exportation de la révolution vers les autres pays du monde arabo-musulman.

Les évolutions ultérieures ont poussé le *Hezbollah* à une réévaluation de sa stratégie. La fin du conflit entre l'Iran et l'Irak, ainsi que la défaite de Téhéran et de sa stratégie d'exportation de la révolution, correspondaient chronologiquement à la fin de la guerre civile au Liban. Ces événements ont été suivis de bouleversements géopolitiques majeurs, en particulier la chute de l'URSS. Ces développements locaux, régionaux et internationaux ont amené le *Hezbollah* à restructurer son programme politique. Le mouvement a décidé à cette époque de s'intégrer pleinement à ce que l'on appelle la formule libanaise. Les priorités d'ordre national prennent le dessus sur les considérations idéologiques.

Cette évolution ne signifie pas que les liens stratégiques et idéologiques avec l'Iran aient disparu ou se soient affaiblis. Mais le *Hezbollah* considère depuis cette période que ces liens doivent être mis à profit pour le combat de libération nationale.

Lorsque l'on fait mention des liens unissant le *Hezbollah* et l'Iran, le mouvement souligne de manière continue qu'une union semblable concerne les États-Unis et Israël. Il précise que, pour pouvoir faire face à un État comme Israël, la recherche d'alliés régionaux et/ou internationaux est une obligation.

Pour illustrer l'absence de respect des règles démocratiques du *Hezbollah*, l'exemple qui a été pris est celui de la capture des deux soldats israéliens. Le mouvement n'aurait pas consulté le gouvernement avant de lancer son opération. Le Cabinet actuel avait toutefois fait une déclaration en mai 2005 dans laquelle il affirmait son soutien à l'action de résistance menée par le *Hezbollah* au Sud-Liban.

Par ailleurs, depuis 2004, le mouvement répète que si les négociations indirectes qui ont lieu entre l'État hébreu et lui pour faire libérer les prisonniers libanais détenus en Israël n'aboutissent pas, il n'hésitera pas à enlever des soldats de Tsahal pour les échanger. Hassan Nasrallah l'a répété dans trois ou quatre discours. Le *Hezbollah* avait déjà essayé d'enlever des soldats israéliens en octobre 2005 à côté du village syro-libanais de Ghajar. Cette opération avait échoué.

Se basant sur le soutien affirmé du gouvernement, le *Hezbollah* a considéré que son action avait la bénédiction des autorités libanaises.

La constitution du cabinet a été l'aboutissement d'un compromis politique entre le *Hezbollah* et les autres composantes de la majorité gouvernementale. Ce compromis a servi de base à une alliance électorale qui a permis à ces acteurs d'avoir une majorité au sein du Parlement. C'est donc en partie grâce aux voix du *Hezbollah* que cette majorité s'est dégagée.

Depuis la guerre de l'été, le mouvement estime que les composantes de cette majorité gouvernementale l'ont en quelque sorte poignardé dans le dos. C'est pour cela qu'il exige aujourd'hui comme garantie un élargissement du Cabinet. Il ne veut pas nécessairement que de nouveaux ministres du *Hezbollah* soient inclus dans le gouvernement, mais que des représentants du Courant patriotique libre du général Aoun et d'autres formations qui lui sont alliées y rentrent.

Réponse de Joseph Bahout

Le Président Lahoud n'a plus beaucoup de porte-parole. Son assise sociale est de plus en plus restreinte.

Le Président a été le commandant en chef de l'armée libanaise à la fin de la guerre. Il a été élu la première fois en 1998, par une violation de la Constitution. La Constitution de Taëf interdit en effet l'accession au pouvoir à tout fonctionnaire de première catégorie, sans qu'il ait au préalable démissionné deux ans avant les élections.

L'élection du président Lahoud correspondait à la période de transformation des rapports de force en Syrie. À partir de 1998-1999, on assiste à la montée vers le pouvoir du fils du président Hafez al-Assad et de sa petite équipe restreinte. Ces acteurs ont jeté leur dévolu sur Lahoud, parce qu'il était proche des thèses anti-haririennes. La prorogation en septembre 2005 de son mandat est à mettre en rapport avec la volonté de Bachar al-Assad de persister dans la ligne dans laquelle il s'était engagé en 1998. Surtout, cet événement doit être analysé dans le contexte de l'après-guerre d'Irak et de la strangulation progressive de la Syrie. C'était sans doute une façon pour le régime de Damas de conserver une carte loyale, institutionnellement forte, même si elle ne disposait que d'une popularité libanaise restreinte.

Le Président soutient la résistance, notamment les actions du *Hezbollah*. C'est pourquoi il est apprécié par certains milieux chiïtes. Mais il est très largement coupé de la classe politique et de son milieu d'origine.

Le général Michel Aoun a partagé avec le président le même uniforme. Mais, durant leur carrière, ils se sont souvent et longtemps durement opposés. Cette opposition a parfois dérivé en heurts personnels.

Il est très difficile d'expliquer à un public non averti des méandres de la vie politique libanaise les retournements de quelqu'un comme Michel Aoun. Pour simplifier, il est possible d'expliquer son nouveau positionnement par deux facteurs. Lorsqu'il est revenu au Liban, peu après la « révolution du Cèdre » (ou « révolution du printemps de Beyrouth »), Michel Aoun était sur la même ligne politique qu'auparavant. Il faisait bien partie du camp souverainiste du 14 mars. La situation s'est complexifiée rapidement à partir du tournant des élections législatives de mai 2005. Pour des raisons politiques, la loi électorale pensée par les Syriens fut reprise par la classe politique libanaise³³. Michel Aoun est écarté du partage du « gâteau électoral » (sans doute parce

³³ Les évolutions de ce type doivent sans doute nous amener à réfléchir sur les limites de la classe politique libanaise à accompagner le mouvement souverainiste d'une vraie politique de réformes.

que son côté boulangiste fait peur au reste de la classe politique nationale). Une alliance du « club des politiciens », y compris le *Hezbollah*, se fait à son détriment.

Michel Aoun, qui a de grands projets pour son pays et qui a un caractère, par certains côtés, explosif, s'est retrouvé dans une position défensive. Il a décidé de livrer une guerre politique à la majorité au pouvoir.

Le deuxième facteur est que Michel Aoun, à partir du printemps 2005, a fait une double lecture des évolutions de la région. Tout d'abord, il a considéré que le régime syrien n'était pas programmé pour s'effondrer rapidement. Il vaut donc mieux ne pas continuer à s'opposer à lui pour ne pas risquer une réponse meurtrière de la part de Damas (surtout si l'on rentre au Liban). Au cours des deux dernières années, seize assassinats ou tentatives d'assassinats ont en effet eu lieu au Liban.

Ensuite, il a considéré que, dans l'après-chute de Bagdad, les tensions Sunnites-Chiites étaient devenues la ligne de force dans la grande région du Proche-Orient. Il ne s'agissait donc plus pour les Libanais – et notamment les Chrétiens – de s'aligner sur l'un des deux camps. En se mettant en retrait par rapport à la majorité qui acquérait une dimension pro-sunnite, il pensait se ménager une position intermédiaire. Il a ainsi fait un accord avec le *Hezbollah* (et non une alliance).

Cette lecture des évolutions était tout à fait sensée. Mais, à vouloir jouer entre deux éléphants, on finit par être écrasé. Aujourd'hui, Michel Aoun est contraint de s'aligner sur l'un des camps.

Je pense également qu'entre Michel Aoun, les bases sociales qui le soutiennent traditionnellement et le *Hezbollah*, le paradoxe de l'alliance peut être expliqué par le fait que, comme tout militaire libanais, le général a une sorte d'instinct anti-communautaire un peu jacobin. Cette culture lui fait sans doute plus facilement épouser l'idéologie militante et résistante du *Hezbollah*.

Questions

- Existe-t-il une possibilité pour sortir de la bipolarisation de plus en plus accentuée qui existe au Liban ?
- Le discours tenu par Olmert est la première ouverture vers une possible négociation avec les Palestiniens. Elle intervient au moment où les manifestations au Liban font peser une menace assez lourde sur le gouvernement Siniora. S'agit-il d'une coïncidence ? Les Israéliens ont-ils pris conscience du danger, du risque qu'un nouveau front apparaisse ?
- Sur les trois voisins directs d'Israël, seules l'Égypte et la Jordanie l'ont reconnu. Le Liban ne l'a jamais fait. Y a-t-il une possibilité à moyen terme qu'une négociation directe s'organise, incluant notamment toutes les composantes libanaises ?

Réponse de Jean-Paul Chagnollaud

Du point de vue israélien, il existe sans doute des fronts potentiels avec l'Iran, la Syrie et le *Hezbollah*. Concernant les relations israélo-palestiniennes, il faut rappeler que nous sommes dans une situation d'occupation. Tant que cette occupation israélienne durera, il y aura résistance ou terrorisme – selon le positionnement adopté –, c'est-à-dire une volonté palestinienne de refuser cet état de fait. Je crois que, depuis six ans, dans le

cadre de ce rapport de force, l'idée que l'on peut finir par écraser toute forme de résistance prévaut du côté israélien.

Lorsque l'on se rend dans les territoires aujourd'hui, il n'est pas excessif de parler de populations « en cage ». Il est impossible de faire quelques kilomètres sans être confronté à des systèmes de contrôle qui ne sont pas seulement des check-points. Il s'agit désormais d'ensembles équipés de grillages et de portes avec des tourniquets... Une population dans cette situation ne peut que résister. C'est pour moi le point central. Le retour au politique – un Madrid 2 en quelque sorte – implique une éventuelle négociation israélo-palestinienne. Celle-ci est encouragée par le Quartet, qui n'est malheureusement qu'une coquille vide. Si l'on ne sort pas par la « grande porte » d'une conférence internationale, nous allons nous enfoncer dans une crise dont nous ne pourrions pas maîtriser les conséquences.

Réponse de Joseph Bahout

Beaucoup d'autres pays, dont la Syrie, n'ont pas reconnu Israël. Les processus de paix qui servent habituellement de modèles sont assez classiques (résolution 242 et accord entre Israël et la Jordanie). Mais avec la Syrie, le problème véritable est le Golan. Jusqu'ici aucune restitution de la terre n'a été possible lors des négociations. Pour le Liban, la situation est encore plus complexe, puisqu'il n'y a pas de contentieux territorial réel avec Israël. Les fermes de Chebaa sont en réalité une petite question, très complexe juridiquement, qui ne représente pas réellement une pierre d'achoppement justifiant une guerre régionale.

La question s'analyse plutôt dans le rapport libano-syrien. Tout Libanais sait que le Liban ne fera jamais véritablement la paix avec Israël avant son voisin syrien. C'est un élément qui n'est pas négociable. La seule tentative de lancer un processus de ce type a eu lieu le 17 mai 1983. La conséquence a été un prolongement de dix ans de la guerre civile.

Actuellement, nous nous situons au Liban dans un rapport de force à peu près égal entre le gouvernement et la majorité d'un côté, et une opposition de l'autre. La majorité et son Cabinet disposent d'une légalité et d'une légitimité constitutionnelle. Ils ont une popularité. L'opposition constitue une minorité disposant d'une légitimité « pactuelle ». Elle repose sur un pacte national, qui a bien une réalité au Liban. Elle représente une force régionale qui n'est pas à négliger. L'axe syro-iranien et le fait que le projet américain semble échouer dans la région la renforcent.

Le blocage actuel risque de dégénérer en affrontements sanglants. Plusieurs scénarios prospectifs peuvent être envisagés. Le plus probable est un vide constitutionnel grandissant dans le pays. Aujourd'hui, la légitimité du président de la République est très faible. Son mandat arrive à expiration dans quelques mois. Le gouvernement est amputé de presque un quart de ses membres. Il ne peut plus siéger. Enfin, la démission des députés du *Hezbollah*, du *Hamal* et du courant aouniste va probablement intervenir prochainement. La dernière institution du système libanais sera alors paralysée. On risque donc de revenir à la situation des années 1988-1989.

A l'époque, la sortie de crise avait été permise grâce à la médiation d'acteurs externes. Le drame de la situation libanaise actuelle est que le ou les acteurs internationaux ou régionaux capable d'offrir une médiation se sont discrédités, soit par inefficacité, soit par alignement sur l'un des protagonistes. C'est le cas des États-Unis, mais également de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et même de la France. Tous ces acteurs se sont interdits d'être les médiateurs potentiels du conflit.

Dans ce cas de figure, il n'y a que deux scénarios possibles : soit l'affrontement (et la spirale de la guerre), soit une intervention de l'institution militaire – si elle parvient elle-même à ne pas exploser –, qui prendrait en charge un gouvernement de transition.

Une solution aurait sans doute pu être trouvée il y a quelques semaines. Il faudrait désormais une atténuation des tensions syro-iraniennes avec les États-Unis, dans la ligne de ce que va préconiser le rapport Baker. Je crois que les événements des deux dernières semaines, notamment l'assassinat de Pierre Gemayel, ont coupé court à toute tentative de médiation interne. Les portes se ferment toutes les unes après les autres (parfois volontairement). Tout semble donc indiquer que les « trains vont entrer en collision ».

Réponse de Alain Dieckhoff

La timide tentative d'Olmert est essentiellement liée à l'impasse du « tout militaire ». Il a constaté ce qui semble être une évidence pour beaucoup : il n'y a pas d'issue définitive strictement militaire à la confrontation avec les Palestiniens. Il faut donc ménager une plage pour la négociation.

Personnellement, je n'attends cependant pas beaucoup de tout cela.

Cette proposition a peut-être un lien avec les événements actuels au Liban. Israël aurait en effet beaucoup à perdre si la majorité parlementaire libanaise actuelle chutait.

La meilleure chose que pourrait faire Israël pour desserrer l'alliance déjà ancienne entre l'Iran et la Syrie serait de proposer une ouverture sur le Golan. Les Syriens cherchent avant tout à satisfaire leur intérêt national. Ils saisiraient donc probablement l'occasion. Malheureusement, je ne pense pas que ce geste arrivera.

3 – Troisième table ronde – Conséquences stratégiques régionales

PRESIDENCE : Guillaume SCHLUMBERGER, Directeur, FRS

Après des présentations sur les problématiques militaires et sur les acteurs locaux, cette dernière table ronde a pour vocation d'élargir les perspectives. Il s'agit donc de traiter des conséquences stratégiques régionales.

3.1 – Une histoire perpétuellement recommencée ? Quelles perspectives pour le Proche et Moyen-Orient ?

Intervenant : Henry Laurens, Collège de France

Je vais présenter quelques considérations d'ordre général, compte tenu de la complexité de la région.

Les événements actuels s'inscrivent évidemment dans la très longue durée. Malheureusement, il semble qu'ils vont continuer de demeurer dans la même tendance historique pendant encore longtemps. Il convient donc de considérer la culture politique générale du Moyen-Orient depuis plus de deux siècles.

⇒ Implication, ingérence et internationalisation

Cette culture – ou cette pratique – politique peut être représentée par le couple « mortel » de l'ingérence et de l'implication. Les acteurs locaux cherchent en permanence à impliquer des éléments extra-régionaux dans leurs affaires intérieures ou régionales. Si la partie est faible, elle fait intervenir des puissances extérieures pour faire face à ses adversaires dans la zone. C'est une stratégie de l'implication. La notion d'impérialisme devient dès lors compliquée à utiliser, puisque ce sont les puissances impériales qui sont appelées à intervenir dans le système local.

Cette implication finit toujours par devenir de l'ingérence. Elle suscite de la part des autres acteurs une résistance, un combat.

Le système régional fonctionne selon ces règles. Sur deux siècles, les exemples pourraient être multipliés. La crise d'Orient de 1840 en était caractéristique³⁴. De même, les nationalistes arabes ont fait appel, au cours de la Première Guerre mondiale, aux Français et aux Anglais pour chasser les Ottomans. Puis, durant la Seconde Guerre mondiale, ces mêmes acteurs ont demandé aux Allemands, puis aux Américains, de les aider à se débarrasser des Anglais et des Français. Enfin, ils ont sollicité l'Union soviétique, durant la Guerre froide, pour être « libérés » de la présence américaine.

³⁴ NDLR - En 1832, profitant du déclin de l'Empire ottoman, le Pacha Mehmed Ali d'Égypte, pourtant vassal de la Sublime-Porte, modernisa son armée, sa flotte et son administration et enleva la Syrie au Sultan. Au printemps 1839, les combats reprurent entre l'Empire ottoman et l'Égypte. Dans le cadre de sa politique d'expansion coloniale en Méditerranée, la Monarchie de Juillet décida de soutenir le Pacha. Mais cette politique étrangère entra en concurrence avec celles de l'Angleterre, de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche. Le 15 juillet 1840 fut signé à Londres un traité protégeant le Sultan. La France considéra que cet acte était un affront pour elle.

La logique de l'implication et de l'ingérence est le point d'aboutissement des crises régionales. Elle les rend d'ailleurs un peu compliquées. C'est ce que certains appellent l'internationalisation. Les crises sont internationalisées en permanence. Tous les conflits de la région aboutissent à une internationalisation.

⇒ **Les notions de dissuasion, guérilla et faible intensité**

La notion de dissuasion a été le socle de la doctrine militaire et géopolitique de l'État hébreu à partir du début des années 1950. Elle est adossée à la « guerre des frontières ». Celle-ci était liée au caractère temporaire des accords d'armistice de 1949, qui ont créé un certain nombre de contentieux. Des mouvements de retour de Palestiniens, appelés « infiltrations » puis « maraudages », « violences »..., ont suivi leur mise en application.

Pour répondre à cette situation, une stratégie des représailles a été instaurée par Israël. Elle reposait sur l'idée qu'en frappant l'appareil étatique des pays voisins, il serait possible de les forcer à prendre véritablement en charge le contrôle de leur espace frontalier. De la sorte, ils assureraient la sécurité de l'État hébreu. En quelque sorte, plus on frappe son voisin, plus il devient le garant de sa propre sécurité.

Cette stratégie a été efficace. La « guerre des frontières » s'est progressivement terminée, à des dates toutefois différentes selon les États voisins (l'Égypte, la Jordanie et la Syrie).

Elle a néanmoins posé un problème aux Israéliens. La condition pour que ces États voisins assurent la sécurité de leurs frontières était qu'ils soient forts. Ils se sont dotés de véritables appareils militaires. La logique de guérilla a ainsi été transformée en une logique d'opposition entre armées régulières.

La quintessence de ces problèmes, depuis les années 1960, a été le Sud-Liban. Les Israéliens ont voulu réutiliser les méthodes employées avec la Jordanie, l'Égypte et la Syrie. Mais au lieu d'obtenir un renforcement de l'État libanais, notamment de sa capacité à protéger ses frontières, ils ont provoqué son effondrement.

Cet effondrement était pratiquement achevé au début des années 1970 (avant même la guerre civile). Depuis 1975, le Liban pose un problème, encore à l'heure actuelle insurmontable, aux Israéliens. Les autorités de l'État hébreu devaient choisir entre une guérilla de basse intensité sur la frontière et l'établissement d'un État fort qui n'était plus véritablement l'État libanais (car satellisé par la Syrie ou l'Iran).

Deux épisodes historiques rendent compte de ce dilemme. En 1976, les lignes rouges sont posées. Il s'agit d'interdire à l'armée syrienne d'entrer dans le Sud-Liban. Paradoxalement, durant cet épisode, l'État hébreu a sauvé la résistance palestinienne de la destruction. Les autorités israéliennes préféraient avoir les Palestiniens plutôt que l'armée syrienne sur la frontière. En 1990-1991, une opération similaire a été décidée. L'État hébreu a préféré avoir en face de lui le *Hezbollah* plutôt que l'armée syrienne (et la nouvelle armée libanaise à reconstruire). Le Sud-Liban est ainsi resté une sorte de réservoir permanent à guérilla.

Aujourd'hui, le déploiement de la FINUL est peut-être la solution au problème de la sécurité de sa frontière Nord, qu'Israël n'est toujours pas parvenu à régler.

⇒ **Les logiques antagonistes et complémentaires de la disqualification**

La disqualification des acteurs rend habituellement les choses extrêmement dangereuses dans le système politique régional.

Elle est double. Tout d'abord, il existe une disqualification par l'anti-impérialisme. Par définition, l'anti-impérialisme est une motivation saine. C'est le désir de l'indépendance nationale. C'est la résistance à l'ingérence étrangère. C'est finalement du nationalisme.

Mais l'un des problèmes fondamentaux de la culture politique régionale a été la transformation permanente de l'anti-impérialisme de combat contre l'envahisseur étranger en un instrument de lutte dans le champ interne. Il y a eu transposition de la violence, de la résistance extérieure à la lutte pour le pouvoir à l'intérieur.

Le Nassérisme a notamment été une véritable catastrophe dans ce domaine. L'anti-impérialisme nassérien, en tant que discours, a été constamment utilisé pour mettre en cause les autres régimes arabes. A partir de l'épisode du pacte de Bagdad, en 1954-1955, la stratégie de Nasser a été de définir en permanence ses adversaires comme des agents de l'impérialisme³⁵. Comme Israël était une création de l'impérialisme, les agents de l'impérialisme étaient également des agents du sionisme. Cette définition permettait de faire des autres acteurs de la lutte pour le pouvoir des traîtres. La trahison est ainsi devenue une accusation adressée en permanence aux autres compétiteurs politiques.

Cette logique de la disqualification s'accompagne d'une logique de la démonisation. L'impérialisme, en tant que phénomène politique, est évidemment combattu. Mais il est aussi démonisé. Le fait qu'Israël soit un agent de l'impérialisme – parce qu'élément supposé du monde occidental – rend sa démonisation aisée. Celle-ci s'enrichit de l'humus de l'antisémitisme – les « Protocoles des Sages de Sion » par exemple³⁶ –, qui est essentiellement un héritage européen transplanté dans cette région du monde.

La démonisation et la disqualification fonctionnent également dans le sens inverse. Les puissances occidentales définissent certains acteurs locaux comme étant l'expression du mal, c'est-à-dire des personnes avec lesquelles il n'est pas possible de négocier. On retrouve dans cette catégorie le *Hamas* en Palestine et le *Hezbollah* au Liban.

Le processus de démonisation fonctionne donc dans l'autre sens. Il y a notamment une projection perverse du vocabulaire politique européen sur cette région du monde. On parle ainsi d'islamo-fascisme, d'islamo-nazisme... Nous utilisons les catégories du passé européen pour qualifier les acteurs de cette zone parce que nous les avons décontextualisées.

Le processus de démonisation fonctionne de part et d'autre. La figure du mal est ainsi introduite des deux côtés. Les Européens sont ici gênés parce qu'ils ne croient plus vraiment au mal. Ces processus fonctionnent beaucoup mieux pour les Américains et les habitants de la région.

La conséquence de la disqualification et de la démonisation est l'impossibilité de négocier. On ne négocie pas avec le mal. On peut éventuellement passer par le biais de quelques intermédiaires véreux. Mais on ne peut aller plus loin.

Les héritages d'un passé relativement récent pèsent également. Ils sont d'un poids extrêmement lourd dans les pratiques politiques. Les États-Unis n'ont pas pardonné les

³⁵ NDLR - Le traité d'organisation du Moyen-Orient, ou pacte de Bagdad, a été signé en février 1955 par le Royaume-Uni, l'Iran, l'Irak, la Turquie et le Pakistan. Conçue comme le prolongement de l'OTASE, cette alliance devait permettre de contenir l'Union soviétique dans le Moyen-Orient.

³⁶ NDLR – « Les Protocoles des Sages de Sion » est un faux antisémite rédigé ou partiellement rédigé par la police politique du Tsar à la fin du XIX^{ème} siècle. Ce texte se présente comme un programme de domination du monde.

prises d'otages et les attentats des années 1980 au Liban³⁷. C'est l'une des raisons pour lesquelles il y a un choc frontal avec le *Hezbollah*. Même si le mouvement d'aujourd'hui affirme qu'il n'a plus rien à voir avec celui de cette époque, il demeure un compte à régler dans la politique américaine.

La crise de la révolution iranienne a joué de manière identique. La prise d'otages de Téhéran est toujours présente à l'esprit des dirigeants américains³⁸. Dans le cadre du conflit actuel avec l'Iran, on règle également des contentieux qui ont déjà une bonne vingtaine d'années d'existence. Ils continuent de peser dans la prise de décision et dans la perception que les acteurs occidentaux ont de ces groupes.

⇒ L'opposition des récits

La notion de récits (*narratives*) est difficile à appréhender pour les Français. Elle nous est relativement étrangère. Certains chercheurs ont toutefois voulu l'introduire dans les sciences sociales. Nous avons sans doute trop l'habitude d'une version « objective » de l'Histoire. Nous avons donc tendance à sous-estimer l'importance des récits et de leur opposition.

Comme l'a présenté Joseph Bahout, il y a bien eu, ces dernières années, un affrontement entre deux récits au Liban. Ceux-ci fonctionnent comme des matrices d'action. Le fait que le passé récent ne soit pas interprété de la même manière n'est pas le plus intéressant. Ce qui l'est est que ces visions produisent des comportements. Ces comportements, en retour, renforcent les oppositions et leur perpétuation. Tout le conflit israélo-arabe et les affrontements régionaux ont produit des récits qui sont devenus des matrices d'action.

A ma connaissance, les discussions de Taba, en 2001, constituent le seul moment au cours duquel cette question a été abordée dans des négociations³⁹. L'idée avait été proposée de mettre en place un groupe de travail composé d'Israéliens et de Palestiniens pour travailler sur les *narratives* de 1948. A cette occasion, l'importance de la gestion du passé et des récits a été reconnue.

⇒ La culture de la guerre

Elle nous est relativement peu familière en Europe. Cette culture de la guerre n'est pourtant pas d'essence moyen-orientale. Il existe certes une culture politique régionale. Mais la culture de la guerre est d'importation récente. Elle s'est imposée dans la zone au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les différents épisodes du conflit israélo-arabe, puis les guerres révolutionnaires, et enfin la Guerre froide, lui ont permis de s'y implanter véritablement.

Cette culture de la guerre – l'habitude de la violence en quelque sorte – est une façon de penser qui postule qu'une action violente peut résoudre une situation politique. Elle est une caractéristique majeure de la situation présente.

Les Américains sont à mi-chemin entre la culture de la paix et la culture de la guerre. Les Européens sont immergés dans la culture de la paix, non parce qu'ils sont meilleurs

³⁷ NDLR - Le 18 avril 1983, une voiture piégée détruit une partie de l'ambassade américaine à Beyrouth, faisant plus de 50 morts. Le 23 octobre 1983, un autre attentat, contre une caserne de *Marines* américains déployés dans la capitale libanaise, tue 241 soldats.

³⁸ NDLR - Le 4 novembre 1979, les membres de l'ambassade américaine de Téhéran sont pris en otage. Ils ne seront libérés que le 20 janvier 1981.

³⁹ NDLR - Les négociations de Taba (Égypte) ont été organisées sur le fondement de propositions de l'administration Clinton. Elles n'ont pas abouti à des accords de paix.

que les autres mais parce que la Guerre froide la leur a imposée. La culture de la paix s'est installée en Europe avec l'érection du mur de Berlin, qui a gelé et neutralisé la violence.

⇒ La rationalité des acteurs

Notre raisonnement, à chaque fois qu'un événement se produit, nous amène rapidement à nous demander s'il était dans l'intérêt des acteurs d'agir de telle ou telle manière. A partir des notions d'utilité et de rationalité, il est en réalité possible de « montrer tout et son contraire ».

Personnellement, je suis de plus en plus persuadé que, depuis 2001, la politique de l'erreur est devenue la politique dominante au Moyen-Orient. Un livre, *Politics of Miscalculation*, a été écrit sur certains des épisodes qui ont révélé cette réalité avant 2001⁴⁰. Mais depuis cette date, les acteurs accumulent les erreurs de calcul. Le *Hezbollah* a fait une erreur en juillet. Nasrallah l'a d'ailleurs reconnu. Les Israéliens ont également fait des erreurs. En régressant, on tombera non sur une rationalité d'action mais bien sur des erreurs de calcul permanentes.

On parle également de « prophétie auto-réalisatrice ». J'aurais tendance aujourd'hui à parler de « conception auto-réalisatrice ». Nous ne nous situons même plus dans le cadre de la prophétie. Mais une certaine appréhension des événements amène à ce qu'ils se produisent selon le modèle avec lequel ils avaient été pensés. Evidemment, chacun est renforcé dans son opinion, son récit et ses positions.

Il semble donc que nous soyons arrivés, dans la région, à un niveau de dérèglement tel que même les analystes ont désormais bien du mal à suivre les événements.

3.2 – Géopolitique de la crise

Intervenant : Frédéric Encel, Institut Français de Géopolitique

Je tiens à commencer cette intervention en précisant certains oublis.

Le *Hezbollah* est bien une organisation terroriste. Certains éléments ne doivent pas être oubliés. Il faut notamment se souvenir qu'en 1982, 59 soldats français sont revenus dans des cercueils. Dernièrement, la Justice argentine s'est intéressée à l'Organisation, pour les assassinats de 85 civils à Buenos Aires en 1994. Surtout, les événements actuels au Liban montrent que le *Hezbollah* est devenu un mouvement putschiste, puisqu'il empêche le gouvernement de fonctionner.

⇒ Israël

Israël a effectivement connu des dysfonctionnements pendant la guerre de cet été. Des incohérences sont apparues à sa tête. Mais il faut rappeler qu'Israël n'est pas toujours dirigé par des anciens généraux. Sur douze Premiers ministres successifs – dont Olmert – trois seulement en étaient. Il ne faut pas se souvenir que de ces cas particuliers et généraliser. Surtout, il faut éviter de se focaliser sur les périodes Sharon, relativement longue (cinq ans et demi), et Barak, son prédécesseur, qui étaient effectivement d'anciens officiers.

⁴⁰ Richard B. Parker, *The Politics of Miscalculation in the Middle East*, Indiana University Press, 1993.

En revanche, le Premier ministre, surtout s'il est un civil, se dote habituellement d'une épée. Celle-ci est placée à la tête du ministère de la Défense. Actuellement, le poste est occupé par un civil, Amir Peretz, qui a dirigé pendant dix ans la *Histadrout*, un grand syndicat israélien. Il a été nommé pour des raisons purement électorales. Au soir des élections législatives du 29 mars 2006, il avait initialement demandé le ministère des Finances. Mais ce portefeuille ne pouvait lui échoir dans la mesure où le parti *Kadima* l'avait emporté avec des résultats (une majorité relative relativement faible) plus importants que ceux du Parti travailliste. Il a été en quelque sorte obligé de se rabattre sur le ministère de la Défense, à la fois le plus prestigieux et le mieux doté en Israël.

Avait-il l'expérience et/ou les compétences voulues ? Une partie significative des Israéliens a jugé récemment que non.

Je pense, très sincèrement, qu'une conjonction de facteurs liés au système démocratique israélien et à ses faiblesses est à l'origine du semi-échec de l'été. Le tandem Olmert-Peretz, civil et surtout inexpérimenté, s'en est remis au troisième homme, Dan Halutz. Général d'aviation, il a été placé au poste de Chef d'état-major par Ariel Sharon (lorsqu'il était Premier ministre) en 2004. A l'époque, il était considéré comme un *outsider*. Halutz n'était dans les « petits papiers » ni de Sharon, ni de l'ancienne équipe à l'état-major à cette période. Il a été placé à ce poste en 2004 parce qu'il était général d'aviation. Cette nomination était à l'époque un des éléments du dispositif stratégique-diplomatique israélien tourné vers l'Iran. Si un jour il devait y avoir une intervention militaire israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, elle serait réalisée par l'armée de l'Air.

Deux ans plus tard, la situation a considérablement évolué. Elle a connu une modification radicale. Sharon n'est plus au pouvoir depuis le 4 janvier 2006. Le tandem qui l'a remplacé est très largement inexpérimenté. Il s'en remet au Chef d'état-major, qui n'avait pas été nommé pour une mission du type de celle de juillet-août.

Celui-ci n'a eu que quelques heures pour monter une opération qui devait consister à « écraser » le *Hezbollah*, un adversaire proche (contrairement à l'Iran) et puissant. Il a évidemment utilisé massivement l'aviation.

Il ne s'agit pas seulement d'éléments conjoncturels. Une incapacité structurelle du pouvoir civil et du Haut commandement militaire israélien à s'adapter parfois, pour des raisons électorales notamment, à des situations potentiellement conflictuelles a été mise à jour.

Les Israéliens ne s'attendaient pas à une guerre courte. Olmert l'avait dit, tout comme Peretz. Toutes les enquêtes d'opinion, réalisées au jour le jour pendant le conflit, ont montré que les Israéliens ne demandaient pas une cessation des opérations mais des résultats. Jusqu'au 14 août, les sondages oscillaient entre 75 et 85 % d'opinions favorables à Olmert. A partir du moment où le Premier ministre ne poursuit pas son offensive, où il s'arrête sans avoir obtenu de véritables résultats, on constate une chute vertigineuse de sa popularité. C'est la première fois dans l'histoire d'Israël depuis 1949 qu'un gouvernement connaît ce genre de problèmes. Cette impopularité se voit non seulement dans les sondages, mais également dans la rue et dans la création, quasiment *ad hoc*, d'associations.

En 1991, les missiles Scud ont frappé Israël pendant 6 semaines. Toutefois, seuls 39 engins ont touché son territoire (ne faisant aucune victime directe). La population avait donc déjà connu un épisode durant lequel elle avait dû vivre calfeutrée pendant de nombreux jours.

Durant la campagne, Israël a fait appel à la réserve pour compléter les effectifs de conscrits. Lorsque 100 personnes étaient ainsi demandées, 115 à 120 appelés (en moyenne) se présentaient volontairement. Contrairement aux guerres précédentes, il n'y a pas eu d'objecteurs de conscience. L'organisation *Yesh Gvoul* (« Il y a une limite »), fondée en 1982 par des réservistes qui refusaient de combattre au Liban, réunit des militaires, dont des officiers de haut rang. Ses membres ont notamment milité pour ne pas être engagés en Cisjordanie et à Gaza. Mais ils ont accepté la guerre de l'été. Les Israéliens voulaient se battre. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement moral mais de nuancer le bilan.

Parallèlement à l'échec opérationnel manifeste, notamment explicable par des carences gouvernementales et militaires, il y a eu un renforcement du socle sociétal israélien. Le talon d'Achille de l'État hébreu – tous ses amis et ses ennemis le savent – est à l'intérieur du pays, dans le risque d'une éventuelle dislocation d'une société extrêmement mosaïque. Certaines représentations – *narratives* – ont été renforcées par les événements, notamment celles légitimant le conflit. La perception qui faisait de la réponse israélienne un acte légitime a été confortée par l'incursion du *Hezbollah* en territoire israélien le 12 juillet.

Ainsi, très peu d'Israéliens ont quitté le pays en pleine guerre, alors qu'il aurait été logique de le faire, notamment pour les populations du Nord. Durant le conflit, une réelle solidarité entre citoyens est apparue. Elle a, dans une certaine mesure, pallié les carences et les faiblesses sociales et institutionnelles qui ont été révélées.

⇒ La sphère arabe

La Ligue arabe, créée en 1945, a attendu plus de trois semaines avant de se prononcer sur le conflit. Composée de 23 membres (22 États et l'Autorité palestinienne), elle n'est parvenue à se réunir qu'après plus de trois semaines de bombardements intensifs d'un de ses membres par Israël. Les Palestiniens et les Libanais (notamment ceux qui sont proches du *Hezbollah*) ont mentionné qu'il y avait dans cette attitude une certaine passivité, voire une complaisance active à l'égard de l'État hébreu.

La réunion, qui s'est tenue à Beyrouth le 7 août, a rassemblé des représentants au niveau des ministres des Affaires étrangères, les chefs d'État étant pour la plupart en vacances. Dans sa déclaration finale, ce sommet extraordinaire exigeait simplement un cessez-le-feu. La faiblesse de la réaction amène à se demander si une coalition arabo-occidentale, dont Israël serait un instrument, ne s'est pas constituée pour faire face à l'Iran.

Certains ont affirmé que le *Hezbollah* avait remporté une très grande victoire politique, puisqu'il disposerait désormais d'une aura et d'un prestige considérablement renforcés dans les opinions publiques arabes. Quelques manifestations ont effectivement eu lieu. Elles n'ont toutefois pas été massives. Il faut surtout se demander si ce qu'on appelle la rue arabe pèse, en tant que paramètre géopolitique, d'un quelconque poids depuis trente ou quarante ans. Cette rue arabe a supporté deux *intifadas* – la seconde très meurtrière pour les Palestiniens –, la guerre du Liban et un certain nombre de conflits entre Israël et ses voisins. Pourtant, elle n'a jamais influencé ces événements. Elle n'est notamment jamais parvenue à renverser un régime ou même un gouvernement.

Nasrallah a raison de reconnaître sur *TV News* qu'en réalité, s'il avait pu anticiper l'ampleur de la riposte israélienne, il aurait fait probablement plus attention. Le chef du *Hezbollah* est un personnage intelligent et pragmatique. Pendant plusieurs années, il a fait preuve d'une certaine retenue dans le cadre des relations israélo-libanaises. Durant le conflit, il s'est vraisemblablement retrouvé en minorité, notamment au sein du Conseil du *Hezbollah*, l'espace de quelques jours.

Par rapport à ce qu'il a pu gagner, ce que le mouvement a perdu me semble exorbitant. Je pense que Nasrallah partage cette analyse. Il l'a dit à mots couverts.

À l'heure actuelle, comment ce mouvement revendicatif chiite peut-il capitaliser sa semi-victoire face à Israël auprès des opinions arabes ? Outre des renforts psychologiques et médiatiques, il n'y a pas d'éléments qui peuvent durablement être mis à son crédit.

⇒ L'Iran

Les événements du 12 juillet ont permis à l'Iran de détourner l'attention de la communauté internationale, notamment des Six, de son programme nucléaire et de son éventuelle militarisation.

Les agendas politiques et militaires du *Hezbollah* et de son mentor syrien – qui n'a d'ailleurs pas montré beaucoup de solidarité pour son protégé – n'ont pas été pris en compte par l'Iran. C'est Téhéran qui a imposé une modification de la stratégie militaire du mouvement. Jusqu'à l'été, le *Hezbollah* tirait plus ou moins régulièrement des *Katioucha* sur Israël⁴¹. Ces attaques suscitaient certes des réponses – généralement le bombardement d'un bâtiment du mouvement –, mais les heurts prenaient surtout la forme d'actions de basse intensité, d'une guérilla dont l'État hébreu, en quelque sorte, s'accommodait.

Au déclenchement de la guerre, seul l'agenda iranien comptait. Le changement de stratégie venait bien de Téhéran. Le 13 juillet devait avoir lieu une réunion des Six – les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne – qui devait traiter du dossier nucléaire iranien. À plusieurs reprises, on m'a affirmé que si l'Iran avait provoqué la guerre, la diversion n'aurait pu lui faire gagner que quelques semaines. Mais en réalité, depuis les accords de Paris de novembre, qui n'ont jamais été respectés par Téhéran, les Iraniens sont parvenus à gagner, semaines après semaines, quelques mois. Cette stratégie était donc bien pensée⁴².

L'Iran a donc, tactiquement, remporté une très grande victoire en agissant par procuration. Il a été démontré que, si les Américains ou les Israéliens souhaitaient intervenir par voie aérienne, une riposte pouvait être organisée. L'échantillon perceptible des outils permettant la réponse, proposé en juillet-août 2006, doit les en dissuader.

La coalition anti-*Hezbollah*, qui existe au Liban et qui rassemble une partie de la population du pays, ne ressemble-t-elle pas à la « coalition de la peur » qui est en train de se structurer et de se renforcer ? La guerre de cet été a montré la détermination et la capacité militaire de l'Iran à intervenir fortement en dehors de ses bases territoriales. Cette « coalition de la peur », notamment composée de pays arabes sunnites, pourrait peut-être constituer un vecteur pour la sortie de crise entre Israël et ses voisins. Dans ce cadre, Olmert serait bien inspiré d'entamer des discussions avec Abbas, qui a montré son courage et sa capacité politique.

⁴¹ Plusieurs centaines depuis six ans.

⁴² NDLR - Accord conclu entre la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Iran le 15 novembre 2004.

3.3 – L'UE face à la crise : analyses et perspectives stratégiques *Intervenant : Walter Posch, Institut d'Études de sécurité de l'Union européenne*

⇒ La situation au Moyen-Orient

Il faut sans doute considérer qu'il y a en réalité plus d'une crise au Moyen-Orient. Le Liban, l'Irak, la relation israélo-palestinienne ainsi que l'Afghanistan constituent un ensemble de situations conflictuelles. Par ailleurs, en arrière plan, les relations entre le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et l'Union européenne sont partiellement en crise⁴³.

L'effondrement de toute la région s'étendant de la Méditerranée à l'Afghanistan est un risque désormais réel. Si le pessimisme ne doit pas être de rigueur, il faut néanmoins constater qu'une situation de crise profonde existe, très étendue. Jusqu'à récemment, des régimes dictatoriaux apportaient une certaine stabilité à la région. À des degrés divers, ils sont en train de vaciller. Dans le Moyen-Orient, nous avons désormais des États faibles, des États faillis, des États anéantis, des sociétés dévastées, de la Palestine à l'Afghanistan.

Ces entités représentent en quelque sorte un danger bien plus grand que les dictatures. Cette déstabilisation est une menace sérieuse pour les États membres de l'Union européenne, notamment parce que ces conflits sont en inter-relations et se renforcent les uns les autres (*cross-fertilization*). A cause de ces échanges, nous sommes confrontés à des individus qui ont désormais des idéologies éloignées de celles qui nourrissaient originellement le conflit.

La crise palestinienne a été la plus importante sur le plan idéologique. Mais nous sommes désormais en présence de quelque chose de pire avec l'effondrement de l'Irak. Il s'agit de l'effondrement non seulement de la dictature, mais également de l'État et de la société. Cette destruction se traduit désormais par ce qui pourrait être appelé un conflit sectaire. Elle se situe au carrefour de tout ce qui peut avoir un effet néfaste sur la « *soft security* »⁴⁴ : trafic de drogues, d'armes, contrebandes...

⇒ La difficulté à trouver des solutions

Ce constat devrait inciter la communauté internationale dans son ensemble à mettre tout en œuvre pour empêcher que la situation ne se détériore plus avant en Irak. Ce type de politique doit notamment reposer sur le renforcement de notre soutien à l'implication des pays voisins, en particulier la Turquie et l'Iran, afin que la situation puisse, d'une façon ou d'autre, être mise sous contrôle.

Mettre en place ce type de coopération est devenu un problème. L'Occident et Israël ne savent pas comment s'y prendre avec l'Islam politique. C'est mon opinion personnelle. Les difficultés sont notamment à mettre en relation avec le passé et le présent terroriste de l'Islam politique, mais également avec les visions qu'il développe. Mais elles sont également liées au fait que les Occidentaux ne savent pas comment traiter la question de l'Islam politique, que ce soit dans leurs pays ou ailleurs.

⁴³ NDLR - Composé de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman et du Qatar, le Conseil a pour but d'assurer la stabilité économique et politique de la région par une coopération accrue des membres dans les domaines économique, financier et monétaire.

⁴⁴ Cette notion recouvre les outils ne relevant pas du domaine militaire et contribuant à participer à la sécurité et la stabilité, par exemple des outils économiques et politiques.

Les problèmes avec le *Hezbollah* s'inscrivent dans ce contexte. De nombreuses discussions portent sur ses capacités militaires. Mais comme le *Hamas*, il ne peut être réduit à cette seule dimension. Un réel changement peut être observé dans tout le Moyen-Orient. Dès que les populations acquièrent la possibilité de participer à des élections, elles votent islamiste. Or, nous voulons que ces personnes votent. Il y a donc deux façons de voir les choses. Il est possible de se focaliser sur le passé et le présent terroriste de ces groupes. Il est également possible de se concentrer sur leur présent parlementaire et peut-être sur leur futur démocratique.

Je ne prétends pas que ces groupes soient démocrates. Je constate qu'ils ont commencé à respecter les règles du système parlementaire, et que nous les y avons encouragés. Il y a un réel intérêt de la part de l'Union européenne et de l'Occident en général – en incluant Israël – à renforcer l'implication de ces mouvements dans la voie du parlementarisme, ce qui permettra de conforter une démocratie fonctionnelle. La réalité ne correspond généralement pas à ce constat.

Les mouvements islamistes n'ont pas peur de la démocratie. Mais les détenteurs du pouvoir la redoutent. De nombreux États ne sont pas encore au stade de la démocratie. Ils sont restés à celui du populisme. Les détenteurs du pouvoir, en particulier dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, redoutent le partage des responsabilités, qui peut être considéré en Occident comme naturel.

Dans certains de ces pays, le refus de partager le pouvoir rencontre la division entre chiites et sunnites.

Les chiites disposent d'un passé révolutionnaire. Ils vivent donc la tension entre le déclin de l'idéal révolutionnaires et le parlementarisme.

Le fondamentalisme sunnite s'exprime de deux façons. La première facette, le jihadisme international, représente à l'heure actuelle un risque réel pour les États membres de l'Union européenne, car nous n'avons pas de réponse à lui opposer. Il s'agit, par exemple, du terrorisme d'Al Qaida. Jusqu'à présent, le *Hezbollah* n'a jamais représenté une menace imminente pour les intérêts occidentaux. Des exceptions notables ne doivent toutefois pas être oubliées.

⇒ L'implication de l'Union européenne dans le règlement de la crise iranienne

L'Union européenne est impliquée actuellement dans plusieurs dossiers. Le nucléaire iranien est perçu comme l'un des plus importants.

Vis-à-vis de l'Iran, l'Union européenne s'est engagée à deux niveaux. Ses engagements se concrétisent notamment par la mise en place d'un dialogue sous un format classique. Il permet de garder un contact avec l'Iran, d'avoir un lien avec sa société. Lorsque Khatami était au pouvoir, nous étions très optimistes. Nous avons notamment pleinement reconnu la Révolution islamique. Les Iraniens souhaitent en effet une reconnaissance de leur régime. C'est précisément le point qui n'a pas été accepté par les Américains, avant même que la question du nucléaire devienne d'actualité. Les différends historiques qui existent entre le régime révolutionnaire de Téhéran et les États-Unis expliquent la position de Washington.

Les États-Unis ont évité une confrontation avec l'Iran. Ils ont en effet produit une évaluation de la situation qui pourrait s'installer après une intervention. Jusqu'à récemment, il s'agissait d'ailleurs d'une question de bon sens. Chacun des protagonistes risquait en effet de sortir perdant d'une confrontation.

Une nouvelle forme de dialogue a été mise en place, sous un format E3 + 3⁴⁵. Nous sommes dans une période d'attente.

Les Iraniens avaient modéré certaines de leurs positions les plus choquantes. Désormais ils se sentent en confiance. Ils ont l'impression qu'ils sont dans une position de force, notamment à cause de la victoire du *Hezbollah*. Ce sentiment n'est pas justifié. Même si le *Hezbollah* est aidé militairement par l'Iran (fourniture d'armes et instruction notamment), il se situe avant tout dans le triangle du jihad international. Le mouvement et les groupes iraniens et irakiens, bien qu'indépendants les uns des autres, sont interconnectés. Bien que les Iraniens fournissent un soutien substantiel et nécessaire au *Hezbollah*, ils ne lui donnent pas tout son équipement.

Le monde entier attend actuellement que soit rendu public le rapport Hamilton-Baker. Le texte va sans doute préconiser de dialoguer avec l'Iran. Et après ? Les États-Unis ont déjà échangé plusieurs fois avec l'Iran, sans véritable réussite.

Une issue – et un objectif réaliste – serait d'engager le dialogue avec les Iraniens sur les points sur lesquels Européens et Américains ont besoin d'eux. Ce dialogue pourrait être instauré sans que les échanges soient trop nombreux et que les questions nucléaires soient abordées. Les points en question seraient notamment l'Irak et l'Afghanistan.

Il ne s'agirait pas de demander aux Iraniens une contribution positive, mais plutôt de les convaincre d'une contribution indirecte. Leur coopération pourrait ainsi se limiter à ne pas interférer ou créer de perturbations dans la région.

A l'opposé, en cas de confrontation militaire avec l'Iran, nous savons déjà assez précisément quelle sera la réaction. Téhéran engendrera des troubles en Irak et en Afghanistan. Il est difficile de prévoir l'attitude du *Hezbollah*. Il n'est pas certain que Nasrallah déciderait d'œuvrer pour la défense des intérêts iraniens. Téhéran continuerait toutefois de disposer d'une réelle capacité à causer des dommages dans la région du Golfe.

La position de l'Union européenne est de faire en sorte que la négociation soit possible, et que l'Iran soit, point par point, engagé et lié par un accord. Mais le premier pas pour qu'un engagement final puisse être signé doit être fait par les États-Unis. La question est de savoir ce que l'Union européenne fera ensuite.

Je n'attends pas, à l'heure actuelle, d'initiatives européennes particulières en dehors du cadre qui a été mis en place. Je vois une continuité sur le dossier libanais, dans l'engagement concernant l'avenir de l'Irak et dans l'implication dans le Quartet. La question est de savoir comment les Américains, qui ont modifié la balance stratégique en faisant basculer un Irak sunnite séculaire en un Irak chiite fondamentaliste, parviendront à saisir cette réalité. Le problème est que, dans cette réorganisation stratégique, l'Iran est devenu relativement fort. Sa puissance est réelle, même si le pays ne peut imposer sa volonté aux autres acteurs.

⁴⁵ Aux trois Européens (France, Allemagne et Grande-Bretagne), sont venus s'ajouter la Russie, la Chine et les États-Unis.

3.4 – La France à nouveau en première ligne

Intervenant : Jacques Huntzinger, ambassadeur en mission

On a l'habitude de dire qu'un diplomate se doit de relativiser, de ne pas être trop optimiste quand les choses vont bien et de ne pas les dramatiser quand elles vont mal. Il doit garder un point de vue mesuré et équilibré. L'historien le fait également, avec son sens de la relativité et de la profondeur temporelle. Mais on est en droit de dire aujourd'hui que la situation est préoccupante.

La France est déjà en première ligne dans cette région depuis de nombreuses années.

Au-delà d'un certain déclaratoire, de relations avec l'Autorité palestinienne (notamment avec Yasser Arafat quand il était encore vivant), nous ne nous sommes pas vraiment impliqués dans le dossier israélo-palestinien. La France n'a pas été véritablement en première ligne dans la gestion de ce conflit, à la différence par exemple, de l'administration Clinton (dans la deuxième partie du second mandat du Président américain).

Mais la France est bel et bien en première ligne sur deux dossiers, au cœur des évolutions actuelles du Moyen-Orient : le dossier nucléaire iranien et le dossier syro-libanais.

⇒ L'action française dans le cadre du dossier nucléaire iranien

Dans le cadre du dossier nucléaire iranien, la France a été l'un des moteurs de la constitution du groupe dit des E3. Ces trois puissances européennes (France, Allemagne et Grande-Bretagne) ont été au cœur de l'action menée par les principaux pays occidentaux depuis trois ou quatre ans, pour contrer le processus d'enrichissement décidé par les Iraniens. La France est le pays le plus militant au sein de ce groupe. Elle travaille à l'élaboration d'un « paquet » acceptable par l'Iran, susceptible de lui faire renoncer au processus d'enrichissement contre des contreparties politiques, commerciales, mais aussi d'accès à la technologie nucléaire civile. Les autorités françaises ont en effet conscience du développement de la puissance et de l'action iraniennes dans la région. La France risque de continuer à subir les retombées de cette situation tendue.

⇒ L'action française dans le cadre du dossier syro-libanais

Dans le cadre du dossier syro-libanais, la France a été en première ligne dans le rejet de la prorogation du mandat du président Lahoud. Elle l'a également été dans l'élaboration de la résolution 1559 et dans les négociations sur le retrait des forces syriennes du Liban. Elle a été particulièrement active après l'assassinat de Rafic Hariri, notamment dans le processus de constitution du Tribunal international. Enfin, la France se situe à peu près en première ligne dans le soutien au gouvernement Siniora.

Au sein de l'Union européenne, la France fait partie de ceux qui soutiennent qu'il faut continuer à pratiquer un certain boycott politique de la Syrie, tant que celle-ci n'aura pas respecté ses engagements vis-à-vis de la résolution 1559 ou du Tribunal international. Parmi les pays européens, tous ne sont pas d'accord sur ce point.

Par ailleurs, la France a été en première ligne pour contrer les autres puissances européennes quant à la mise hors-la-loi du *Hezbollah*. Elle le considère en effet comme un acteur essentiel du jeu politique libanais, démocratiquement élu et représenté au Parlement. Elle estime qu'il ne peut être réduit à un mouvement terroriste, même si aujourd'hui, la relation entretenue avec lui est particulièrement complexe.

En première ligne sur ces deux dossiers, la France l'a donc logiquement été en ce qui concerne la construction de la résolution 1701. Elle s'est notamment investie sur la problématique de la FINUL 2. Cette résolution est très largement une « fabrication » franco-américaine, réalisée en relation constante avec le Premier ministre libanais Siniora et le président du Parlement Nabih Berri.

La France n'est donc pas retournée en première ligne. Elle y était déjà. Son positionnement à l'avant-garde a toutefois été encore accru ces derniers temps.

⇒ La situation libanaise

Comme le sous-titre du colloque l'indique, la crise est effectivement en expansion. La question du retour du Liban à la bipolarisation a été analysée au cours de cette journée. Ce n'est pas une situation que le Liban a connue souvent. Mais lorsqu'il a été dans cette configuration politique et sociale, cela a entraîné des catastrophes.

Il faut comprendre pourquoi il y a actuellement bipolarisation, alors qu'un gouvernement élargi avait été mis en place avant la guerre. Le conflit de cet été a en effet eu lieu alors que des ministres du *Hezbollah* et Nabih Berri étaient dans le gouvernement. Il semble aux analystes que la bipolarisation actuelle est extrêmement dangereuse, car la situation dépend à la fois de facteurs régionaux – en particulier l'influence de Téhéran⁴⁶ et de Damas⁴⁷ – et de facteurs internes (par exemple la stratégie aouniste).

Cette bipolarisation pourrait devenir structurelle. Un changement d'attitude de Nabih Berri et une reprise des discussions entre les deux camps aboutissant à un accord restent concevables. Mais il semble que cela ne soit pas l'évolution la plus probable, du fait des influences régionales. Celles-ci ont tendance à figer et à renforcer la bipolarisation. Si l'attitude israélienne se maintient et « se coagule », l'évolution de la situation peut conduire à une guerre. Israël ne pourra accepter ni une remilitarisation du Sud-Liban⁴⁸, ni la formation à Beyrouth d'un gouvernement à majorité *Hezbollah*, dominé par Damas ou Téhéran. Au-delà des polémiques nées lors du conflit, tout le processus actuel de réaction des stratèges et des militaires israéliens consiste en la réorganisation de Tsahal, aux fins de pouvoir mener demain la guerre qui n'a pu être poursuivie hier. Il ne faut donc pas écarter le scénario d'un nouveau conflit au Liban en 2007, qui irait sans doute beaucoup plus loin que celui de 2006.

La France est déjà en première ligne. La situation n'allant pas en s'améliorant, elle le sera demain plus que jamais, avec la présence de troupes au Sud-Liban et l'action de sa diplomatie.

Certains affirment que le Moyen-Orient est peut-être entré dans un processus de bipolarisation non plus seulement libanais mais également régional. Face à l'axe Téhéran–Damas–*Hezbollah* semble s'être constituée une coalition des États arabes modérés (comme l'Arabie saoudite ou l'Égypte). La situation est en réalité beaucoup plus complexe. Il n'y a jamais eu dans le monde proche-oriental de coalition définitive. Il existe des doubles, voire des triples jeux, comme des doubles et des triples langages. Les revirements sont réguliers.

⁴⁶ A ce propos, il faut rappeler que le changement d'attitude de Nabih Berri vis-à-vis du gouvernement Siniora a suivi son voyage à Téhéran, en novembre 2006.

⁴⁷ Le positionnement syrien est notamment lié à la constitution du Tribunal international.

⁴⁸ Cette remilitarisation n'est toutefois pas à l'ordre du jour du fait de la présence de la FINUL et de l'armée libanaise.

En apparence, une bipolarisation semble en effet se mettre en place. Elle est fondée sur des intérêts stratégiques que la montée en puissance de l'Iran, la peur de certains régimes arabes face à cette influence, et les conséquences d'un retrait possible, voire probable, de l'armée américaine d'Irak demain ont renforcés ou modifiés.

L'Irak est un facteur essentiel à prendre en compte pour comprendre ces évolutions. La perception développée par les populations et les dirigeants de la région est celle d'une défaite profonde de l'Occident. Cet échec se décompose en une défaite israélienne au Liban, une défaite américaine en Irak et une défaite de l'administration Bush (comme en attestent les élections de *Mid-Term*). S'y ajoute la disparition politique du Président de la République français dans quelques mois. Au sein des masses arabes, des grands mouvements politiques et même parmi les chefs d'État et de gouvernement, s'est développé le sentiment que Téhéran et quelques autres resteront, à moyen terme, les gagnants des événements actuels et que l'Occident a définitivement perdu une bataille dans cette région.

Cette situation doit nous conduire à nous interroger sur nos intérêts en ce qui concerne le Liban, la Syrie et l'Iran. La fameuse phrase « Il faut parler avec tout le monde » ne devrait-elle pas être reprise et travaillée ? Dans chacun de ces dossiers, il faudrait cadrer les dialogues, en imposant des conditions et des lignes rouges intelligentes, afin de voir comment peut s'exercer une diplomatie.

Dans les chancelleries, l'heure est aux interrogations. Les gouvernements et les opinions publiques de la zone, comme en Occident, se posent les mêmes questions. Avant même de débattre, il faut que nous analysions la situation pour déterminer quelle rationalité peut s'appliquer à ce chaos, qui n'est pas complètement irrationnel. Il existe bien des logiques. De ce chaos est en train d'émerger une nouvelle balance régionale dont il faudra prendre acte. Ce constat s'applique notamment à la nouvelle puissance iranienne. De même, la stabilité ou la fragilité des grands régimes arabes dits modérés, et peut-être l'impossible solution du conflit israélo-palestinien, sont en jeu. Il y a des réalités régionales à l'œuvre qui dessinent un nouveau tableau, à partir duquel il faudra réfléchir et établir des lignes vertes et rouges intelligentes.

3.5 – Débat avec la salle

Questions

- Certains éléments majeurs – le rapport à la culture de la guerre et la projection de la figure du mal – sont apparus dans la présentation du Professeur Laurens. Ils sont étrangers aux Européens. Pourtant, ils sont particulièrement importants pour décoder les stratégies des acteurs locaux. L'irénisation de la pensée occidentale pose le problème de notre compréhension de l'usage que les acteurs moyen-orientaux font de la guerre. L'utilisation de la figure du mal tue la négociation. Par ailleurs, il semble qu'à travers le maintien de la paix – que nous essayons d'imposer un peu partout (Bosnie, Côte d'Ivoire, Liban...) –, nous sommes en train de figer des situations qui mériteraient, d'une certaine manière, d'être réduites par la guerre. Celle-ci a en effet, malheureusement, pour avantage qu'un résultat en ressort. En figeant les situations, nous ne faisons que repousser l'échéance d'un véritable règlement. De plus, avec la construction des perceptions à partir de la figure du mal, nous empêchons l'autre partie de proposer une ouverture pour une éventuelle négociation.

N'est-il pas contre-productif de refuser la négociation avec le mal et de maintenir des situations conflictuelles, sans les régler par la guerre – parce que la guerre est l'expression du mal ?

- Quels sont les effets de la démonisation de l'autre ?

Réponse de Henry Laurens

La culture de la guerre est un concept d'historiens, utilisé d'abord pour la compréhension de la Première Guerre mondiale⁴⁹. Il a ensuite servi à appréhender l'ensemble du XX^e siècle.

J'aurais tendance à dire que l'Europe a exporté sa culture de guerre au fur et à mesure que celle-ci s'éteignait progressivement chez elle. La première région à l'avoir réceptionnée a été le Moyen-Orient. La zone a globalement eu une première moitié de XX^e siècle calme (avant le début des conflits israélo-arabes). Ce constat vaut surtout pour le Proche-Orient arabe, puisqu'en Anatolie, la situation est totalement différente.

Je pense que nous payons les effets d'un récit que nous avons nous-mêmes construit. Il a été créé par rapport à notre propre histoire. C'est le récit de Munich. C'est ici que réapparaît la notion de *narratives*. Ce récit est en quelque sorte exemplaire. Que Munich ait été ou n'ait pas été une bonne chose par rapport à l'Allemagne nazie est un problème qui est discuté par les historiens. Mais on a créé un Munich et un Winston Churchill imaginaires. On s'en est ensuite servi comme éléments référentiels permanents à partir des années 1950 dans les discours sur les relations extérieures. En 1956 déjà Guy Mollet disait : « *Nous refusons un nouveau Munich [...] Céder à Nasser, c'est céder au nouvel Hitler [...]* »⁵⁰.

Nous demeurons toujours dans le cadre d'une projection de nos fantasmes européens ou occidentaux sur le Tiers-Monde, notamment le monde arabe. Les États-Unis sont un cas extraordinaire. Absents à Munich, ils en ont pourtant fait un des éléments de référence de leur politique extérieure.

Pour le reste, c'est la Charte des Nations unies qui est conservatrice. Elle est fondamentalement et avant tout conservatrice. Elle est fondée sur un postulat extraordinaire par rapport à l'ensemble de l'histoire de l'Humanité : le gel des positions acquises. Ce présupposé est souvent en décalage avec le réel. Ceci ne veut pas dire que le droit de la guerre s'impose, que la violence soit légitime dans tous les cas. La Charte des Nations unies aurait été impensable cinquante ans avant sa création, parce qu'elle fonde un arrêt de l'histoire. Or l'histoire continue son mouvement.

La démonisation correspond au fait d'affirmer que l'on traite avec le démon, qu'il y a en face de soi le mal absolu. Le premier exemple, pour la région, de ce processus est Nasser en 1956. Le démon moderne est Hitler. Il sert ainsi de référence. C'est pourquoi il est aujourd'hui fait mention d'islamo-fascisme ou d'islamo-nazisme. Ces concepts n'ont pourtant rien à voir avec les réalités de la région.

Le véritable vainqueur à long terme est le Jihad international. Le *Hezbollah* est plutôt un antagonisme du Jihad international. Les néo-conservateurs américains ont parfaitement raison lorsqu'ils affirment que c'est l'absence de démocratie qui est le terreau du

⁴⁹ NDLR - Voir notamment les travaux de l'« école de Péronne », groupe d'historiens français réunis autour de Jean-Jacques Becker puis de sa fille Annette.

⁵⁰ Suite à la décision de nationaliser le canal de Suez, la France et la Grande-Bretagne ont monté une opération militaire en 1956. En France, Nasser avait notamment été présenté comme le chef occulte du FLN algérien. Plusieurs hommes politiques l'avaient présenté comme le nouvel Hitler.

terrorisme. Ce terreau se constitue à partir de l'impossibilité de faire bouger les gouvernements, de faire évoluer les sociétés par rapport à des événements comme ceux de cet été. C'est à partir de cet environnement que le Jihad international et donc le terrorisme s'enrichissent.

Dire que la rue arabe ne peut produire d'effets politiques est une affirmation qui doit être nuancée. L'effet politique survient après les événements, sous la forme d'un recrutement facilité pour les groupes terroristes.

A mon sens, le *Hezbollah* n'est pas une organisation terroriste.

Concernant l'affaire de Buenos Aires, il est possible que les services secrets iraniens soient compromis, mais il serait étonnant que le *Hezbollah* soit impliqué. Il est possible qu'une confusion soit survenue, du fait que certains acteurs ont peut-être une « double casquette » dans l'affaire.

Réponse de Frédéric Encel

C'est la justice argentine qui semble confondre. Elle s'intéresse de très près à des membres du *Hezbollah* et des services de renseignement iraniens.

Réponse de Henry Laurens

Rabin était persuadé que le *Hezbollah* était effectivement impliqué dans les événements de Buenos Aires. Il avait d'ailleurs considéré qu'il ne fallait pas frapper ses membres puisque cette affaire montrait qu'ils étaient occupés ailleurs.

Questions

- Les dirigeants iraniens ont utilisé les formules de « grand Satan » et de « petit Satan ». Par ailleurs, les représentants de certains pays arabes ont assimilé les Israéliens aux Nazis, affirmant que l'État hébreu était un pays fasciste. La démonisation est-elle utilisée par tous les acteurs ?

Réponse de Henry Laurens

La démonisation n'est pas l'apanage de l'Occident. Elle est employée dans les deux camps.

Un des grands drames contemporains est que les Européens, qui sont à peu près sans religion aujourd'hui, paraissent plus sympathiques à la fois aux Moyen-orientaux et aux Américains, qui sont bien plus religieux et qui devraient donc plus clairement s'entendre.

J'ai étudié le vocabulaire politique arabe. Les mots fascisme et nazisme apparaissent au début des années 1960. On peut y voir le résultat de l'accroissement des relations avec l'Union soviétique. La première occurrence du mot fascisme dans le vocabulaire de Nasser date de 1960-61. En 1963, il affirme que le régime syrien est un régime « baasiste-fasciste ».

Ces emprunts montrent que les acteurs jouent sur plusieurs registres de culture, que les mondes ne sont pas imperméables et qu'ils s'échangent les concepts. Les dirigeants du Moyen-Orient utilisent également ce vocabulaire du mal. Ils ont notamment créé des Satan, tout en exploitant la figure d'Hitler. Saddam Hussein avait été caricaturé dans la presse américaine sous la forme d'Hitler. On avait rapproché leurs physiques. La presse

iranienne a fait de même en produisant des portraits de George Bush en Hitler. C'est la démonisation totale.

Pour l'historien, on assiste à un phénomène passionnant : la décontextualisation du nazisme. Pour des raisons objectives – l'établissement de relations économiques et stratégiques entre la France et l'Allemagne –, il fallait à la fois se réconcilier avec les Allemands et avoir toujours un ennemi. Nous avons donc décontextualisé le nazisme. Lorsque l'on lit les textes de 1945, on constate que les Allemands étaient tenus responsables de la guerre et des horreurs qui l'ont accompagnée. Une quinzaine d'années plus tard, seuls les Nazis étaient incriminés. Les Nazis sont progressivement devenus des êtres indistincts, sans contexte temporel ou géographique. Désormais, nous trouvons des Nazis partout sauf là où ils étaient à l'origine.

Questions

- La position en première ligne de la France sur le dossier nucléaire iranien a été évoquée. Le dernier discours public du Président de la République sur ce sujet a semblé beaucoup plus nuancé qu'auparavant. Cette évolution n'est-elle pas à mettre en relation avec le fait que la France soit responsable du commandement de la Finul 2 jusqu'en février 2007 ?
- Plusieurs pays européens se sont engagés, diplomatiquement et militairement, dans le règlement de la crise israélo-libanaise. Mais l'Union européenne n'est pas intervenue. Pourtant, elle a participé à la mise en place d'un dialogue avec l'Iran. Pourquoi n'a-t-elle pas agi lors des discussions sur la résolution 1701 ? Pourquoi ses structures militaires n'ont-elles pas été mises à contribution au Liban ?
- Sur le long terme, un nouvel équilibre peut émerger du chaos perturbateur. Il faudra cependant accepter au moins une demi-douzaine d'années de turbulences dans la région. Ne vaudrait-il pas mieux se mettre dans une posture de gestion de crise plutôt que de recherche d'une solution à la crise, puisque les conditions sont encore très loin d'être réunies pour que cette dernière émerge ?

Réponse de Jacques Huntzinger

La décision d'envoyer des troupes françaises dans le cadre de la Finul 2 n'a pas été facile à prendre. Ce choix devait être en adéquation avec le discours diplomatique qui était tenu, ceci afin que nos forces puissent agir normalement dans l'environnement conflictuel dans lequel elles allaient être plongées. Il s'agissait d'assurer leur sécurité.

La relation entre la France et l'Iran n'a pas varié, à la différence de celle avec la Syrie. Nous avons toujours reconnu que l'Iran était une grande puissance, forte d'une longue histoire. Cet aspect est permanent dans le discours français. Il faut donc dialoguer avec Téhéran presque d'égal à égal. Il s'agit d'aller au-delà de la composition actuelle du gouvernement iranien et de la complexité du fonctionnement politique du pays. La relation franco-iranienne est donc fondée sur une reconnaissance de la puissance de ce pays, sur une volonté de dialogue, voire sur une volonté d'intégration de Téhéran à un concert de puissances. Dans toutes les propositions qui ont été faites à l'Iran pour stopper le processus d'enrichissement, il y a toujours eu des contreparties pour développer le dialogue.

Il n'est pas sûr que les militaires aient été très enthousiastes à l'idée d'une FINUL européenne. Il y a eu volonté que la nouvelle force soit à l'image de la société

internationale. C'est pourquoi il fallait que certains contingents déjà présents – par exemple fidjien ou indonésien – soient maintenus et que de nouveaux – par exemple turc – soient envoyés, afin que ne soient pas seulement présentes des anciennes puissances « croisées ». Il aurait été très dangereux de faire une FINUL 2 uniquement sous l'égide de l'OTAN ou de l'Union européenne. Il fallait que ce soit une force comprenant des Musulmans et des militaires de pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe.

Dans la phase actuelle, il ne faut pas faire de dramatisation. Il s'agit plutôt, comme le proposait Kissinger, d'avancer pas à pas (« *step by step* »). Dans les périodes complexes, il faut savoir organiser des navettes et bien observer les rapports de force entre les acteurs locaux. Parfois il peut même être utile de maintenir un conflit à basse intensité plutôt que de vouloir le régler.

Réponse de Walter Posch

Le choix de ne pas s'engager fait par l'Union européenne s'explique par des raisons pragmatiques. Les Européens ont considéré que ce qui est opérationnel est meilleur. Les Nations unies disposent d'une expérience et donc d'un savoir-faire opérationnel. Soutenir les Nations unies chaque fois que c'est possible est un enjeu important pour l'Union européenne dans l'optique du multilatéralisme. Les militaires ont, dans ce cas précis, probablement décidé qu'il était plus facile et raisonnable qu'il y ait engagement sous drapeau onusien.